

**No. 56889\***

---

**Poland  
and  
Lao People's Democratic Republic**

**Consular Convention between the Polish People's Republic and the Lao People's Democratic Republic. Vientiane, 23 November 1983**

**Entry into force:** *12 January 1995, in accordance with article 59(1)*

**Authentic texts:** *French, Lao and Polish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Poland, 28 September 2021*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

---

**Pologne  
et  
République démocratique populaire lao**

**Convention consulaire entre la République populaire de Pologne et la République démocratique populaire lao. Vientiane, 23 novembre 1983**

**Entrée en vigueur :** *12 janvier 1995, conformément au paragraphe 1 de l'article 59*

**Textes authentiques :** *français, lao et polonais*

**Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :** *Pologne, 28 septembre 2021*

*\*Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION CONSULAIRE

entre la République Populaire de Pologne  
et la République Démocratique Populaire Lao

Le Conseil d'Etat de la République Populaire de  
Pologne et le Président de la République Démocratique  
Populaire Lao

animés du désir de régler et de développer les  
rapports consulaires entre les deux pays dans l'esprit  
d'amitié et de coopération,

ont résolu de conclure la présente Convention  
consulaire et ont désigné comme plénipotentiaires à cet  
effet :

Le Conseil d'Etat de la République Populaire de  
Pologne :

STEFAN OLSZOWSKI  
Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Démocratique  
Populaire Lao :

Saly VONGKHAMSAO  
Vice-Président du Conseil des Ministres,  
Ministre délégué des Affaires Etrangères,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs  
respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus  
des dispositions suivantes :

TITRE I

DEFINITIONS

Article 1

1. Aux fins de la présente Convention, les expressions suivantes s'entendent comme il est précisé ci-dessous:

a/ "Poste consulaire" s'entend de tout consulat général, consulat, vice-consulat et agence consulaire;

b/ "Circonscription consulaire" s'entend du territoire attribué à un poste consulaire pour l'exercice des fonctions consulaires;

c/ "Chef de poste consulaire" s'entend de la personne chargée d'agir en cette qualité;

d/ "Fonctionnaire consulaire" s'entend de toute personne, y compris le chef de poste consulaire, chargée en cette qualité de l'exercice des fonctions consulaires;

e/ "Employé consulaire" s'entend de toute personne employée dans les services administratifs ou techniques, ainsi que d'une personne affectée au service domestique d'un poste consulaire;

f/ "Membre du poste consulaire" s'entend des fonctionnaires consulaires et des employés consulaires;

g/ "Membre du personnel consulaire" s'entend des fonctionnaires consulaires autres que le chef de poste consulaire et des employés consulaires;

h/ "Membre du personnel privé" s'entend d'une personne employée exclusivement au service privé d'un membre du poste consulaire;

i/ "Membre de la famille" s'entend du conjoint du membre du poste consulaire, de ses enfants et de ses parents, ainsi que des enfants et des parents du conjoint, à condition que ceux-ci fassent partie de son ménage et restent à la charge du membre du poste consulaire;

j/ "Locaux consulaires" s'entend des bâtiments ou des parties de bâtiments et du terrain attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés exclusivement aux fins du poste consulaire, y compris la résidence du chef du poste consulaire;

k/ "Archives consulaires" s'entend de tous les papiers, documents, correspondance, livres, films, rubans magnétiques et registres du poste consulaire, ainsi que du matériel des chiffres et des codes, les fichiers et les meubles destinés à les protéger et à les conserver;

l/ "Correspondance officielle" s'entend de toute correspondance relative au poste consulaire et a ses fonctions;

m/ "Navire de l'Etat d'envoi" s'entend de toute unité flottante, autorisée à battre pavillon de l'Etat d'envoi ou enregistrée dans cet Etat, à l'exception des bâtiments de guerre;

n/ "Aéronef de l'Etat d'envoi" s'entend de toute unité aérienne enregistrée dans l'Etat d'envoi et autorisée à se servir de l'insigne indiquant l'appartenance à cet Etat à l'exception des avions militaires.

2. Les dispositions de la présente Convention applicables aux ressortissants de l'Etat d'envoi sont également applicables aux personnes juridiques, y compris les sociétés commerciales, qui sont fondées conformément aux lois et règlements en vigueur dans l'Etat d'envoi et qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes.

## TITRE II

ETABLISSEMENT DES POSTES CONSULAIRES ET NOMINATION DES FONCTIONNAIRES ET DES EMPLOYES CONSULAIRES

### Article 2

1. Un poste consulaire ne peut être établi sur le territoire de l'Etat de résidence qu'avec le consentement de cet Etat.

2. Le siège du poste consulaire, sa classe et sa circonscription consulaire sont fixés par l'Etat d'envoi et soumis à l'approbation de l'Etat de résidence.

3. Des modifications ultérieures peuvent être apportées au siège du poste consulaire, à sa classe ou à sa circonscription consulaire par l'Etat d'envoi, qu'avec l'accord de l'Etat de résidence.

#### Article 3

1. Le chef de poste consulaire est admis à l'exercice de ses fonctions après présentation de sa lettre de provision ou acte similaire et après obtention de l'exéquatour accordé par l'Etat de résidence.

2. La lettre de provision ou acte similaire est transmis par l'Etat d'envoi au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence par la voie diplomatique.

3. La lettre de provision ou acte similaire atteste les prénoms, le nom et la classe du chef de poste consulaire ainsi que la circonscription consulaire et le siège du poste consulaire.

4. En attendant la délivrance de l'exequatur, le chef de poste consulaire peut être admis provisoirement à l'exercice de ses fonctions. Dans ce cas, les dispositions de la Présente Convention lui sont applicables.

#### Article 4

L'Etat de résidence peut à tout moment et sans être tenu de communiquer les raisons de sa décision, faire savoir à l'Etat d'envoi, par la voie diplomatique, que l'exéquatour accordé au chef de poste consulaire est retiré, ou bien qu'un fonctionnaire consulaire est considéré persona non grata ou que tout autre membre du personnel consulaire est indésirable. Dans ce cas, l'Etat d'envoi ou rappellera la personne en cause, ou mettra un terme à l'exercice de ses fonctions au poste

consulaire. Si l'Etat d'envoi n'exécute pas dans un délai raisonnable cette obligation, l'Etat de résidence peut selon le cas, retirer l'exequatur à la personne en cause ou cesser de considérer cette personne comme membre du personnel consulaire.

#### Article\_5

1. Si, pour quelque raison que ce soit, le chef de poste consulaire est empêché d'exercer ses fonctions ou bien si son poste est vacant, l'Etat d'envoi peut désigner en tant que gérant intérimaire du poste consulaire, un fonctionnaire consulaire d'un de ses postes consulaires dans l'Etat de résidence, ou bien un membre du personnel diplomatique de sa mission diplomatique dans cet Etat; le nom de cette personne sera notifié au préalable au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence.

2. Les dispositions de la présente Convention sont applicables au gérant intérimaire du poste consulaire, qui jouit des mêmes droits, privilèges et immunités que le chef de poste consulaire.

3. Si les fonctions consulaires sont confiées en vertu du paragraphe 1 du présent article à un des membres du personnel diplomatique de la Mission diplomatique de l'Etat d'envoi, celui-ci jouit pleinement des privilèges et immunités diplomatiques auxquels il a droit.

#### Article\_6

Dès qu'un chef de poste consulaire est admis, même à titre provisoire, à l'exercice de ses fonctions, l'Etat de résidence est tenu d'informer immédiatement les autorités compétentes de la circonscription consulaire et de prendre les mesures nécessaires, afin de lui permettre de s'acquitter des devoirs de sa charge et bénéficier du traitement prévu par la présente Convention.

Article\_7

1. Les fonctionnaires consulaires ne peuvent avoir que la nationalité de l'Etat d'envoi, n'ayant pas dans l'Etat de résidence leur résidence permanente.

2. Les fonctionnaires consulaires ne peuvent exercer dans cet Etat, en dehors de leurs fonctions officielles, aucune activité professionnelle ou commerciale à caractère lucratif.

Article\_8

Sont notifiés par l'Etat d'envoi au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence:

a/ la nomination des membres d'un poste consulaire, leur arrivée après leur nomination au poste consulaire, leur départ définitif ou la cessation de leurs fonctions, ainsi que tous les autres changements intéressant leur statut, qui peuvent se produire au cours de leur service au poste consulaire;

b/ l'arrivée et le départ définitif d'une personne de la famille d'un membre du poste consulaire et, s'il y a lieu, le fait qu'une personne devient ou cesse d'être membre de la famille;

c/ l'arrivée et le départ définitif des membres du personnel privé et la fin de leur service en cette qualité;

d/ l'engagement et le licenciement de personnes résidant dans l'Etat de résidence en tant que membres du poste consulaire ou bien en tant que membres du personnel privé.

Article\_9

1. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence délivrent gratuitement à tout fonctionnaire consulaire un document attestant son identité et portant la mention des fonctions qu'il remplit.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent également aux employés consulaires et aux membres du personnel privé, à condition que ces personnes ne soient ni ressortissants ni résidents de l'Etat de résidence.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article sont applicables aux membres des familles.

### TITRE III

#### FACILITES, PRIVILEGES ET IMMUNITES

##### Article 10

1. L'Etat de résidence accordera au poste consulaire toutes facilités pour l'accomplissement des fonctions consulaires et entreprendra les mesures nécessaires afin que les membres du poste consulaire puissent exercer leur activité officielle et bénéficier des privilèges et immunités prévus par la présente Convention.

2. L'Etat de résidence traitera les fonctionnaires consulaires avec le respect qui leur est dû et prendra toutes mesures appropriées pour empêcher toute atteinte à leur personne, leur liberté et leur dignité.

##### Article 11

1. L'écusson aux armes de l'Etat d'envoi portant une inscription appropriée dans la langue de l'Etat d'envoi et celle de l'Etat de résidence, désignant le poste consulaire, peut être placé sur le bâtiment occupé par le poste consulaire ainsi que sur la résidence du chef de poste consulaire.

2. Le drapeau national de l'Etat d'envoi peut être arboré sur le bâtiment occupé par le poste consulaire, sur la résidence du chef de poste consulaire et sur ses moyens de transport lorsque ceux-ci sont utilisés pour les besoins officiels.

##### Article 12

L'Etat de résidence aidera l'Etat d'envoi, dans le cadre de ses lois et règlements, à se procurer les locaux nécessaires au poste consulaire et, en cas de besoin, des logements convenables pour les membres du poste consulaire.



Article 13

1. L'Etat d'envoi a le droit, dans le cadre des lois et règlements de l'Etat de résidence:

a/ d'acquérir, posséder ou utiliser des terrains, des bâtiments ou parties de bâtiments destinés aux bureaux du poste consulaire, à la résidence du chef de poste consulaire ou aux logements des autres membres du poste consulaire.

b/ de construire ou d'aménager aux mêmes fins les bâtiments se trouvant sur les terrains achetés;

c/ de transférer la propriété des terrains, des bâtiments ou parties des bâtiments ainsi acquis ou construits.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne dispensent pas l'Etat d'envoi de l'obligation de respecter les règlements et les restrictions en matière de droit immobilier et d'urbanisme, de protection des sites et monuments applicables à la zone dans laquelle se situent ou vont se situer lesdits terrains, bâtiments ou parties des bâtiments.

Article 14

1. Les locaux consulaires ainsi que les logements des fonctionnaires consulaires sont inviolables. Les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent y pénétrer qu'avec le consentement du chef de poste consulaire, du chef de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence ou de la personne désignée par l'un d'eux.

2. L'Etat de résidence a l'obligation spéciale de prendre toutes les mesures appropriées pour empêcher que les locaux consulaires ne soient envahis ou endommagés et pour empêcher que la paix du poste consulaire ne soit troublée et sa dignité amoindrie.

Article 15

Les locaux consulaires, leur ameublement, les biens du poste consulaire ainsi que les moyens de transport ne peuvent faire l'objet d'aucune réquisition à des fins de défense nationale ou d'utilité publique.

Article 16

1. Les locaux consulaires et les logements des membres du poste consulaire dont l'Etat d'envoi est propriétaire ou locataire sont exempts de tous impôts et taxes de toute nature, nationaux, régionaux ou communaux, à l'exception des taxes perçues en rémunération de services rendus.

2. L'exemption fiscale prévue au paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas aux impôts et taxes qui, d'après les lois et les règlements de l'Etat de résidence, sont à la charge de la personne qui a contracté avec l'Etat d'envoi.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article s'appliquent également aux moyens de transport étant la propriété de l'Etat d'envoi et utilisés exclusivement pour les besoins du poste consulaire.

Article 17

Les archives consulaires sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent.

Article 18

1. L'Etat de résidence permet et protège la liberté de communication du poste consulaire pour toutes fins officielles. En communiquant avec le Gouvernement, les missions diplomatiques et les autres postes consulaires de l'Etat d'envoi, où qu'ils se trouvent, le poste consulaire peut employer tous les moyens de communication appropriés y compris les courriers diplomatiques ou consulaires, la valise diplomatique ou consulaire et les messages en code ou en chiffres. Le poste consulaire ne peut installer et utiliser un poste émetteur de radio qu'avec le consentement de l'Etat de résidence.

2. La correspondance officielle du poste consulaire est inviolable.

3. La valise consulaire doit porter des signes extérieurs visibles de son caractère et ne peut contenir que la correspondance officielle ainsi que les documents et objets destinés à être utilisés pour les besoins de service.

4. La valise consulaire ne peut être ni ouverte ni retenue.

5. Le courrier consulaire doit être muni d'un document officiel attestant son statut et définissant le nombre de colis constituant la valise consulaire. Ne peut être courrier consulaire que le ressortissant de l'Etat d'envoi ne résidant pas dans l'Etat de résidence. Pendant l'accomplissement de ses fonctions, le courrier consulaire se trouve sous la protection de l'Etat de résidence et bénéficie de l'inviolabilité personnelle, ne pouvant être ni arrêté, ni détenu, ni voir sa liberté personnelle limitée sous quelque forme que ce soit.

6. La valise consulaire peut être confiée au commandant de bord d'un navire ou d'un aéronef. Le commandant sera muni d'un document officiel indiquant le nombre de colis qui constituent la valise consulaire; toutefois, il ne sera pas considéré comme courrier consulaire. Un membre du poste consulaire peut librement prendre en possession la valise consulaire directement des mains du commandant du navire ou de l'aéronef ou bien la lui remettre de la même façon.

#### Article 19

1. Les fonctionnaires consulaires sont exemptés de juridiction en matière pénale, civile et administrative dans l'Etat de résidence. Ils bénéficient de l'immunité personnelle et de ce fait ne peuvent être ni arrêtés, ni détenus, ni privés de leur liberté sous quelque forme que ce soit.

2. Les employés consulaires sont exemptés de juridiction en matière pénale, civile et administrative dans l'Etat de résidence pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Ils ne peuvent être ni arrêtés, ni détenus, ni privés de leur liberté sous quelque forme que ce soit, sauf dans le cas d'une infraction grave punissable en vertu de la législation de l'Etat de résidence d'une peine privative de liberté dont le minimum est au moins trois ans ou d'une peine plus grave et sur la base de l'exécution d'un jugement ayant l'autorité de la chose jugée pour ces catégories d'infraction.

--

3. En cas de poursuite pénale ou d'arrestation, de détention ou de privation de liberté, sous quelque forme que ce soit, d'un employé consulaire, les autorités compétentes de l'Etat de résidence sont tenues d'en informer sans délai le chef du poste consulaire.

4. Lorsqu'une procédure pénale est engagée contre un employé consulaire, elle est conduite rapidement et de manière à gêner le moins possible l'exercice de ses fonctions dans le poste consulaire.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas en cas d'action civile:

a/ résultant des obligations d'un contrat qu'un membre du poste consulaire n'a pas conclu expressément ou implicitement en tant que mandataire de l'Etat d'envoi;

b/ intentée par un tiers se prévalant d'un dommage causé dans l'Etat de résidence par un véhicule, un navire ou un aéronef;

c/ concernant des successions dans lesquelles le membre du poste consulaire agit comme héritier, légataire, exécuteur du testament, administrateur ou curateur de la succession, en qualité d'une personne privée et non en qualité de représentant de l'Etat d'envoi.

#### Article 20

1. Les membres du poste consulaire peuvent être appelés à déposer comme témoins devant les autorités judiciaires ou les autres autorités compétentes de l'Etat de résidence. Si un fonctionnaire consulaire refuse de comparaître ou de témoigner, il ne peut faire l'objet d'aucune mesure de contrainte ni d'aucune sanction. Les employés consulaires ne doivent pas refuser de témoigner, si ce n'est dans les cas mentionnés au paragraphe 3.

2. L'autorité de l'Etat de résidence qui demande la déposition de la part d'un membre du poste consulaire ne doit pas le gêner dans l'exercice de ses fonctions. Elle peut recueillir le témoignage d'un membre du poste consulaire au siège du poste consulaire, à la résidence ou à son domicile.

3. Les membres du poste consulaire ne sont pas tenus de déposer sur des faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions ni de produire la correspondance officielle ou d'autres documents des archives consulaires. Cette disposition est également applicable aux membres de la famille des membres du poste consulaire en ce qui concerne les faits ayant trait à l'activité du poste consulaire.

4. Les membres du poste consulaire ne sont pas tenus de se prononcer en tant qu'experts sur le droit national de l'Etat d'envoi.

#### Article 21

1. L'Etat d'envoi peut renoncer aux privilèges et immunités définis aux articles 19 et 20. Cette renonciation doit toujours être expresse et notifiée à l'Etat de résidence.

2. Si un membre du poste consulaire engage une procédure dans le cas où il bénéficierait de l'immunité de juridiction, il ne peut invoquer l'immunité de juridiction à l'égard de toute demande reconventionnelle, directement liée à la demande principale.

3. La renonciation à l'immunité de juridiction pour une action judiciaire ou administrative n'est pas considérée comme renonciation à l'immunité quant aux mesures d'exécution du jugement. Pour ces mesures d'exécution, une renonciation distincte est nécessaire.

#### Article 22

L'Etat de résidence exempte les membres du poste consulaire ainsi que les membres de leur famille de toute prestation personnelle et de tout service d'intérêt public, de quelque nature qu'il soit, et des charges militaires telles que les réquisitions, contributions et logements militaires.

#### Article 23

Les membres du poste consulaire sont exemptés de toutes les obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers, de permis de séjour et de permis de travail, ainsi que des autres formalités concernant les étrangers.

Article\_24

1. Les membres du poste consulaire ainsi que les membres de leurs familles sont exemptés de tous impôts et taxes nationaux, régionaux et communaux à l'exception:

a/ des impôts indirects tels qu'ils sont normalement inclus dans le prix des marchandises et des services;

b/ des impôts et taxes sur les biens immeubles privés situés sur le territoire de l'Etat de résidence;

c/ des droits de succession et de mutation perçus par l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions de l'article 26;

d/ des impôts et taxes sur toutes sortes de revenus privés, qui ont leur source dans l'Etat de résidence;

e/ des droits perçus en rémunération de services rendus;

f/ des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de timbre, sous réserve des dispositions de l'article 16.

2. Les membres du poste consulaire qui emploient des personnes dont les traitements et les salaires ne sont pas exemptés de l'impôt sur le revenu dans l'Etat de résidence doivent respecter les obligations que les lois et règlements dudit Etat imposent en matière de perception de l'impôt sur le revenu.

Article\_25

1. Conformément à ses lois et règlements, l'Etat de résidence autorise l'entrée et la sortie et accorde l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes autres que frais d'entrepôt, de transport et frais afférents à des services analogues pour:

a/ les objets destinés à l'usage officiel du poste consulaire;

b/ les objets destinés à l'usage personnel du fonctionnaire consulaire et les membres de sa famille y compris les effets destinés à son établissement.

2. Dans le terme "objets" sont également compris les moyens de transport.

3. Les objets énumérés au paragraphe 1 sont exemptés de contrôle douanier dans la même mesure que les objets destinés à l'usage officiel de la mission diplomatique ou l'usage personnel des membres du personnel diplomatique de l'Etat d'envoi.

4. Les employés consulaires bénéficient des exemptions prévues à l'alinéa "b" du paragraphe 1 du présent article en ce qui concerne les objets importés lors de leur première installation.

#### Article 26

En cas de décès d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille l'Etat de résidence:

a/ permettra l'exportation des biens meubles du défunt, à l'exception de ceux qui ont été acquis dans l'Etat de résidence et qui font l'objet d'une prohibition d'exportation au moment du décès;

b/ ne prélèvera pas de droits de succession ni de mutation sur les biens meubles, dont la présence dans l'Etat de résidence était due uniquement à la présence dans cet Etat du défunt en tant que membre du poste consulaire ou membre de la famille de celui-ci.

#### Article 27

Sous réserve de ses lois et règlements concernant les zones dans lesquelles pour des raisons de sécurité de l'Etat l'entrée est interdite ou réglementée, l'Etat de résidence assurera à tous les membres du poste consulaire et des membres de leurs familles la liberté de circuler et de voyager sur son territoire.

#### Article 28

Les moyens de transport étant la propriété de l'Etat d'envoi et destinés à l'usage du poste consulaire ou qui sont la propriété des membres du poste consulaire doivent faire l'objet d'une assurance obligatoire.

Article\_29

Les membres de la famille d'un membre du poste consulaire bénéficient convenablement des privilèges et immunités définis par la présente Convention à condition qu'ils ne soient ni ressortissants de l'Etat de résidence, ni résidents permanents dans cet Etat et n'exercent pas dans l'Etat de résidence une occupation privée à caractère lucratif.

Article\_30

Les employés consulaires qui sont ressortissants de l'Etat de résidence ou qui ont leur résidence permanente dans cet Etat, ne bénéficient pas des privilèges et immunités définis par la présente Convention, sous réserve du paragraphe 3 de l'article 20.

TITRE IV  
FONCTIONS CONSULAIRES

Article\_31

Le fonctionnaire consulaire est habilité à favoriser, sous toutes ses formes, le développement des relations économiques, commerciales, culturelles et scientifiques ainsi que du tourisme entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence, à promouvoir de toute autre manière les relations amicales entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence et à protéger les droits et les intérêts de l'Etat d'envoi et de ses ressortissants.

Article\_32

1. Le fonctionnaire consulaire exerce ses fonctions dans sa circonscription consulaire. Toutefois, il peut exercer ses fonctions en dehors de cette circonscription avec le consentement de l'Etat de résidence.

2. Dans l'exercice de ses fonctions, le fonctionnaire consulaire peut s'adresser aux:

a/ autorités locales compétentes de la circonscription consulaire;

b/ autorités centrales compétentes de l'Etat de résidence, dans la mesure où le permettent les lois, règlements et coutumes de cet Etat, ainsi que les accords internationaux.



Article 33

1. Le fonctionnaire consulaire a le droit de comparaître à la place des ressortissants de l'Etat d'envoi devant les tribunaux et autres autorités de l'Etat de résidence, dans les cas où ces personnes, en raison de leur absence ou pour toute autre raison, ne peuvent défendre en temps utile leurs droits et intérêts.

2. La représentation, dont il est question au paragraphe 1 du présent article, cesse au moment où la personne représentée désigne son mandataire ou assure elle-même la défense de ses droits et intérêts.

Article 34

Le fonctionnaire consulaire a le droit:

a/ d'immatriculer les ressortissants de l'Etat d'envoi;  
b/ de délivrer aux ressortissants de l'Etat d'envoi des passeports ou autres documents de voyage, de les renouveler, d'y introduire d'autres modifications et également de les annuler;

c/ de délivrer des visas.

Article 35

1. Le chef de poste consulaire a le droit de célébrer les mariages à condition que les deux époux aient la nationalité de l'Etat d'envoi. Le poste consulaire informe les autorités compétentes de l'Etat de résidence des mariages contractés si la législation de l'Etat de résidence l'exige.

2. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informent sans délai le fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi du fait de la contractation du mariage par un ressortissant de l'Etat d'envoi et transmettent d'office et sans frais au fonctionnaire consulaire la copie de l'acte de mariage.

3. Le fonctionnaire consulaire a le droit de tenir le registre des naissances, mariages et décès des ressortissants de l'Etat d'envoi et de délivrer les documents appropriés. Toutefois, cette disposition ne dispense pas les ressortissants de l'Etat d'envoi de l'obligation en matière d'enregistrement des naissances, mariages et décès.

4. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence transmettront au poste consulaire, sur sa demande, sans délai et sans frais, à des fins officielles, les copies et extraits des documents d'état-civil concernant les ressortissants de l'Etat d'envoi.

Article 36

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de:

a/ recevoir, dresser et légaliser les déclarations des ressortissants de l'Etat d'envoi;

b/ recevoir, dresser et légaliser les dispositions de dernière volonté et autres documents constatant des actes juridiques unilatéraux des ressortissants de l'Etat d'envoi établis selon la législation de cet Etat;

c/ légaliser les documents, signatures et sceaux sur les documents des ressortissants de l'Etat d'envoi;

d/ légaliser tous documents délivrés par les autorités de l'Etat d'envoi ou par l'Etat de résidence, légaliser les copies et les extraits de ces documents;

e/ traduire les documents et en certifier la traduction conforme;

f/ dresser et légaliser les contrats passés entre ressortissants de l'Etat d'envoi, s'ils ne sont pas relatifs à l'établissement, au transfert ou à l'extinction de droits réels sur des biens immeubles situés dans l'Etat de résidence;

g/ dresser et légaliser les contrats, quelle que soit la nationalité des parties, si ces contrats sont relatifs aux biens mobiliers ou aux droits situés dans l'Etat d'envoi et s'ils doivent produire des effets juridiques uniquement dans cet Etat;

h/ délivrer des certificats d'origine pour les marchandises;

i/ publier dans les locaux consulaires des avis relatifs à toutes les questions relevant des droits et obligations ou des intérêts des ressortissants de l'Etat d'envoi.

2. Les documents énumérés au paragraphe 1 du présent article dressés, légalisés ou certifiés conformes par le fonctionnaire du poste consulaire de l'Etat d'envoi, sont considérés comme documents officiels, dûment légalisés et possèdent la même force probante et produisent les mêmes effets que les

documents légalisés ou certifiés conformes par les autorités compétentes de l'Etat de résidence, à condition toutefois qu'ils ne s'opposent pas aux lois et règlements de cet Etat.

Article 37

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de recevoir en dépôts des documents, des sommes d'argent et des objets de valeur qui leur sont remis par les ressortissants de l'Etat d'envoi à condition que la législation de l'Etat de résidence ne s'y oppose pas.

2. Les fonctionnaires consulaires ont également le droit de recevoir, en vue de les transmettre à leurs propriétaires, les objets égarés par les ressortissants de l'Etat d'envoi au cours de leur séjour dans l'Etat de résidence.

Article 38

Le fonctionnaire consulaire a le droit, sur la demande des autorités compétentes de l'Etat d'envoi, de recevoir des ressortissants de l'Etat d'envoi des dépositions volontaires en qualité de parties, de témoins ou d'experts, ainsi que de leur remettre des documents judiciaires et extrajudiciaires. Dans l'accomplissement de ces actes, il est interdit d'appliquer ou de menacer d'employer des moyens de contrainte.

Article 39

1. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informent le fonctionnaire consulaire lorsqu'il y a nécessité d'organiser la tutelle ou la curatelle d'un ressortissant de l'Etat d'envoi qui a sa résidence permanente sur le territoire de l'Etat de résidence.

2. Les fonctionnaires consulaires peuvent communiquer au sujet des questions visées au paragraphe 1 du présent article avec les autorités compétentes de l'Etat de résidence et en particulier proposer des personnes en qualité de tuteur ou de curateur.

Article 40

Les fonctionnaires consulaires ont le droit de communiquer avec tout ressortissant de l'Etat d'envoi, lui prêter assistance et conseil et, en cas de besoin, lui assurer une assistance juridique. L'Etat de résidence ne limitera aucunement les possibilités de communication des ressortissants de l'Etat d'envoi avec le poste consulaire ni l'accès à ce poste.

--  
Article 41

1. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informeront sans délai le poste consulaire de l'Etat d'envoi de chaque cas de détention, d'arrestation ou de privation de liberté personnelle, sous quelque forme que ce soit, qui frapperait un ressortissant de l'Etat d'envoi. Cette information sera transmise au plus tard le cinquième jour après le jour de la prise de ces mesures. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence sont tenues de transmettre sans retard les communications d'une telle personne destinées au poste consulaire.

2. Le fonctionnaire consulaire a le droit de rendre visite au ressortissant de l'Etat d'envoi détenu, arrêté ou privé de liberté personnelle, sous quelque forme que ce soit, et aussi de s'entretenir ou de correspondre avec lui ainsi que de lui prêter aide dans l'organisation de sa défense.

Il a aussi le droit de rendre visite au ressortissant de l'Etat d'envoi purgeant une peine privative de liberté. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence accorderont au fonctionnaire consulaire le droit de se rendre auprès dudit ressortissant au plus tard huit jours après la détention, l'arrestation ou la privation de liberté personnelle, sous quelque forme que ce soit et ensuite à des intervalles raisonnables.

3. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informeront les personnes auxquelles se rapportent les dispositions de cet article de tous les droits qui leur reviennent d'après ces dispositions.

4. Les droits définis dans cet article seront exercés conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence sous réserve que ces derniers n'abolissent pas ces droits.

Article 42

Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informeront sans retard le fonctionnaire consulaire de tous les accidents à la suite desquels des ressortissants de l'Etat d'envoi auront trouvé la mort ou auront été grièvement blessés.

Article 43

Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informeront sans retard le poste consulaire du décès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi et transmettent sans frais au poste consulaire une copie de l'acte de décès.

Article 44

1. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence avisent sans retard le fonctionnaire consulaire de l'ouverture dans cet Etat d'une succession à la suite du décès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi, ainsi que de l'ouverture d'une succession quelle que soit la nationalité de la personne décédée, à laquelle un ressortissant de l'Etat d'envoi peut être intéressé en qualité d'héritier, d'ayant-droit ou de légataire.

2. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence prendront les mesures nécessaires prévues par les lois et règlements de cet Etat, pour protéger la succession et pour transmettre au fonctionnaire consulaire la copie du testament si celui-ci a été dressé par le défunt, ainsi que toutes les informations dont elles disposent au sujet de la succession, des ayants-droit, de leur domicile et de leur séjour, de la valeur et de la composition de la succession, y compris les sommes provenant des assurances sociales, des revenus, des polices d'assurances. Elles informeront également de la date de l'ouverture de la procédure successorale ou de l'état de cette procédure.

3. Le fonctionnaire consulaire est autorisé d'office sans être tenu de présenter une procuration, à représenter directement ou indirectement par l'entremise de son représentant, devant les tribunaux ou autres autorités compétentes de l'Etat de résidence, un ressortissant de l'Etat d'envoi ayant droit à la succession ou bien ayant des prétentions à une succession dans l'Etat de résidence, au cas où cet héritier est absent ou n'a pas désigné son mandataire.

4. Le fonctionnaire consulaire a le droit d'exiger:

- a/ la conservation de la succession, la pose de scellés ainsi que leur levée, la prise de mesures en vue de la conservation de la succession, y compris la désignation d'un administrateur de la succession, ainsi que de participer à ces opérations;

b/ la vente des biens faisant partie de la succession ainsi que la communication de la date fixée pour cette vente afin qu'il puisse y être présent.

5. Au moment de la clôture de la procédure successorale ou d'autres formalités officielles, les autorités compétentes de l'Etat de résidence informeront, sans retard, le fonctionnaire consulaire et, après paiement des dettes, taxes et impôts, dans un délai de trois mois lui transmettront la succession ou bien les parts personnelles des personnes qu'il représente.

6. Au cas, où la valeur de la succession est de peu d'importance, le fonctionnaire consulaire pourra réclamer que les biens successoraux lui soient remis. Il aura alors le droit de la transmettre aux personnes intéressées.

7. Le fonctionnaire consulaire a le droit de recevoir, en vue de les transmettre aux personnes intéressées, les parts personnelles et les legs revenant aux ressortissants de l'Etat d'envoi, ne résidant pas dans l'Etat de résidence, comme également de recevoir les sommes qui reviennent aux personnes intéressées à titre d'indemnisation, de pensions, d'assurances.

8. Le transfert des biens et avoirs à l'Etat d'envoi en application des dispositions des paragraphes 5, 6 et 7 du présent article ne pourra se faire que conformément à la législation de l'Etat de résidence.

#### Article 45

1. Au cas où un ressortissant de l'Etat d'envoi, ne résidant pas dans l'Etat de résidence, venait à décéder au cours de son voyage dans cet Etat, les effets du défunt seront protégés et ensuite remis par les autorités compétentes de l'Etat de résidence, sans procédure spéciale, au fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi. Le fonctionnaire consulaire remboursera les dettes contractées préalablement par le défunt au cours de son séjour dans l'Etat de résidence jusqu'à la valeur des effets remis.

2. La disposition du paragraphe 8 de l'article 44 s'applique également aux biens visés au paragraphe 1 du présent article.

Article 46

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de prêter toute assistance aux navires de l'Etat d'envoi ainsi qu'aux équipages de ces navires pendant leur séjour dans les eaux territoriales ou intérieures de l'Etat de résidence, y compris les ports, dès que ces navires ont été admis à la libre pratique. Ils peuvent bénéficier du droit de surveillance et d'inspection à l'encontre des navires de cet Etat et de leurs équipages. Dans ce but, ils peuvent également visiter les navires de l'Etat d'envoi et recevoir la visite des capitaines et des équipages de ces navires.

2. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence respectent toutes les mesures entreprises par le fonctionnaire consulaire conformément aux lois et règlements de l'Etat d'envoi à l'encontre des navires de cet Etat et de leurs équipages. Pendant l'accomplissement de telles fonctions, le fonctionnaire consulaire peut demander l'aide des autorités compétentes de l'Etat de résidence.

Article 47

En ce qui concerne les navires de l'Etat d'envoi, les fonctionnaires consulaires ont le droit:

a/ d'interroger le capitaine du navire ou tout autre membre de l'équipage, vérifier, recevoir et aviser les documents du navire, recevoir les déclarations relatives au navire, à la cargaison et au voyage ainsi que de délivrer les documents indispensables pour faciliter l'entrée, le séjour et la sortie du navire;

b/ d'intervenir en vue de régler ou de faciliter le règlement selon la législation de l'Etat d'envoi de toutes sortes de différends entre le capitaine et les autres membres de l'équipage, y compris les différends relatifs aux contrats d'engagement et aux conditions de travail;

c/ de prendre des dispositions relatives à l'enrôlement ou au licenciement du capitaine et des autres membres de l'équipage;

d/ de prendre les mesures indispensables afin d'assurer l'hospitalisation et le rapatriement du capitaine ou de tout autre membre de l'équipage;

e/ de recevoir, dresser ou signer toutes sortes de certificats et autres documents concernant la nationalité, la propriété et autres droits réels, l'état et l'exploitation d'un navire;

f/ de prêter aide et assistance au capitaine ou à tout autre membre de l'équipage dans leurs rapports avec les tribunaux et autres autorités de l'Etat de résidence et, à cet effet, leur assurer l'assistance juridique, celle d'un interprète ou de toute autre personne;

g/ de prendre toutes mesures utiles afin de sauvegarder la discipline et l'ordre à bord du navire;

h/ d'entreprendre toutes actions prévues par la loi de l'Etat d'envoi en matière maritime à condition qu'elles ne soient pas contradictoires avec les lois et règlements de l'Etat de résidence.

#### Article 48

1. Les tribunaux et les autres autorités compétentes de l'Etat de résidence ne peuvent exercer leur juridiction s'il s'agit d'infractions commises à bord d'un navire de l'Etat d'envoi, que dans les cas suivants:

a/ infractions commises soit par ou contre un ressortissant de l'Etat de résidence soit par ou contre toute autre personne qu'un membre de l'équipage;

b/ infractions troublant la tranquillité ou la sécurité du port ou des eaux territoriales ou intérieures de l'Etat de résidence;

c/ infractions contre les lois et règlements de l'Etat de résidence concernant la santé publique, la sauvegarde de vie humaine en mer, l'immigration, les prescriptions douanières, la pollution de la mer, ou le trafic illicite de drogues;

d/ infractions punissables aux termes de la législation de l'Etat de résidence d'une peine privative de liberté dont le minimum est de cinq ans ou d'une peine plus grave.



2. Les tribunaux et les autres autorités compétentes de l'Etat de résidence peuvent exercer leur juridiction à bord d'un navire de l'Etat d'envoi sur l'accord ou la demande du fonctionnaire consulaire.

#### Article 49

1. Au cas où un tribunal ou toute autre autorité de l'Etat de résidence ont l'intention d'arrêter ou détenir à bord du navire de l'Etat d'envoi, le capitaine, un autre membre de l'équipage, un passager de ce navire ou toute autre personne qui n'est pas ressortissant de l'Etat de résidence, ou saisir un bien se trouvant à bord, ou engager à bord une enquête officielle, les autorités compétentes de l'Etat de résidence en informeront le fonctionnaire consulaire dans un délai tel, qu'il puisse être présent à bord avant l'exécution d'une telle mesure. S'il est impossible de l'aviser au préalable, les autorités compétentes de l'Etat de résidence l'en aviseront au plus vite, toutefois pas plus tard qu'au moment où ces mesures viennent à exécution. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence faciliteront au fonctionnaire consulaire la visite à la personne arrêtée ou détenue, ainsi que la communication avec cette personne et la prise de mesures appropriées visant à protéger les intérêts de la personne ou du navire intéressé.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas à un contrôle usuel, effectué par les autorités de l'Etat de résidence en matière de passeports, douane, santé publique, pollution de la mer et sauvegarde de vie humaine en mer ou à toute autre démarche entreprise à la requête ou avec le consentement du commandant du navire.

#### Article 50

Au cas où un membre de l'équipage, n'étant pas ressortissant de l'Etat de résidence, quitte dans cet Etat, sans l'autorisation du commandant, le navire de l'Etat d'envoi, les autorités compétentes de l'Etat de résidence, sur requête du fonctionnaire consulaire, prêteront leur aide pour la recherche de cette personne.

Article 51

Le fonctionnaire consulaire a le droit de monter à bord de tout navire se rendant aux ports de l'Etat d'envoi en vue d'obtenir les informations lui permettant de délivrer et de signer les documents exigés en vertu des lois et règlements de l'Etat d'envoi pour l'entrée du navire dans les ports de cet Etat, ainsi que pour transmettre aux autorités compétentes de l'Etat d'envoi des informations que ces autorités réclament.

Article 52

1. Si un navire de l'Etat d'envoi fait naufrage, est endommagé, échoué, rejeté sur le rivage ou subit toute autre avarie dans les eaux territoriales ou intérieures de l'Etat de résidence, les autorités compétentes de cet Etat en informeront sans délai le fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi.

2. Dans les cas énumérés au paragraphe 1 du présent article, les autorités compétentes de l'Etat de résidence prendront les mesures nécessaires afin d'organiser le sauvetage et la protection du navire, des passagers, de l'équipage, de l'équipement du navire, de la cargaison, des provisions et autres objets se trouvant à bord et également afin d'éviter toute atteinte à la propriété et tout désordre à bord ainsi que pour les éliminer. Ces mesures seront prises également à l'encontre des objets faisant partie du navire ou de sa cargaison et se trouvant hors bord. Les autorités de l'Etat de résidence informeront le fonctionnaire consulaire des mesures prises. Ces autorités accorderont leur aide au fonctionnaire consulaire, afin qu'il puisse prendre toutes les mesures faisant suite à l'avarie, à l'échouement ou au naufrage. Le fonctionnaire consulaire a le droit de demander aux autorités de l'Etat de résidence qu'elles prennent et poursuivent les mesures nécessaires pour le sauvetage et la protection du navire, de son équipage, des passagers, de l'équipement du navire, sa cargaison, des provisions et d'autres objets à bord. Ces mesures sont prises en collaboration avec le capitaine du navire.

3. Lorsqu'un navire naufragé de l'Etat d'envoi, son équipement, sa cargaison, ses provisions ou d'autres objets qui étaient à bord sont trouvés sur le rivage de l'Etat de résidence ou à proximité ou sont amenés dans un port de cet Etat, et que ni le capitaine du navire, ni son mandataire, ni les représentants des institutions d'assurances ne sont présents ou ne peuvent prendre les dispositions ayant pour but leur conservation ou leur administration, le fonctionnaire consulaire est autorisé à prendre, en tant que représentant du propriétaire du navire, les dispositions que le propriétaire aurait pu prendre lui-même aux mêmes fins s'il avait été présent.

4. Le fonctionnaire consulaire peut également prendre les mesures prévues au paragraphe 3 du présent article, au sujet de tout objet appartenant à un ressortissant de l'Etat d'envoi et provenant du bord, de la cargaison d'un navire, quelle que soit sa nationalité, amené dans un port ou trouvé sur le rivage ou à proximité du rivage ou sur le navire avarié, échoué ou naufragé. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence doivent informer, sans retard, le fonctionnaire consulaire de l'existence d'un tel objet.

5. Le fonctionnaire consulaire a le droit de participer à l'enquête ouverte pour déterminer les causes de l'avarie, de l'échouement ou du naufrage.

6. En réponse à la demande du fonctionnaire consulaire, les autorités compétentes de l'Etat de résidence accordent leur aide indispensable à ce qu'il puisse prendre les mesures nécessaires faisant suite à l'avarie du navire.

7. Les taxes douanières ou autres droits similaires ne seront pas appliqués sur le territoire de l'Etat de résidence au navire avarié, sa cargaison ou ses provisions, à condition qu'ils ne soient pas utilisés ou consommés dans cet Etat.

#### Article 53

Si un membre de l'équipage d'un navire de l'Etat d'envoi meurt ou disparaît dans l'Etat de résidence à bord du navire ou sur terre, le capitaine ou son remplaçant ainsi que le fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi

sont seuls compétents à faire l'inventaire des objets, valeurs et autres biens laissés par le défunt ou le disparu et à effectuer les autres démarches nécessaires pour la conservation des biens et pour les transmettre en vue de liquider la succession. Toutefois, si le défunt ou le disparu est ressortissant de l'Etat de résidence, le capitaine ou son remplaçant dresse l'inventaire au moment de la constatation du décès ou de la disparition. Une copie de cet inventaire est remise aux autorités de l'Etat de résidence, qui sont compétentes pour effectuer toutes démarches indispensables pour la conservation des biens et, en cas de besoin, pour la liquidation de la succession. Ces autorités informeront de leurs démarches le poste consulaire de l'Etat d'envoi.

#### Article 54

Les dispositions des articles 46-53 de la présente Convention seront convenablement appliqués aux aéronefs de l'Etat d'envoi si les accords internationaux en matière d'aviation, signés par la Pologne et le Laos, n'en disposent autrement.

#### Article 55

1. Le poste consulaire peut percevoir sur le territoire de l'Etat de résidence des droits et taxes en contrepartie des services consulaires rendus, conformément aux lois et règlements de l'Etat d'envoi.

2. Les sommes perçues à titre des services consulaires rendus, visées au paragraphe 1 du présent article, sont exemptées de tous impôts et taxes de l'Etat de résidence.

#### TITRE V

#### DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

#### Article 56

Le fonctionnaire consulaire peut exercer toutes autres fonctions qui lui sont confiées par l'Etat d'envoi et que n'interdit pas la législation de l'Etat de résidence

ou auxquelles l'Etat de résidence ne s'oppose pas ou qui sont mentionnées dans les accords internationaux en vigueur entre les deux Etats.

Article 57

1. Toutes les personnes jouissant des privilèges et immunités en vertu de la présente Convention, sont tenues de respecter les lois et règlements de l'Etat de résidence, sans préjudice de leurs privilèges et immunités.

2. Les locaux consulaires ne seront pas utilisés de façon incompatible avec l'exercice des fonctions consulaires.

Article 58

1. Les dispositions de la présente Convention s'appliquent également dans le cas où les fonctions consulaires sont exercées par la mission diplomatique.

2. Les noms des membres de la mission diplomatique affectés à la section consulaire de la mission diplomatique ou autrement chargés de l'exercice des fonctions consulaires de la mission, seront notifiés au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence ou à l'autorité désignée par ce Ministère.

3. Les membres de la mission diplomatique, visés au paragraphe 2 du présent article, continueront à jouir des privilèges et immunités dont ils bénéficient au titre de leur statut diplomatique.

Article 59

1. La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Varsovie.

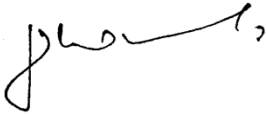
2. La présente Convention entrera en vigueur pour une période indéterminée. Elle peut être dénoncée, par voie de notification, par chacune des Hautes Parties contractantes.

Dans ce cas, elle cessera d'être en vigueur dans les six mois suivant le jour de la dénonciation.

Fait à Vientiane, le 23 novembre 1983  
en double exemplaire, rédigés en langue polonaise, en langue lao et en langue française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence le texte français servira de référence.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé les sceaux.

Pour  
le Conseil d'Etat  
de la République  
Populaire de Pologne



Pour  
le Président de la  
République Démocratique  
Populaire Lao



[ LAO TEXT – TEXTE LAO ]

ຂໍ້ຕົກລົງທາງການກົງສູນ

ລະຫວ່າງ

ສາທາລະນະລັດປະຊາຊົນໂປໂລຍ

ແລະ

ສາທາລະນະລັດປະຊາທິປະໄຕປະຊາຊົນລາວ

---000---

ສະພາແຫ່ງລັດ ແຫ່ງ ສາທາລະນະລັດປະຊາຊົນໂປໂລຍ

ແ ລ ະ

ປະທານປະເທດ ແຫ່ງ ສາທາລະນະລັດປະຊາທິປະໄຕປະຊາຊົນລາວ

ດ້ວຍຄວາມປາດຖະໜາຢາກແກ້ໄຂ ແລະ ເສີມຂະຫຍາຍການພົວພັນດ້ານການ  
ກົງສູນ ລະຫວ່າງສອງປະເທດ ບົນຈິດໃຈມິດຕະພາບ ແລະ ການຮ່ວມມື,

ຊຶ່ງໄດ້ເຫັນດີ ເຊັນຂໍ້ຕົກລົງທາງການກົງສູນສະບັບນີ້ ແລະ ເພື່ອຈຸດປະສົງອັນນີ້  
ໄດ້ແຕ່ງຕັ້ງຜູ້ມີອຳນາດເຕັມ ຄືດັ່ງນີ້ :

ສະພາແຫ່ງລັດ ແຫ່ງ ສາທາລະນະລັດປະຊາຊົນໂປໂລຍ

ສະເຕຟານ ໂອນຊິບສະກີ  
ລັດຖະມົນຕີ ກະຊວງການຕ່າງປະເທດ

ປະທານປະເທດ ແຫ່ງ ສາທາລະນະລັດປະຊາທິປະໄຕປະຊາຊົນລາວ

ສູາລີ ວົງຄຳຊາວ, ຮອງປະທານສະພາລັດຖະມົນຕີ,  
ຜູ້ຕາງໜ້າລັດຖະມົນຕີກະຊວງການຕ່າງປະເທດ

ຊຶ່ງຫນັງຈຳກັດໄດ້ຮັບການແລກປ່ຽນເອກະສານ ມອບອຳນາດອັນຖືກຕ້ອງຂອງຕົນແລ້ວ  
ທັງສອງຝ່າຍ ໄດ້ຕົກລົງ ດັ່ງນີ້ :

ຂໍ້ ທີ່ 1  
ວ່າດ້ວຍການນິຍາມສັບ

ມາດ ຕາ 1

1- / ເພື່ອຄວາມເຂົ້າໃຈໃນຂໍ້ຕົກລົງສະບັບນີ້ ສັບຕ່າງ ໆ ທີ່ໃຊ້ຍອມມີຄວາມໝາຍດັ່ງທີ່ໄດ້ແຈ້ງ ຕໍ່ລົງໄປນີ້ :

- ກ) " ສຳນັກງານກົງສຸນ " ໝາຍເຖິງທຸກສະຖານກົງສຸນໃຫຍ່, ສະຖານກົງສຸນ ຫລື ສະຖານຮອງກົງສຸນ ແລະ ສຳນັກງານຕົວແທນກົງສຸນ ;
- ຂ) " ເຂື່ອນກົງສຸນ " ໝາຍເຖິງອານາເຂດທີ່ສຳນັກງານກົງສຸນ ໄດ້ຮັບອະນຸຍາດໃຫ້ປະຕິບັດໜ້າທີ່ການກົງສຸນ ;
- ຄ) " ຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸນ " ໝາຍເຖິງບຸກຄົນທີ່ຖືກນອບໝາຍໃຫ້ເຮັດໜ້າທີ່ນີ້ ;
- ງ) " ລັດຖະກອນກົງສຸນ " ໝາຍເຖິງທຸກບຸກຄົນ, ນັບທັງຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸນ, ທີ່ຖືກນອບໝາຍໃຫ້ປະຕິບັດໜ້າທີ່ການກົງສຸນ ;
- ຈ) " ສະໜຽນກົງສຸນ " ໝາຍເຖິງທຸກ ໆ ບຸກຄົນ ທີ່ຮັບໃຊ້ຢູ່ໃນພະແນກການປົກຄອງ ແລະ ເຕັກນິກ, ກໍຄືບຸກຄົນທີ່ຮັບໃຊ້ວຽກຜ່ານໃນບ້ານເຮືອນ ຂອງສຳນັກງານກົງສຸນ ;
- ສ) " ສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນ " ໝາຍເຖິງບັນດາລັດຖະກອນກົງສຸນ ແລະ ບັນດາສະໜຽນກົງສຸນ ;
- ຊ) " ພະນັກງານກົງສຸນ " ໝາຍເຖິງບັນດາລັດຖະກອນກົງສຸນ, ແຕ່ຍົກເວັ້ນຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸນ ແລະ ສະໜຽນກົງສຸນ ;
- ຍ) " ຄົນຮັບໃຊ້ສ່ວນຕົວ " ໝາຍເຖິງບຸກຄົນທີ່ຮັບໃຊ້ສ່ວນຕົວ ຂອງສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນຜູ້ໃດຜູ້ໜຶ່ງ ໂດຍສະເພາະ ;
- ດ) " ສະມາຊິກຄອບຄົວ " ໝາຍເຖິງ ຜົວ-ເມັດ ຂອງສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນ, ລູກ ແລະ ພໍ່ແມ່ຂອງຜູ້ກ່ຽວ, ກໍຄືລູກ ແລະ ພໍ່ແມ່ຂອງຜົວ-ເມັດ ຂອງຜູ້ກ່ຽວ ຖ້າຫາກວ່າພວກກ່ຽວຢູ່ຮ່ວມຄົວເຮືອນດຽວກັນ ກັບສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນ ແລະ ຢູ່ໃນຄວາມຮັບຜິດຊອບຂອງຜູ້ກ່ຽວ ;
- ຕ) " ສະຖານທີ່ຂອງກົງສຸນ " ໝາຍເຖິງເຮືອນ ຫລື ພາກສ່ວນຂອງເຮືອນ ແລະ ເດີນບ້ານ ທີ່ຕິດກັບເຮືອນດັ່ງກ່າວ ເຊິ່ງຈະເປັນກຳນົດຂອງບຸກຄົນໃດກໍຕາມ ທີ່ໃຊ້ໃນຜົນປະໂຫຍດຂອງສຳນັກງານກົງສຸນໂດຍສະເພາະ ລວມທັງບ້ານພັກຂອງຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸນ ;
- ຖ) " ບັນນະສານກົງສຸນ " ໝາຍເຖິງທຸກເຈົ້າຮູ້ຈິດໝາຍທາງການ, ເອກະສານ, ປຶ້ມ, ຟິມ, ກໍເທບອັດສະຕຽ ແລະ ປຶ້ມທະບຽນຂອງສຳນັກງານກົງສຸນ, ກໍຄືອຸປະກອນການຕິດຕໍ່ເປັນຕົວເລກ



- ແລະ ກິດລັບ, ບັດທະບຽນ ແລະ ຕູ້ໂຕະ ທີ່ໄຊ້ສຳລັບເກັບມ້ຽນ ແລະ ຮັກສາບັນນະສານກົງສູນ ;
- ທ) " ຈົດໝາຍທາງການ " ໝາຍເຖິງທຸກຈົດໝາຍທີ່ກ່ຽວຂ້ອງກັບສຳນັກງານກົງສູນ ແລະ ກັບໜ້າທີ່ຂອງສຳນັກງານກົງສູນ ;
- ນ) " ກຳປັ້ນຂອງລັດທີ່ສິ່ງ " ໝາຍເຖິງກຳປັ້ນທຸກສະນິດ ທີ່ໄດ້ຮັບອະນຸຍາດໃຫ້ຕິດທຸງຂອງລັດ ທີ່ສິ່ງ ຫລື ຂົນທະບຽນຢູ່ໃນລັດນີ້, ຍົກເວັ້ນແຕ່ກຳປັ້ນສົງຄາມ ;
- ບ) " ຍົນເຫາະຂອງລັດທີ່ສິ່ງ " ໝາຍເຖິງຍົນເຫາະທຸກສະນິດ ທີ່ຂົນທະບຽນຢູ່ໃນລັດທີ່ສິ່ງ ແລະ ໄດ້ຮັບອະນຸຍາດໃຫ້ໄຊເຄື່ອງໝາຍ ທີ່ບອກວ່າເປັນຂອງລັດນີ້, ຍົກເວັ້ນແຕ່ ຍົນເຫາະ ທະຫານ.
- 2- / ບັນດາຂັ້ນບັນຍັດຂອງອັດຕະໂນມັດສະບັບ ທີ່ມີຜົນປະຕິບັດຕໍ່ບັນດາບຸກຄົນ ທີ່ສັນຍາຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ມີຜົນໄຊໂດດດ່ຽວກັນກັບບຸກຄົນ, ລວມທັງບັນດາບຸກຄົນສັກກາມ ທີ່ຖືກຕ້ອງຂັ້ນໂດຍຖືກຕ້ອງ ຕາມກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການທີ່ມີຜົນບັງຄັບໄຊຢູ່ໃນລັດທີ່ສິ່ງ ແລະ ມີສຳນັກງານຂອງ ຕົນຢູ່ໃນດິນແດນຂອງສັນຍາຝ່າຍໃດຝ່າຍໜຶ່ງ.

ອັ ທິ II

ວາດວຍການສະຖາປະນາສຳນັກງານກົງສູນ ແລະ ການ  
ແຕ່ງຕັ້ງລັດຖະກອນກົງສູນ ແລະ ສະໜຽນກົງສູນ

ມາດ ຕາ 2

- 1- / ສຳນັກງານກົງສູນຈະຖືກສະຖາປະນາຂຶ້ນໄດ້ ຢູ່ອານາເຂດຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ກໍຕໍ່ເມື່ອໄດ້ຮັບ ຄຳເຫັນດີເຫັນພ້ອມຈາກລັດນັ້ນແສງກອນ.
- 2- / ທີ່ຕັ້ງ, ຊັ້ນແລະເຂດກົງສູນຂອງສຳນັກງານກົງສູນ ແມ່ນລັດທີ່ສິ່ງເປັນຜູ້ກຳນົດໃຫ້ ແລະ ນຳ ສະເໜີອໍາວານເຫັນພ້ອມຈາກລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.
- 3- / ໃນອັນຕໍ່ໄປ, ການປ່ຽນແປງກ່ຽວກັບທີ່ຕັ້ງ, ຊັ້ນແລະເຂດກົງສູນຂອງສຳນັກງານກົງສູນ ຈະຕ້ອງໄດ້ ຮັບອາວານເຫັນດີເຫັນພ້ອມ ລະຫວ່າງ ລັດທີ່ສິ່ງ ແລະ ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.

ມາດ ຕາ 3

- 1- / ຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສູນ ໄດ້ຮັບອະນຸຍາດໃຫ້ປະຕິບັດໜ້າທີ່ການຂອງຕົນ ພາຍຫລັງທີ່ໄດ້ ຍົນສັນຍາບັດແຕ່ງຕັ້ງ ຫລື ເອກະສານຢ່າງອັນລັກສະນະດຽວກັນນັ້ນ ແລະ ພາຍຫລັງທີ່ໄດ້ ຮັບບັດເຫັນຊອບ ທີ່ອອກໃຫ້ໂດຍລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.

- 2- / ລັດທີ່ສິ່ງຈະສົ່ງສັນຍາບັດແຕ່ງຕັ້ງ ຫລື ເອກະສານຢ່າງອື່ນລັກສະນະດຽວກັນນັ້ນ ເຖິງກະຊວງການຕ່າງປະເທດ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ໂດຍທາງການທູດ.
- 3- / ສັນຍາບັດແຕ່ງຕັ້ງ ຫລື ເອກະສານທີ່ລັກສະນະດຽວກັນນັ້ນ ບົ່ງຈີ່, ນາມສະກຸນ ແລະ ຊື່ນຂອງຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸມ, ກໍລິເຂດກົງສຸມ ແລະ ທີ່ຕັ້ງຂອງສຳນັກງານກົງສຸມ.
- 4- / ໃນການລໍຖ້າການອອກບັດເຫັນຊອບນັ້ນ ຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸມ ອາດຖືກອະນຸຍາດໃຫ້ປະຕິບັດໜ້າທີ່ຂອງຕົນໄດ້ເປັນການຊົ່ວຄາວ. ໃນກໍລະນີດັ່ງກ່າວ, ບັນດາຂັບຍັດຂອງອັຕິກລົງສະບັບນີ້ ຍອມຜິດຜົນປະຕິບັດໄດ້ຕໍ່ຜູ້ກຽວ.

ມາດ ຕາ 4

ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ສາມາດແຈ້ງໃຫ້ລັດທີ່ສົ່ງຮູ້ໂດຍທາງການທູດ ໄດ້ທຸກໂອກາດ ແລະ ໂດຍບໍ່ຈຳເປັນຈະແຈ້ງເຫດຜົນ ກຽວກັບມະຕິຕົກລົງຂອງຕົນວ່າ ຕົນໄດ້ຖອນບັດເຫັນຊອບທີ່ໄດ້ອອກໃຫ້ແກ່ຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸມ, ຫລືວ່າລັດຖະກອນກົງສຸມຜູ້ໃດຜູ້ນຶ່ງ ເປັນບຸກຄົນທີ່ບໍ່ເຝິງຢາດຖະໜາ ຫລືວ່າພະນັກງານກົງສຸມຜູ້ໃດຜູ້ນຶ່ງ ເປັນທີ່ຮັບເອົາບໍ່ໄດ້. ໃນກໍລະນີດັ່ງກ່າວນີ້ ລັດທີ່ສົ່ງຮູ້ຕ້ອງຮຽກຕົວຜູ້ກຽວນັ້ນຄືນ ຫລື ຕ້ອງໃຫ້ຜູ້ກຽວຍຸຕິການປະຕິບັດວຽກງານຂອງຕົນ ຢູ່ໃນສຳນັກງານກົງສຸມ. ຖ້າຫາກວ່າລັດທີ່ສົ່ງ ບໍ່ປະຕິບັດໜ້າທີ່ດັ່ງກ່າວຂອງຕົນ ໃນໄລຍະເວລາອັນເໝາະສົມ ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງສາມາດ ຕາມແຕ່ກໍລະນີຖອນບັດເຫັນຊອບຂອງບຸກຄົນດັ່ງກ່າວ ຫລື ຍຸຕິການຮັບຮູ້ບຸກຄົນດັ່ງກ່າວ ໃນນາມເປັນສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸມຕໍ່ໄປ.

ມາດ ຕາ 5

- 1- / ຖ້າຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸມ ຫາກຕິດຂັດໂດຍບໍ່ສາມາດປະຕິບັດໜ້າທີ່ການຂອງຕົນໄດ້ ຈະດວຍເຫດຜົນອື່ນໃດອັນນຶ່ງກໍຕາມ ຫລືວ່າ ຖ້າຕໍາແໜ່ງຂອງຜູ້ກຽວຫາກເປົ່າຫວາງ, ລັດທີ່ສົ່ງສາມາດແຕ່ງຕັ້ງລັດຖະກອນກົງສຸມ ປະຈຳສຳນັກງານກົງສຸມບອນໃດບອນນຶ່ງຂອງຕົນ ທີ່ຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຫລື ພະນັກງານການທູດຜູ້ໃດຜູ້ນຶ່ງ ຂອງສະຖານທູດຂອງຕົນປະຈຳລັດນັ້ນ ໃຫ້ເປັນຜູ້ອຳນວຍການພາງ ຂອງສຳນັກງານກົງສຸມນັ້ນ; ຊື່ຂອງບຸກຄົນດັ່ງກ່າວຈະຖືກແຈ້ງລວງໜ້າໄປຍັງກະຊວງການຕ່າງປະເທດ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.
- 2- / ບັນດາຂັບຍັດຂອງອັຕິກລົງສະບັບນີ້ ມີຜົນປະຕິບັດຕໍ່ຜູ້ອຳນວຍການພາງ ຂອງສຳນັກງານກົງສຸມ ທີ່ໄດ້ຮັບສິດ, ເອກະສິດ ແລະ ການອຸມກັນ ດັ່ງດຽວກັນກັບຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸມ.
- 3- / ຖ້າວ່າຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸມ ຫາກຖືກມອບໝາຍໃຫ້ພະນັກງານການທູດ ຂອງສະຖານທູດຂອງລັດທີ່ສົ່ງຜູ້ໃດຜູ້ນຶ່ງ ດັ່ງທີ່ໄດ້ກ່າວໄວ້ໃນ ວັກ 1 ແຫ່ງມາດຕານີ້ ຜູ້ກຽວຈະໄດ້ຮັບເອກະສິດ ແລະ ການອຸມກັນການທູດ ທີ່ຜູ້ກຽວມີສິດໄດ້ຮັບຢ່າງເຕັມສ່ວນ.

ມາດ ຕາ 6

ໃນເນື້ອຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸນ ຫາກໄດ້ຮັບອະນຸຍາດໃຫ້ປະຕິບັດໜ້າທີ່ການຂອງຕົນແລ້ວ, ເຖິງວ່າຈະເປັນການຊົ່ວຄາວກໍຕາມ, ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງແຈ້ງໃຫ້ເຈົ້າໜ້າທີ່ ທີ່ກ່ຽວຂ້ອງ ຂອງ ເຂດກົງສຸນຊາບໃນທັນທີ ແລະ ຕ້ອງເອົາບັນດາມາດຕະການຕ່າງ ໆ ທີ່ຈຳເປັນ ເພື່ອໃຫ້ຫົວໜ້າ ສຳນັກງານກົງສຸນ ໄດ້ປະຕິບັດໜ້າທີ່ຂອງຕົນ ແລະ ໄດ້ຮັບການປະຕິບັດຕາມທີ່ໄດ້ບົ່ງໄວ້ໃນອໍ ຕິກລົງສະບັບນີ້.

ມາດ ຕາ 7

- 1- / ລັດຖະກອນກົງສຸນ ຕ້ອງມີແຜ່ນສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສັງເກດເຫັນ ແລະ ບັນູມລຳເນົາອັນຖາວອນ ຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ;
- 2- / ລັດຖະກອນກົງສຸນ ບໍ່ສາມາດປະກອບອາຊີບ ຫລືວຽກງານ ການຄ້າ ຫລາຍໄດ້ ອັນອື່ນໃດ ນອກຈາກໜ້າທີ່ການທາງການຂອງຕົນ ຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.

ມາດ ຕາ 8

ລັດທີ່ສັງ ຕ້ອງແຈ້ງໃຫ້ກະຊວງການຕ່າງປະເທດ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ເຖິງ :

- ກ) ການແຕ່ງຕັ້ງບັນດາສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນ, ການນຳອອກຂອງພວກກ່ຽວຢູ່ສຳນັກງານ ກົງສຸນ ຫລືຈາກໄດ້ຖືກແຕ່ງຕັ້ງແລ້ວ, ການຈາກໄປຢ່າງຖາວອນ ຫລື ການພົນຈາກໜ້າທີ່ການ, ກໍຕິທູກການປ່ຽນແປງອື່ນ ໆ ທີ່ກ່ຽວກັບຖານະຂອງພວກກ່ຽວ ເຊິ່ງ ອາດຈະເກີດຂຶ້ນໃນເວລາ ທີ່ພວກກ່ຽວປະຈຳການຢູ່ສຳນັກງານກົງສຸນ ;
- ຂ) ການນຳອອກ ແລະ ການຈາກໄປຢ່າງຖາວອນ ຂອງບຸກຄົນໃດບຸກຄົນໜຶ່ງ ຂອງຄອບຄົວ ຂອງ ສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນໃດໜຶ່ງ ແລະ ການທີ່ບຸກຄົນໃດບຸກຄົນໜຶ່ງ ກາຍມາເປັນ ສະມາຊິກຄອບຄົວ ຫລື ເຈົ້າເປັນສະມາຊິກຄອບຄົວ, ຖ້າຫາກວ່າມີການເປັນໄປເຊັ່ນນີ້ ;
- ຄ) ການນຳອອກ ແລະ ການຈາກໄປຢ່າງຖາວອນ ຂອງບັນດາຄົນຮັບໄຊສ່ວນຕົວ ແລະ ການພົນ ຈາກໜ້າທີ່ການນີ້ ຂອງພວກກ່ຽວ ;
- ງ) ການບັນຈຸ ແລະ ການໄລ່ອອກຈາກໜ້າທີ່ ຂອງບຸກຄົນທີ່ມີບູນລຳເນົາຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ໃນຖານະເປັນສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນ ຫລື ເປັນຄົນຮັບໄຊສ່ວນຕົວ.

ມາດ ຕາ 9

- 1- / ເຈົ້າໜ້າທີ່ທຸກຮູບຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ອອກເອກະສານທີ່ຢັ້ງຢືນເຖິງຊື່ວະປະຫວັດ ແລະ ໜ້າທີ່ການຂອງຜູ້ກຽວ ໃຫ້ແກ່ລັດຖະກອນກົງສຸນ ໂດຍບໍ່ຕ້ອງເສຍຄ່າໃດ ໆ.
- 2- / ບັນດາຂັ້ນຍັດຂອງ ວັກ 1 ແຫ່ງມາດຕານີ້ ມີຜົນປະຕິບັດດັ່ງກ່າວກັນ ຕໍ່ສະໜັບສະໜູນກົງສຸນ ແລະ ບັນດາຄົນຮັບໃຊ້ສ່ວນຕົວ ຖ້າຫາກວ່າບຸກຄົນດັ່ງກ່າວບໍ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ແລະ ບໍ່ມີຜູ້ມາລຳເນົາຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.
- 3- / ບັນດາຂັ້ນຍັດຂອງ ວັກ 1 ແລະ 2 ແຫ່ງມາດຕານີ້ ມີຜົນປະຕິບັດຕໍ່ບັນດາສະມາຊິກ ຄອບຄົວ.

ຂໍ້ ທີ່ III

ວ່າດ້ວຍຂໍ້ສະດວກ, ເອກະສິດ ແລະການຄຸມກັນ

ມາດ ຕາ 10

- 1- / ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ອຳນວຍທຸກຄວາມສະດວກ ໃນການປະຕິບັດໜ້າທີ່ການຂອງສຳນັກງານ ກົງສຸນ ແລະ ຕ້ອງເອົາທຸກມາດຕະການອັນຈຳເປັນ ເພື່ອໃຫ້ບັນດາສະມາຊິກສຳນັກງານ ກົງສຸນ ໄດ້ປະຕິບັດວຽກງານທາງການຂອງຕົນ ແລະ ໄດ້ຮັບເອກະສິດ ແລະ ການຄຸມກັນ ດັ່ງທີ່ໄດ້ບົ່ງໄວ້ໃນຂໍ້ຕົກລົງສະບັບນີ້.
- 2- / ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງໃຫ້ກຽດລັດຖະກອນກົງສຸນ ສົມກັບຖານະຂອງພວກກຽວ ແລະ ຕ້ອງ ເອົາມາດຕະການອັນເໝາະສົມທຸກຢ່າງ ເພື່ອຫຼີກລ້ຽງການແຕະຕ້ອງເຖິງຮ່າງກາຍ, ສິດເສລີພາບ ແລະ ກຽດສັກສີຂອງເຂົາເຈົ້າ.

ມາດ ຕາ 11

- 1- / ເລື່ອງໝາຍຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ມີຂໍ້ຄວາມຢ່າງເໝາະສົມ ເປັນພາສາຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ແລະ ພາສາ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ຊື່ບອກສຳນັກງານກົງສຸນ ສູນມາດຕິດຕັ້ງໄດ້ຕາມເອກະສະຖານທີ່ ໄຊເປັນສຳນັກງານກົງສຸນ ກໍຄືຕາມບານຟັກຂອງຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸນ.
- 2- / ຫຼຽນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ອາດຊັກຊ້ັນໄດ້ຕາມເອກະສະຖານທີ່ໄຊເປັນສຳນັກງານກົງສຸນ, ຕາມ ບານຟັກຂອງຫົວໜ້າສຳນັກງານ ແລະ ຍານຍາຫະນະ ຖ້າຫາກຍານພາຫະນະດັ່ງກ່າວ ຖືກ ນຳໃຊ້ໃນວຽກທຸລະກິດທາງການ.

ມາດ ຕາ 12

ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງໃຫ້ການຊ່ວຍເຫລືອແກ້ລັດທີ່ສົ່ງ, ໃນຂອບເຂດຂອງກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການຂອງຕົນ, ໃນການຊອກຫາສະຖານທີ່ທີ່ຈຳເປັນ ໃຫ້ແກ່ສຳນັກງານກົງສຸນ ແລະ ໃນກໍລະນີທີ່ຕ້ອງການ ກໍ່ຕ້ອງຊ່ວຍໃນການຊອກຫາເຮືອນອັນເໝາະສົມ ໃຫ້ບັນດາສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນ.

ມາດ ຕາ 13

- 1- / ໃນຂອບເຂດຂອງກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ລັດທີ່ສົ່ງມີສິດ :
  - ກ) ໄດ້ມາ, ຄອບຄອງ ຫລື ໃຊ້ທີ່ດິນ, ອາຄານ ຫລື ສ່ວນຂອງອາຄານ ເພື່ອໃຊ້ເປັນ ຫອງການຂອງສຳນັກງານກົງສຸນ, ເປັນບານພັກຂອງຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸນ ຫລື ເປັນບານພັກຂອງບັນດາສະມາຊິກຜູ້ອື່ນ ໆ ຂອງສຳນັກງານກົງສຸນ ;
  - ຂ) ກໍ່ສ້າງ ຫລື ດັດແປງອາຄານທີ່ຕັ້ງຢູ່ໃນທີ່ດິນທີ່ຊື້ໄວ້ ເພື່ອຈຸດປະສົງອື່ນດຽວກັນນັ້ນ ;
  - ຄ) ໂອນກຳມະສິດທີ່ດິນ, ອາຄານ ຫລື ສ່ວນຂອງອາຄານທີ່ໄດ້ມາ ຫລື ສ້າງຂຶ້ນ.
- 2- / ບັນດາຂັ້ນຍັດຂອງ ວັກ 1 ແຫ່ງມາດຕານີ້ ບໍ່ໄດ້ຍົກເວັ້ນລັດທີ່ສົ່ງ ຈາກໜ້າທີ່ຕ້ອງປະຕິບັດຕາມລະບຽບການ ແລະ ການຈຳກັດຕ່າງໆ ກ່ຽວກັບບັນຫາສິດທີ່ຕ້ອງສັງຫາລິມະຊັບ ແລະ ກ່ຽວກັບບັນຫາຜັງເມືອງ, ບັນຫາການປ່ອງກັນເມືອງ ແລະ ສະຖານວັດຖຸທີ່ມີຜົນປະຕິບັດຢູ່ໃນເຂດທີ່ ທີ່ດິນ, ອາຄານ ຫລື ສ່ວນຂອງອາຄານດັ່ງກ່າວນັ້ນ ຕັ້ງຢູ່ ຫລື ຈະຕັ້ງຢູ່.

ມາດ ຕາ 14

- 1- / ບັນດາສະຖານທີ່ກົງສຸນ, ກໍ່ຕ້ອງພັກຂອງລັດຖະກອນກົງສຸນ ຈະຖືກລ່ວງລຳບ່າໄດ້ ເຊິ່ງຈຳໜ່າຍຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຈະເຂົ້າໄປໃນສະຖານທີ່ກົງສຸນດັ່ງກ່າວໄດ້ ກໍ່ຕໍ່ເມື່ອໄດ້ຮັບຄຳເຕັມດີເຫັນພ້ອມຈາກຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸນ, ຈາກຫົວໜ້າສະຖານຜູ້ຂອງລັດທີ່ສົ່ງທີ່ຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຫລື ຈາກບຸກຄົນໃດບຸກຄົນໜຶ່ງ ເຊິ່ງຖືກແຕ່ງຕັ້ງຈາກນັ້ນໃນສອງຄົນນັ້ນ.
- 2- / ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ມີພາລະໜ້າທີ່ເສດໃນການເອົາທຸກມາດຕະການອັນເໝາະສົມ ເພື່ອກັດກັນບໍ່ໃຫ້ສະຖານທີ່ກົງສຸນຖືກບຸກລຸກ ຫລື ເສຍຫາຍ ແລະ ກັດກັນບໍ່ໃຫ້ຄວາມສະຫງົບສຸກຂອງສຳນັກງານກົງສຸນ ຖືກລົບກວນ ຫລື ກຽດສັກສິຖິກເຊື່ອມເສຍ.

ມາດ ຕາ 15

ສະຖານທີ່ກົງສຸນ, ເຄື່ອງເຮືອນ ແລະ ຊັບສິນຂອງສຳນັກງານກົງສຸນ ກໍ່ຄືຍານພາຫະນະອື່ນໆ ຈະບໍ່ຖືກກະເກນໃນທຸກຮູບແບບເພື່ອຈຸດປະສົງ ໃນການປ່ອງກັນຊາດ ຫລື ເພື່ອສາທາລະນະປະໂຫຍດ.

ມາດ ຕາ 16

- 1-/ ສະຖານທີ່ກົງສຸນ ແລະ ບ້ານພັກຂອງບັນດາສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນ ເຊິ່ງແມ່ນລັດທີ່ສິ່ງເປັນເຈົ້າຂອງ ຫລື ເປັນຜູ້ເຊົ່າ ຍອມໄດ້ຮັບການຍົກເວັ້ນຈາກການເສຍສ່ວຍສາອາກອນ ແລະ ຄາທຳນຽມທຸກປະເພດໃນລະດັບຊຸດ, ລະດັບທອງຖິ້ມ ແລະ ລະດັບເທດສະບານ, ເວັ້ນເສຍແຕ່ຈະເປັນຄາທຳນຽມ ທີ່ກຽວກັບການບໍລິການຮັບໃຊ້.
- 2-/ ການຍົກເວັ້ນການເສຍສ່ວຍສາອາກອນ ຕາມທີ່ໄດ້ບົ່ງໄວ້ໃນ ວັກ 1 ແຫ່ງມາດຕານີ້ ບໍ່ມີຜົນປະຕິບັດຕໍ່ສ່ວຍສາອາກອນ ແລະ ຄາທຳນຽມ ເຊິ່ງຕາມກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ຕອງເປັນພາລະຂອງບຸກຄົນທີ່ໄດ້ເຊັນສັນຍາກັບລັດທີ່ສິ່ງ.
- 3-/ ບັນດາຂັ້ນຍັດຂອງ ວັກ 1 ແລະ 2 ແຫ່ງມາດຕານີ້ ມີຜົນປະຕິບັດເຊິ່ງນຸ່ງວັກນີ້ຕໍ່ຍານພາຫະນະ ທີ່ເປັນກຳນະສິດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ແລະ ການນຳໃຊ້ພາຫະນະດັ່ງກ່າວ ເຂົ້າໃນວຽກງານຂອງສຳນັກງານກົງສຸນໂດຍສະເພາະ.

ມາດ ຕາ 17

ບັນນະສານກົງສຸນທົ່ວໄປ ຈະຖືກລະເມີດບໍ່ໄດ້ ບໍ່ວ່າໃນເວລາໃດ ແລະ ສະຖານທີ່ແຫ່ງໃດ.

ມາດ ຕາ 18

- 1-/ ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ອະນຸຍາດ ແລະ ໃຫ້ການປົກປັກຮັກສາແກ່ການຕິດຕໍ່ຢ່າງເສລີ ຂອງສຳນັກງານກົງສຸນ ກຽວກັບວຽກງານທາງການທຸກສະນິດ. ໃນການຕິດຕໍ່ກັບລັດຖະບານ, ກັບບັນດາສະຖານທູດ ແລະ ກັບສຳນັກງານກົງສຸນອື່ນ ໆ ຂອງລັດທີ່ສິ່ງ, ຈະຮູ້ບອນໃດກໍ່ຕາມ, ສຳນັກງານກົງສຸນສາມາດໃຊ້ທຸກພາຫະນະການຕິດຕໍ່ທີ່ເໝາະສົມ, ລວມທັງບັນດາຜູ້ສົ່ງຫນັງສືການທູດ ຫລື ການກົງສຸນ, ຖົງເມການທູດ ຫລື ການກົງສຸນ ແລະ ສານເປັນກົດລັບ ຫລື ເປັນຕົວເລກ. ສຳນັກງານກົງສຸນຈະຕິດຕັ້ງ ແລະ ໃຊ້ເຄື່ອງສົ່ງວິທະຍຸໄດ້ ກໍ່ຕໍ່ເມື່ອໄດ້ຮັບອວາມເຫັນດີເຫັນພອມຈາກລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງເສຍກ່ອນ.
- 2-/ ຈົດໝາຍທາງການຂອງສຳນັກງານກົງສຸນ ຈະຖືກລະເມີດບໍ່ໄດ້.
- 3-/ ຖົງເມກົງສຸນຕ້ອງມີເຄື່ອງໝາຍບອກປະເພດຢ່າງຈະແຈ້ງ ແລະ ຕ້ອງບັນຈຸແຕ່ຈົດໝາຍທາງການ, ກໍລິບັນດາເອກະສານ ແລະ ສິ່ງຂອງທີ່ຈະນຳເອົາໄປໃຊ້ສະເພາະແຕ່ໃນວຽກງານທາງການເທົ່ານັ້ນ.
- 4-/ ຖົງເມກົງສຸນຈະຖືກໃຊ້ ຫລື ກັກໄວ້ບໍ່ໄດ້.

- 5- / ຜູ້ສົ່ງຫນັງສືກົງສູນ ຕ້ອງມີເອກະສານທາງການຢັ້ງຢືນ ເຖິງຖານະຂອງຜູ້ກຽວ ແລະ ແຈງ ຈຳນວນຫົບຫົປະກອບເປັນຖົງເມກົງສູນ. ມີແຜນກຳລັງທີ່ສຳຄັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ທີ່ບໍ່ມີພູມ ລຳເນົາອັນຖາວອນຢູ່ພາຍໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງເທົ່ານັ້ນ ທີ່ຈະສາມາດເປັນຜູ້ສົ່ງຫນັງສືກົງສູນໄດ້. ໃນເວລາປະຕິບັດໜ້າທີ່ການຂອງຕົນ, ຜູ້ສົ່ງຫນັງສືກົງສູນຕ້ອງໄດ້ຮັບການປົກປັກຮັກສາ ຈາກ ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ແລະ ຜູ້ກຽວຈະບໍ່ຖືກລະເມີດດ້ານຮ່າງກາຍ, ບໍ່ອາດຖືກຈັບກຸມ ຫລື ຊົມຂັງ ໃດ ໆ ແລະ ບໍ່ອາດຖືກຈຳກັດອິດສະລະພາບສ່ວນບຸກຄົນ ບໍ່ວ່າໃນຮູບການໃດ ໆ ກໍຕາມ.
- 6- / ຖົງເມກົງສູນອາດຈະຖືກມອບໃຫ້ຫົວໜ້າກຳປັ້ນລຳໂຕລຳນຶ່ງ ຫລື ຫົວໜ້າຍົນເຫາະລຳໂຕ ລຳນຶ່ງ. ຫົວໜ້າກຳປັ້ນ ຫລື ຫົວໜ້າຍົນເຫາະດັ່ງກ່າວ ຕ້ອງມີເອກະສານທາງການແຈ້ງ ຈຳນວນຫົບຫົ ເຊິ່ງປະກອບເປັນຖົງເມກົງສູນ; ຕ້ອງຢ່າງໃດກໍດີ ຈະຖືວ່າຜູ້ກຽວເປັນຜູ້ສົ່ງ ຫນັງສືກົງສູນບໍ່ໄດ້. ສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສູນຜູ້ໃດຜູ້ນຶ່ງ ສາມາດໄປຮັບເຂົ້າຖົງເມກົງສູນ ຈາກມືຂອງຫົວໜ້າກຳປັ້ນ ຫລື ຫົວໜ້າຍົນເຫາະ ຫລື ມອບຖົງເມກົງສູນໃຫ້ຫົວໜ້າຍົນເຫາະ ຫລື ຫົວໜ້າກຳປັ້ນນັ້ນໂດຍກົງ ແລະ ໂດຍເສລີ.

ມາດ ຕາ 19

- 1- / ບັນດາລັດຖະກອນກົງສູນ ຈະຖືກຍົກເວັ້ນຈາກການຕ້ອງຄະດີອາດຍາ, ຄະດີແພງ ແລະ ຄະດີ ປົກຄອງ ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ. ພວກກຽວຈະບໍ່ຖືກລວງລຳທາງດ້ານຮ່າງກາຍ, ດວຍເຫດນີ້ ບໍ່ ອາດຖືກຈັບກຸມ, ຊົມຂັງ ຫລື ຖືກຈຳກັດອິດສະລະພາບ ບໍ່ວ່າຈະໃນຮູບການໃດ ໆ ກໍຕາມ.
- 2- / ບັນດາສະໝຽນກົງສູນ ຈະຖືກຍົກເວັ້ນຈາກການຕ້ອງຄະດີອາດຍາ, ຄະດີແພງ ແລະ ຄະດີ ປົກຄອງໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ກຽວກັບການກະທຳທີ່ພວກກຽວໄດ້ກະທຳ ໃນເວລາປະຕິບັດໜ້າທີ່ ການຂອງພວກກຽວ. ພວກກຽວອາດຖືກຈັບກຸມ, ຊົມຂັງ, ຈຳກັດອິດສະລະພາບ ບໍ່ວ່າໃນຮູບ ການໃດ ໆ ກໍຕາມ ພຽງແຕ່ໃນກໍລະນີທີ່ມີການກະທຳຜິດອັນຮ່າຍແຮງ ເຊິ່ງໂດຍອີງຕາມກົດ ຫມາຍຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ອາດ ຖືກ ໂທດຈຳກັດອິດສະລະພາບຢ່າງມຽບຫລຽມສາມປີ ຫລື ໂທດຫນັກກວ່ານັ້ນ ແລະ ບັນພັນຖານການປະຕິບັດຄຳຕັດສິນ ທີ່ມີຜົນສັກສິດແລວ ກຽວກັບກໍລະນີ ທີ່ກະທຳຜິດດັ່ງກ່າວນັ້ນ.
- 3- / ໃນກໍລະນີທີ່ມີການຟ້ອງຮອງທາງອາດຍາ ຫລື ທີ່ມີການຈັບກຸມ, ກຽວຊົມຂັງ ຫລື ກຽວຈຳກັດ ອິດສະລະພາບ ບໍ່ວ່າໃນຮູບການໃດ ໆ ກໍຕາມ ຕໍ່ສະໝຽນກົງສູນຜູ້ໃດຜູ້ນຶ່ງ, ເຊິ່ງເຫນົາທີ່ ກຽວຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງແຈ້ງໃຫ້ຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສູນ ໂດຍທັນທີ.
- 4- / ຖ້າວ່າສະໝຽນກົງສູນຜູ້ໃດຜູ້ນຶ່ງ ຖືກດຳເນີນຄະດີອາດຍາ, ການດຳເນີນຄະດີອາດຍານັ້ນ ຕ້ອງເຮັດໂດຍໄວ ແລະ ເຮັດແນວໃດໃຫລົບກວນໃຫມ່ອຍທີ່ສຸດ ການປະຕິບັດໜ້າທີ່ການຂອງ ຜູ້ກຽວ ຢູ່ໃນສຳນັກງານກົງສູນ.

5- / ບັນດາຂັ້ນຍັດຂອງ ວັກ 1 ແລະ ວັກ 2 ບໍ່ມີຜົນປະຕິບັດໄດ້ໃນເມື່ອຫາກເປັນກໍລະນີຄະດີ ແຫ່ງ :

- ກ) ທີ່ເກີດຈາກຂັ້ນທະຂອງສັນຍາທີ່ສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸມຜູ້ໃດຜູ້ໜຶ່ງ ບໍ່ໄດ້ຕົກລົງ ໂດຍທາງກົງ ຫລື ໂດຍທາງອອນ ໃນນາມຜູ້ຕາງໜ້າຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ;
- ຂ) ທີ່ກ່າວຟ້ອງຂຶ້ນໂດຍບຸກຄົນທີ່ສາມ ເພື່ອທວງເອົາຄາດສະຫຍາຍ ດວຍອຸປະຕິເຫດຈາກ ລັດຍືນ, ກຳປັ່ນ ຫລື ຍົນເຫາະ ຢູ່ພາຍໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ;
- ຄ) ທີ່ກ່ຽວກັບການສືບທອດມໍລະດົກ ຊຶ່ງໃນການສືບທອດມໍລະດົກດັ່ງກ່າວ ສະມາຊິກສຳນັກ ງານກົງສຸມ ເຮັດໜ້າທີ່ເປັນຜູ້ສືບທອດ, ເປັນຜູ້ໄດ້ຮັບມໍລະດົກໂດຍພິເສດໃນກຳ, ເປັນຜູ້ ປະຕິບັດພິເສດໃນກຳ, ເປັນຜູ້ປົກຄອງ ຫລື ເປັນຜູ້ດູແລ່ມໍລະດົກໃນນາມສ່ວນຕົວ ແລະ ບໍ່ ແມ່ນໃນນາມຂອງຜູ້ຕາງໜ້າຂອງລັດທີ່ສິ່ງ.

ມາດ ຕາ 20

- 1- / ບັນດາສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸມ ອາດຖືກຮຽກຕົວມາໃຫ້ການໃນຖານເປັນພະຍານ ຕໍ່ໜ້າ ເຈົ້າໜ້າທີ່ຕຸລາການສານ ຫລື ຕໍ່ໜ້າເຈົ້າໜ້າທີ່ກ່ຽວຂ້ອງອື່ນ ໆ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ. ຖ້າວາລັດຖະກອນກົງສຸມຜູ້ໃດຜູ້ໜຶ່ງ ຫາກປະຕິເສດບໍ່ໄປປາກົດຕົວ ຫລື ບໍ່ໄປໃຫ້ການໃນຖານ ເປັນພະຍານ ຈະບໍ່ມີມາດຕະການບັງຄັບ ຫລື ລົງໂທດໃດ ໆ ຕໍ່ຜູ້ກ່ຽວໄດ້. ບັນດາສະໜຽນ ກົງສຸມບໍ່ມີສິດຈະປະຕິເສດການໄປໃຫ້ການ ໃນຖານເປັນພະຍານ, ຖ້າຫາກບໍ່ແມ່ນຢູ່ໃນກໍລະນີ ທີ່ຍັງໄວ້ໃນ ວັກ 3.
- 2- / ເຈົ້າໜ້າທີ່ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ທີ່ຮອງຂໍໃຫ້ສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸມຜູ້ໃດຜູ້ໜຶ່ງ ໄປໃຫ້ການ ໃນຖານເປັນພະຍານ ຈະຕ້ອງບໍລິບກວນການປະຕິບັດໜ້າທີ່ການຂອງຜູ້ກ່ຽວ. ເຈົ້າໜ້າທີ່ດັ່ງ ກ່າວອາດຮັບເອົາຄຳໃຫ້ການ ຂອງສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸມຜູ້ໃດຜູ້ໜຶ່ງ ຢູ່ທີ່ສຳນັກງານກົງສຸມ, ຢູ່ບ້ານພັກ ຫລື ຢູ່ເຮືອນຂອງຜູ້ກ່ຽວ.
- 3- / ບັນດາສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸມ ບໍ່ມີຄວາມຈຳເປັນໃຫ້ການກ່ຽວກັບສິ່ງທີ່ພົວພັນກັບການປະຕິ ບັດໜ້າທີ່ການຂອງຕົນ, ບໍ່ມີຄວາມຈຳເປັນຈະອອກຫນັງສືທາງການ ຫລື ເອກະສານອື່ນ ໆ ຂອງບັນນະສານກົງສຸມ. ຂັ້ນຍັດຂັ້ນ ມີຜົນປະຕິບັດດັ່ງກ່າວກັນຕໍ່ບັນດາສະມາຊິກຄອບຄົວຂອງ ບັນດາສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸມ ກ່ຽວກັບສິ່ງທີ່ພົວພັນກັບ. ວຽກງານຂອງສຳນັກງານກົງສຸມ.
- 4- / ບັນດາສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸມ ບໍ່ຈຳເປັນໃຫ້ການໃນຖານເປັນນັກຊຽວຊານດ້ານກົດໝາຍ ແຫ່ງຊາດ ຂອງລັດທີ່ສິ່ງ.



ມາດ ຕາ 21

- 1- / ລັດທີ່ສົ່ງອາດບອກເລີກບັນດາເອກະສິດ ແລະ ການລຸ້ມກັນ ທີ່ໄດ້ກຳນົດໄວ້ໃນມາດຕາ 19 ແລະ 20. ການບອກເລີກດັ່ງກ່າວຕ້ອງກະທຳທຸກ ໆ ເທື່ອຢ່າງຈະແຈ້ງ ແລະ ຕ້ອງແຈ້ງໄປຍັງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.
- 2- / ຖ້າສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນຜູ້ໃດຜູ້ໜຶ່ງ, ໃນກໍລະນີທີ່ຜູ້ກ່ຽວໄດ້ຮັບການລຸ້ມກັນ ຈາກການຕ້ອງຄະດີກຳການຟ້ອງຮອງ ຜູ້ກ່ຽວບໍ່ມີສິດອາງເອົາການລຸ້ມກັນຈາກການຕ້ອງຄະດີ ຕໍ່ຄຳຟ້ອງຮອງແຍງເຊິ່ງມີການພົວພັນໂດຍກົງກັບຄຳຟ້ອງຮອງສະບັບເດີມ.
- 3- / ການບອກເລີກການລຸ້ມກັນ ຈາກການຕ້ອງຄະດີແພ່ງ ແລະ ຄະດີອາດຍາ ແລະ ຄະດີປົກຄອງ ບໍ່ໄດ້ຖືວ່າເປັນການບອກເລີກການລຸ້ມກັນ ໃນດາມການປະຕິບັດຄຳຕັດສິນຂອງສານ. ສຳລັບການປະຕິບັດຄຳຕັດສິນດັ່ງກ່າວນັ້ນ ຈຳເປັນຕ້ອງມີການບອກເລີກຕ່າງຫາກ.

ມາດ ຕາ 22

ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງຍົກເວັ້ນການປະກອບສ່ວນ ສ່ວນບຸກຄົນ ໃຫ້ແກ່ບັນດາສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນ ກໍລິບັນດາສະມາຊິກຄອບຄົວຂອງພວກກ່ຽວ ແລະ ຈາກທຸກວຽກງານບໍລິການຮັບໃຊ້ ສາທາລະນະ ປະໂຫຍດໃນທຸກຮູບແບບ ແລະ ຈາກການແບກຫາບທາງດາມທະຫານ ເຊັ່ນ ການເກັບເກນ, ການເສຍສ່ວຍ ແລະ ການໃຫ້ພັກເຊົາແກ່ທະຫານ.

ມາດ ຕາ 23

ບັນດາສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນ ຈະຖືກຍົກເວັ້ນຈາກທຸກຂັ້ນທະຫານທີ່ໄດ້ບັງໄວ້ໃນກົດໝາຍ ແລະ ລະບົບການຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ກ່ຽວກັບການຂົນທະບຽນຄົນຕ່າງດາວ, ການອະນຸຍາດຢູ່ອາໄສ ແລະ ການອະນຸຍາດເຮັດວຽກງານ ພ້ອມທັງບັນດາລະບົບການອື່ນ ໆ ທີ່ ກ່ຽວຂ້ອງກັບຄົນຕ່າງດາວ.

ມາດ ຕາ 24

- 1- / ບັນດາສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນ ກໍລິບັນດາສະມາຊິກຄອບຄົວຂອງພວກກ່ຽວ, ຍ້ອນຖືກຍົກເວັ້ນຈາກທຸກການເສຍສ່ວຍ ແລະ ອາກອນທຸກສະນິດໃນລະດັບຊາດ, ລະດັບທ້ອງຖິ່ນ ແລະ ລະດັບເທດສະບານ ນອກຈາກ :
  - ກ) ສ່ວຍທາງອ້ອມ ຊຶ່ງຕາມທຳມະດາແລ້ວ ໄລ່ອອມເຂົ້າໃສ່ລາຄາສິນຄ້າ ແລະ ຄ່າບໍລິການ ;
  - ຂ) ສ່ວຍ ແລະ ອາກອນອະສັງຫາລິມະຊັບສ່ວນຕົວ ທີ່ຢູ່ໃນດິນແດນຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ;

- ຄ) ຄຳທຳນຽມທີ່ໄດ້ມາຈາກການສືບທອດມໍ່ລູກ ແລະ ການໂອນຊັບສິນ ເຊິ່ງເກັບໂດຍລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ເວ້ນເສຍແຕ່ຈະເປັນໄປຕາມຂໍ້ບັນຍັດແຫງມາດຕາ 26 ;
- ງ) ສ່ວຍ ແລະ ອາກອນລາຍໄດໄດ້ສ່ວນຕົວທຸກປະເພດ ເຊິ່ງມີບໍ່ເກີດຂອງມັນຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ;
- ຈ) ຄຳທຳນຽມທີ່ເກັບຈາກຄ່າບໍລິການຕ່າງ ໆ ;
- ສ) ຄຳທຳນຽມທີ່ໄດ້ມາຈາກການຈົດທະບຽນ, ຄຳທຳນຽມສານຄຳທຳນຽມຈາກຊັບສິນທີ່ອາຍຸຝາກ ແລະ ຄາສະແຕນ, ເວ້ນເສຍແຕ່ຈະເປັນໄປຕາມຂໍ້ບັນຍັດແຫງມາດຕາ 16.

2- / ບັນດາສະມາຊິກສຳນັກງານກົງສຸນ ທີ່ມີຄຸນຄ່າໄຊ້ປະເພດທີ່ບໍ່ໄດ້ຮັບການຍົກເວ້ນຈາກການເສຍອາກອນລາຍໄດຈາກເງິນເດືອນ ຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງປະຕິບັດບັນດາຂໍ້ພັນທະທີ່ກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງໄດ້ວາງໄວ້ ໃນດາລາສະເລ່ຍອາກອນລາຍໄດ.

ມາດ ຕາ 25

- 1- / ໂດຍໃຫ້ສອດຄ່ອງກັບກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການຂອງຕົນ, ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງອະນຸຍາດໃຫ້ນຳເອົາເຂົ້າ ແລະ ອອກປະເທດໄດ້ ແລະ ໃຫ້ການຍົກເວ້ນຈາກການເສຍພາສີ, ອາກອນ ແລະ ການເສຍຄ່າທຳນຽມອື່ນ ໆ ທີ່ກ່ຽວຂ້ອງ ນອກຈາກຄ່າຝາກສ້າງ, ຄ່າຂົນສົ່ງ ແລະ ຄ່າບໍລິການອື່ນ ໆ ທີ່ມີລັກສະນະດຽວກັນ, ສິ່ງຂອງທີ່ຖືກຍົກເວ້ນນີ້ :
  - ກ) ສິ່ງຂອງສຳລັບໄຊ້ໃນວຽກງານທາງການ ຂອງສຳນັກງານກົງສຸນ ;
  - ຂ) ສິ່ງຂອງເພື່ອໄຊ້ສ່ວນຕົວຂອງລັດຖະກອນກົງສຸນ ແລະ ສະມາຊິກຄອບຄົວຂອງພວກກ່ຽວລວມທັງສິ່ງຂອງທີ່ ໄຊ້ໃນການຕັ້ງຄອບຄົວ.
- 2- / ຄຳວ່າ " ສິ່ງຂອງ " ແມ່ນກວມລວມໄປເຖິງຍານພາຫະນະຂົນສົ່ງຕ່າງ ໆ ເຊັ່ນດຽວກັນ.
- 3- / ບັນດາສິ່ງຂອງທີ່ໄດ້ກ່າວເຖິງໃນ ວັກ 1 ຈະຖືກຍົກເວ້ນຈາກການກວດກາພາສີ ໃນຂອບເຂດດຽວກັນກັບບັນດາສິ່ງຂອງ ສຳລັບໄຊ້ໃນວຽກງານທາງການຂອງສະຖານທູດ ຫລື ສຳລັບເພື່ອໄຊ້ສ່ວນຕົວຂອງພະນັກງານການທູດ ຂອງລັດທີ່ສິ່ງ.
- 4- / ບັນດາສະໝຽນກົງສຸນ ຍ່ອມໄດ້ຮັບການຍົກເວ້ນດັ່ງທີ່ໄດ້ກ່າວໄວ້ໃນ ຂໍ້ " ຂ " ຂອງວັກ 1 ແຫງມາດຕານ ກ່ຽວກັບສິ່ງຂອງທີ່ນຳເອົາເຂົ້າມາ ໃນເວລາຕັ້ງຄອບຄົວຄັ້ງທຳອິດ.

ມາດ ຕາ 26

ໃນກໍລະນີທີ່ມີການເສຍຊີວິດ ຂອງສະມາຊິກສໍານັກງານກົງສຸນຜູ້ໃດຜູ້ໜຶ່ງ ຫລື ສະມາຊິກ ຄອບຄົວຜູ້ໃດຜູ້ໜຶ່ງຂອງຜູ້ກ່ຽວ ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ

ກ-/ ຕ້ອງອະນຸຍາດໃຫ້ນໍາເອົາສິ່ງຫາລິມະຊັບ ຂອງຜູ້ເສຍຊີວິດອອກມາປະເທດໄດ້ ເວັ້ນເສຍແຕ່ສິ່ງຫາລິມະຊັບ ເຊິ່ງໄດ້ມາຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ແລະ ເຊິ່ງຖືກ ຫາມບໍ່ໃຫ້ເອົາອອກມາປະເທດ ໃນເວລາມີການເສຍຊີວິດ ;

ຂ-/ ຕ້ອງບໍ່ເກັບຄ່າທໍາມະຊົນຈາກການສືບທອດມໍລະດົກ ຫລື ຈາກການໂອນກໍາມະສິດ ກ່ຽວກັບສິ່ງຫາລິມະຊັບ ເຊິ່ງມີຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ເນື່ອງຈາກການມີຫນ້າຂອງຜູ້ຕາຍ ຢູ່ໃນລັດນີ້ ໃນຖານະເປັນສະມາຊິກສໍານັກງານກົງສຸນ ຫລື ໃນຖານະເປັນສະມາຊິກ ຄອບຄົວຂອງສະມາຊິກສໍານັກງານກົງສຸນເທົ່ານັ້ນ.

ມາດ ຕາ 27

ເວັ້ນເສຍແຕ່ຈະເປັນໄປຕາມກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການກ່ຽວກັບເຊດ ຊຶ່ງການເອົາໄປ ເປັນທີ່ຫວງຫາມ ຫລື ຖືກກໍານົດດ້ວຍເຫດຜົນ ເພື່ອຄວາມປອດໄພແຫງຊາດແລ້ວ ລັດທີ່ເປັນ ທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງຮັບປະກັນສິດເສລີພາບໃນການໄປມາ ແລະ ການເດີນທາງພາຍໃນດິນແດນຂອງ ດິນ ໃຫ້ແກ່ສະມາຊິກສໍານັກງານກົງສຸນທຸກຄົນ ແລະ ບັນດາສະມາຊິກຄອບຄົວຂອງພວກກ່ຽວ.

ມາດ ຕາ 28

ບັນດາຍານພາຫະນະຂົນສົ່ງ ທີ່ເປັນກໍາມະສິດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ແລະ ເພື່ອຮັບໃຊ້ໃນວຽກງານ ຂອງສໍານັກງານກົງສຸນ ຫລື ທີ່ເປັນກໍາມະສິດຂອງສະມາຊິກສໍານັກງານກົງສຸນ ຈໍາຕອງມີ ການປະກັນໄພ.

ມາດ ຕາ 29

ບັນດາສະມາຊິກຄອບຄົວຂອງສະມາຊິກສໍານັກງານກົງສຸນ ຈະໄດ້ຮັບບັນດາເອກະສິດ ແລະ ການຄຸ້ມກັນ ທີ່ໄດ້ບົ່ງໄວ້ໃນອັດຕະໂນມະຍາດສະບັບນຳຢ່າງເຫມາະສົມ ຖ້າຫາກວ່າພວກກ່ຽວບໍ່ແມ່ນພູກ ຈົນທຸກສິ່ງຊາດຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ບໍ່ມີພູມລໍາເນົາອັນຖ້າວອນຢູ່ໃນລັດນີ້ ແລະ ບໍ່ປະກອບ ອາຊີບສ່ວນຕົວ ເຊິ່ງມີລາຍໄດ້ຢູ່ພາຍໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.

ມາດ ຕາ 30

ບັນດາສະໜາມຮຽນກົງສຸມ ທີ່ເປັນບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຫລື ທີ່ມີບຸກຄົນລູກເມັດ ອຸ້ນຖາວອນຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ບໍ່ໄດ້ຮັບເອກະສິດ ແລະ ການຄຸມກັນ ທີ່ໄດ້ກຳນົດໄວ້ໃນ ຂໍ້ຕົກລົງສະບັບນີ້, ເວັ້ນເສຍແຕ່ຈະເປັນໄປຕາມ ວັກ 3 ແຫ່ງມາດຕາ 20.

ຂໍ້ ທີ່ 7/7  
ວ່າດ້ວຍໜ້າທີ່ການກົງສຸມ

ມາດ ຕາ 31

ລັດຖະກອນກົງສຸມມີສິດໃນທຸກຮູບແບບ ສົ່ງເສີມການເສີມຂະຫຍາຍສາຍພົວພັນດ້ານເສດຖະກິດ, ດ້ານການຄ້າ, ດ້ານວັດທະນະທຳ ແລະ ດ້ານວິທະຍາສາດ ພ້ອມທັງດ້ານການທ່ອງທ່ຽວ ລະ ຫວາງລັດທີ່ສິ່ງ ແລະ ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ເສີມສ້າງດ້ວຍວິທີອື່ນ ໆ ສາຍພົວພັນມິດຕະພາບ ລະ ຫວາງລັດທີ່ສິ່ງ ແລະ ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ແລະ ປົກປັກຮັກສາສິດ ແລະ ຜົນປະໂຫຽດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ແລະ ບັນດາບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ.

ມາດ ຕາ 32

- 1- / ລັດຖະກອນກົງສຸມປະຕິບັດໜ້າທີ່ການຂອງຕົນ ໃນເຂດກົງສຸມຂອງຕົນ. ແຕ່ແນວໃດກໍ່ຕົວ ຜູ້ ກຽວສາມາດປະຕິບັດໜ້າທີ່ການຂອງຕົນໄດ້ ຢູ່ນອກເຂດກົງສຸມດ້ວຍການເຫັນດີເຫັນພ້ອມ ຈາກລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.
- 2- / ໃນການປະຕິບັດໜ້າທີ່ການຂອງຕົນ, ລັດຖະກອນກົງສຸມ ມີສິດຕິດຕໍ່ກັບ :
  - ກ) ເຈົ້າໜ້າທີ່ທ່ອງທ່ຽວຂອງຂອງເຂດກົງສຸມ ;
  - ຂ) ເຈົ້າໜ້າທີ່ສູນກາງທີ່ກຽວຂອງ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ໃນຂອບເຂດທີ່ກົດໝາຍ, ລະ ບຽບການ ແລະ ປະເພນີຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ກໍລິບັນດາສັນຍາລະຫວ່າງຊາດ ອະນຸຍາດ ໃຫ້.

ມາດ ຕາ 33

- 1- / ລັດຖະກອນກົງສຸມ ມີສິດໄປປາກົດຕົວແທນບັນດາບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ຢູ່ຕໍ່ໜ້າສານ ແລະ ເຈົ້າໜ້າທີ່ອື່ນ ໆ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ໃນກໍລະນີທີ່ບັນດາບຸກຄົນດັ່ງກ່າວ ຫາກບໍ່ສາມາດ ບໍ່ອ່ງກັນສິດຜົນປະໂຫຽດຂອງຕົນດ້ວຍຕົນເອງໄດ້ ໃນເວລາທີ່ເຫມາະສົມ ດ້ວຍເຫດຜົນທີ່ຜູ້ກຽວ ບໍ່ຢູ່ ຫລື ດ້ວຍເຫດຜົນອື່ນ ໆ.

2- / ການຕາງໜ້າທີ່ໄດ້ກ່າວເຖິງໃນ ວັກ 1 ແຫ່ງມາດຕານີ້ ຈຸດສັນສຸດລົງໃນເນື້ອບຸກຄົນທີ່ຖືກຕາງໜ້າ ຫາກແຕ່ງຕັ້ງຜູ້ຕາງໜ້າຂອງຕົນ ຫລື ທຳການປ່ອງກັນສິດ ແລະ ຜົນປະໂຫຽດຂອງຕົນດ້ວຍຕົນເອງ.

ມາດ ຕາ 34

ລັດຖະກອນກົງສຸນ ມີສິດ :

- ກ.) ຂົນທະບຽນບັນດາບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ;
- ຂ.) ອອກໜັງສືຜ່ານແດນ ຫລື ເອກະສານເດີນທາງອື່ນ ໆ ໃຫ້ແກ່ບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ຕໍ່ອາຍຸ, ທຳການປຽນແປງຂໍ້ຄວາມແລະລິບລາງໜັງສືຜ່ານແດນ ຫລື ເອກະສານເດີນທາງດັ່ງກ່າວເຊັ່ນດຽວກັນ ;
- ຄ.) ອອກວີຊາ.

ມາດ ຕາ 35

- 1- / ຫົວໜ້າສຳນັກງານກົງສຸນ ມີສິດຈັດພິທີແຕ່ງດອງ ຖ້າຫາກວ່າ ອຸ່ຜົວເມັດ ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ. ຖ້າຫາກລະບຽບກົດໝາຍຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງຕອງການ, ສຳນັກງານກົງສຸນ ຕອງແຈ້ງໃຫ້ເຈົ້າໜ້າທີ່ກ່ຽວຂ້ອງຊາບ ເຖິງການແຕ່ງດອງທີ່ສຳເລັດແລ້ວ.
- 2- / ເຈົ້າໜ້າທີ່ກ່ຽວຂ້ອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕອງແຈ້ງໃຫ້ລັດຖະກອນກົງສຸນ ຂອງລັດທີ່ສິ່ງຮູ້ໃນໜ້າທີ່ ກ່ຽວກັບການແຕ່ງດອງຂອງບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ແລະ ຕອງສົ່ງສຳເນົາໜັງສືແຕ່ງດອງ ໃຫ້ແກ່ລັດຖະກອນກົງສຸນຢ່າງເປັນທາງການ ແລະ ໂດຍບໍ່ຕ້ອງເສຍຄ່າ.
- 3- / ລັດຖະກອນກົງສຸນມີສິດ ຂົນທະບຽນການເກີດ, ການແຕ່ງດອງ ແລະ ການຕາຍ ຂອງບັນດາບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ແລະ ອອກເອກະສານກ່ຽວຂ້ອງ. ເຖິງແນວໃດກໍ່ດີ ຂໍ້ບັນຍັດດັ່ງກ່າວນີ້ ບໍ່ໄດ້ຍົກເວັ້ນບັນດາບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ຈາກຂໍ້ພັນທະທີ່ຕ້ອງປະຕິບັດກ່ຽວກັບການຂົນທະບຽນການເກີດ, ການແຕ່ງດອງ ແລະ ການຕາຍ.
- 4- / ເຈົ້າໜ້າທີ່ກ່ຽວຂ້ອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຈະສົ່ງສຳເນົາ ແລະ ບົດຄັດກ່າຍອອກຂອງເອກະສານສຳນະໂນຄົວ ຂອງບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ໃຫ້ແກ່ສຳນັກງານກົງສຸນຕາມຄຳຮອງຂໍຂອງສຳນັກງານກົງສຸນໃນໜ້າໃດ ແລະ ໂດຍບໍ່ຕ້ອງເສຍຄ່າໃດ ໆ ເພື່ອຈຸດປະສົງທາງການ.

ມາດ ຕາ 36

- 1- / ບັນດາລັດຖະກອນກົງສຸນ ມີສິດ :
  - ກ) ຮັບເອົາ, ກຳນົດ ແລະ ຢັ້ງຢືນຖືກຕ້ອງຕາມກົດໝາຍ ຄຳແຈ້ງການຂອງບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ;

- ຂ) ຮັບເອົາ, ກຳນົດ ແລະ ຢັ້ງຢືນຖືກຕ້ອງຕາມກົດໝາຍພິເສດໃນກຳ ແລະ ເອກະສານຢ່າງອື່ນ ທີ່ສະແດງອອກເຊິ່ງນິຕິກຳຝ່າຍດຽວ ຂອງບັນດາບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ທີ່ກະທຳຂຶ້ນ ໂດຍສອດຄ່ອງກັບລະບຽບກົດໝາຍຂອງລັດນີ້ ;
- ຄ) ຢັ້ງຢືນຖືກຕ້ອງຕາມກົດໝາຍເອກະສານ, ລາຍເຊັນ ແລະ ຕາປະທັບທີ່ມີຢູ່ໃນເອກະສານ ຂອງບັນດາບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ;
- ງ) ຢັ້ງຢືນຖືກຕ້ອງຕາມກົດໝາຍເອກະສານ ທີ່ອອກໃຫ້ໂດຍເຈົ້າໜ້າຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ຫລື ຂອງ ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ຢັ້ງຢືນຖືກຕ້ອງຕາມກົດໝາຍສຳເນົາ ແລະ ບົດຄັດກາຍອອກຈາກເອກະສານ ດັ່ງກ່າວ ;
- ຈ) ແປເອກະສານ ແລະ ຢັ້ງຢືນຖືກຕ້ອງບົດແປດັ່ງກ່າວ ;
- ສ) ກຳນົດ ແລະ ຢັ້ງຢືນຖືກຕ້ອງຕາມກົດໝາຍສັນຍາທີ່ເຊັນກັນ ລະຫວ່າງ ບັນດາບຸກຄົນທີ່ຖື ສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ຖາຫາກສັນຍາດັ່ງກ່າວບໍ່ກຽວຂອງກັບການເກີດຂຶ້ນ, ການໂອນ ຫລື ການຫມົດໄປຂອງສິດທິ ອະສັງຫາລິມະຊັບທີ່ມີຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ;
- ຊ) ກຳນົດ ແລະ ຢັ້ງຢືນຖືກຕ້ອງຕາມກົດໝາຍສັນຍາ, ບໍ່ວ່າອຸສັນຍາຈະຖືສັນຊາດໃດກໍຕາມ, ຖາຫາກວ່າສັນຍາດັ່ງກ່າວ ກຽວຂອງກັບສັງຫາລິມະຊັບ ຫລື ສິດທິ ທີ່ມີຢູ່ໃນລັດທີ່ສົ່ງ ແລະ ຕອງມີຜົນສັກສິດທາງດ້ານກົດໝາຍສະເພາະແຕ່ພຽງໃນລັດນີ້ ;
- ຍ) ອອກໃບຢັ້ງຢືນ ແຫລ່ງຜະລິດຂອງສິນຄ້າ ;
- ດ) ເຜີ້ຮູ້ແຜ່ໃນສະຖານທີ່ກົງສູນ ການແຈ້ງການຕ່າງ ໆ ກຽວກັບໝູ່ບັນຫາທີ່ກຽວກັບສິດທິ ແລະ ຂໍ້ພັນຫະ ຫລື ຜົນປະໂຫຍດຂອງບັນດາບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ;

2-/ ບັນດາເອກະສານທີ່ໄດ້ກ່າວໃນວັກ 1 ແຫ່ງມາດຕານີ້ ທີ່ຖືກກຳນົດຂຶ້ນ, ຢັ້ງຢືນຖືກຕ້ອງຕາມ ກົດໝາຍ ຫລື ຢັ້ງຢືນຖືກຕ້ອງຕາມສະບັບເດີມ ໂດຍລັດຖະກອນກົງສູນຂອງສຳນັກງານກົງສູນ ຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ຍອມຖືວ່າເປັນເອກະສານທາງການ ທີ່ຖືກຢັ້ງຢືນຖືກຕ້ອງຕາມກົດໝາຍຢ່າງຖືກ ຕ້ອງ ແລະ ມີອຳນາດນຳໃຊ້ ແລະ ມີຜົນສັກສິດດັ່ງກ່າວກັນກັບບັນດາເອກະສານ ທີ່ຖືກຢັ້ງຢືນ ຖືກຕ້ອງຕາມກົດໝາຍ ຫລື ຖືກຕ້ອງຕາມສະບັບເດີມ ໂດຍເຈົ້າໜ້າທີ່ ທີ່ກຽວຂອງຂອງລັດທີ່ ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ຖາວ່າບັນດາເອກະສານດັ່ງກ່າວນັ້ນ ບໍ່ຂັດກັບກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການຂອງ ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງເທົ່ານັ້ນ.

ມາດ ຕາ 37

- 1-/ ບັນດາລັດຖະກອນກົງສູນ ມີສິດຮັບເອົາຮັກສາໄວ້ບັນດາເອກະສານ, ຈຳນວນເງິນ ແລະ ສິ່ງຂອງ ມີຄ່າ ເຊິ່ງບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ນຳມາມອບໄວ້ນຳພວກກຽວ ຖາຫາກວ່າລະບຽບກົດ ໝາຍຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ບໍ່ຂັດກັບການກະທຳດັ່ງກ່າວ.
- 2-/ ດັ່ງດຽວກັນນັ້ນ ລັດຖະກອນກົງສູນມີສິດຮັບເອົາສິ່ງຂອງ ທີ່ບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງເຮັດ ຕົກເຮັຍໃນເວລາທີ່ພວກກຽວອາໄສຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ເພື່ອນຳໄປມອບສົ່ງໃຫ້ຜູ້ເປັນເຈົ້າຂອງ.

ມາດ ຕາ 38

ລັດຖະກອນກົງສຸນມິສິດ, ໂດຍອີງຕາມຄຳຮ້ອງຂໍຂອງເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງ ຂອງລັດທີ່ສິ່ງ, ຮັບເອົາຄຳໃຫ້ການດວຍຄວາມສະໜັກໃຈ ຂອງບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ໃນຖານ ເປັນຝ່າຍຄູຄວາມ, ເປັນພະຍານ ຫລື ເປັນຜູ້ຊະວະຊານ, ກໍຄືມອບເອກະສານນິຕິກຳ ແລະ ເອກະສານອື່ນໆໃຫ້ພວກກຽວ. ໃນການປະຕິບັດການກະທຳດັ່ງກ່າວນີ້ ຫາມບໍ່ໃຫ້ໃຊ້ ຫລື ນາຍຊູວາຈະໃຊ້ບັນດາມາດຕະການບີບບັງຄັບ.

ມາດ ຕາ 39

- 1- / ບັນດາເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງແຈ້ງໃຫ້ລັດຖະກອນກົງສຸນຮູ້ ຖ້າວ່າ ມີຄວາມຈຳເປັນຕ້ອງຈັດຕັ້ງການດູແລ ຫລື ການພິພິກັດບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ທີ່ມີ ພູມລຳເນົາອັນຖາວອນຢູ່ໃນອານາເຂດ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.
- 2- / ບັນດາລັດຖະກອນກົງສຸນ ສາມາດຕິດຕໍ່ພົວພັນກັບເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ໃນບັນຫາທີ່ໂດກາວໄວ້ໃນ ວັກ 1 ແຫ່ງມາດຕານີ້ ແລະ ໂດຍສະເພາະສາມາດສະເໜີບັນ ດາບຸກຄົນ ເພື່ອໄປເປັນຜູ້ດູແລ **ຫລືຜູ້ພັກ.**

ມາດ ຕາ 40

ບັນດາລັດຖະກອນກົງສຸນ ມີສິດຕິດຕໍ່ພົວພັນກັບບຸກຄົນ ທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ, ໃຫ້ ການຊ່ວຍເຫລືອ ແລະ ການປົກປັກຮັກສາແກ່ຜູ້ກຽວ ແລະ, ໃນກໍລະນີມີຄວາມຕ້ອງການ, ໃຫ້ການຊ່ວຍເຫລືອດ້ານກິດໜາຍແກ່ຜູ້ກຽວ. ລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງຈະບໍ່ຈຳກັດໃດ ໆ ຫມິດຕໍ່ ການຕິດຕໍ່ພົວພັນ ຂອງບັນດາບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ກັບສຳນັກງານກົງສຸນ ກໍຄື ການເຂົ້າໄປໃນສຳນັກງານກົງສຸນ.

ມາດ ຕາ 41

- 1- / ບັນດາເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຈະແຈ້ງໃນທັນທີໃຫ້ສຳນັກງານກົງສຸນ ຂອງລັດທີ່ສິ່ງຮູ້ ກຽວກັບກໍລະນີການຄຸມຂັງ, ຈັບກຸມ ຫລື ການຈຳກັດອິດສະລະພາບສວມ ບຸກຄົນ ໃນຮູບການອື່ນໆໃດກໍຕາມ ທີ່ເກີດຂຶ້ນກັບບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ. ການແຈ້ງ ການນີ້ຕ້ອງເຮັດຢ່າງຊຳເປັນທຳ ຫລື ຈຳກັດໂດຍເອົາມາດຕະການດັ່ງກ່າວ. ບັນດາເຈົ້າ ໜ້າທີ່ກຽວຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງສົ່ງການຕິດຕໍ່ທີ່ບຸກຄົນດັ່ງກ່າວ ສິ່ງເຖິງສຳນັກ ງານກົງສຸນ ຢ່າງບໍ່ມີການຊັກຊາ.

- 2-/ ລັດຖະກອນກົງສູນມິສິດເຂົ້າຢູ່ຮູບຢາມບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ທີ່ຖືກອຸມຂັງ, ຖືກຈັບກຸມ ຫລື ຖືກຈຳກັດອິດສະລະພາບສ່ວນບຸກຄົນ ໃນຮູບການອື່ນໃດກໍຕາມ ແລະ ດັ່ງດຽວກັນກໍມິສິດໂອລົມ ຫລື ແລກປ່ຽນຈິດໝາຍກັບຜູ້ກຽວ, ກໍຄືການໃຫ້ການຊ່ວຍເຫລືອແກ່ຜູ້ກຽວ ໃນການຈັດຕັ້ງການປ້ອງກັນຂອງຜູ້ກຽວ. ດັ່ງດຽວກັນນັ້ນ ລັດຖະກອນກົງສູນ ກໍມິສິດທຳການຢູ່ຮູບຢາມບຸກຄົນ ທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ທີ່ກຳລັງຮັບການປະຕິບັດໂຫດຈຳກັດອິດສະລະພາບຢູ່. ບັນດາເຈົ້າໜ້າທີ່ທຸກຮູບຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຈະອະນຸຍາດໃຫ້ລັດຖະກອນກົງສູນເຂົ້າໄປຢູ່ຮູບຢາມບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດ ຂອງລັດທີ່ສົ່ງດັ່ງກ່າວ ຢ່າງຊາດແປດວັນ ຫລືຈາກການອຸມຂັງ, ກຽມຈັບກຸມ ຫລື ການຈຳກັດອິດສະລະພາບ ໃນຮູບການອື່ນໃດກໍຕາມ ແລະ ຕໍ່ໄປກໍອະນຸຍາດໃຫ້ໃນໄລຍະເວລາຫ່າງກັນຢ່າງເໝາະສົມ.
- 3-/ ບັນດາເຈົ້າໜ້າທີ່ທຸກຮູບຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຈະແຈ້ງໃຫ້ບັນດາບຸກຄົນທີ່ໄດ້ກ່າວໄວ້ໃນບັນດາຂັ້ນຍັດຂອງມາດຕານ ຮູ້ເຖິງທຸກສິດທິຂອງພວກກຽວຕາມຂັ້ນຍັດດັ່ງກ່າວນັ້ນ.
- 4-/ ບັນດາສິດທິທີ່ໄດ້ກ່າວໄວ້ໃນມາດຕານີ້ ຈະຕ້ອງຖືກປະຕິບັດ ໂດຍໃຫ້ສອດຄ່ອງກັບກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການອື່ນ ໆ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ໂດຍເງື່ອນໄຂທົ່ວກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການດັ່ງກ່າວ ບໍ່ລົບລາງບັນດາສິດທິນັ້ນ.

ມາດ ຕາ 42

ບັນດາເຈົ້າໜ້າທີ່ທຸກຮູບຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຈະແຈ້ງຢ່າງບໍ່ມີການຊັກຊ້າໃຫ້ລັດຖະກອນກົງສູນຮູ້ ກຽວກັບທຸກອຸບັດຕິເຫດ ເຊິ່ງຈາກອຸບັດຕິເຫດດັ່ງກ່າວ ບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ເສຍຊີວິດ ຫລື ໄດ້ຮັບບາດເຈັບສາຫັດ.

ມາດ ຕາ 43

ບັນດາເຈົ້າໜ້າທີ່ທຸກຮູບຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ແຈ້ງຢ່າງບໍ່ມີການຊັກຊ້າໃຫ້ສຳນັກງານກົງສູນຮູ້ ກຽວກັບການເສຍຊີວິດຂອງບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ແລະ ສົ່ງສຳເນົາເອກະສານການເສຍຊີວິດ ໃຫ້ແກ່ສຳນັກງານກົງສູນໂດຍບໍ່ໃຫ້ເສຍຄ່າໃດ ໆ.

ມາດ ຕາ 44

- 1-/ ບັນດາເຈົ້າໜ້າທີ່ທຸກຮູບຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ແຈ້ງຢ່າງບໍ່ມີການຊັກຊ້າໃຫ້ລັດຖະກອນກົງສູນຮູ້ ກຽວກັບການເປີດການສືບທອດມໍລະດົກຢູ່ໃນລັດນີ້ ເຊິ່ງສືບຕໍ່ເນື່ອງມາຈາກການເສຍຊີວິດຂອງບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ, ກໍຄືກຽວກັບການເປີດການສືບທອດມໍລະດົກ ເຊິ່ງ



ບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ອາດຈະມີສ່ວນກ່ຽວຂ້ອງໃນຖານະເປັນຜູ້ສືບທອດມໍລະດົກ, ຜູ້ມີສິດໄດ້ຮັບມໍລະດົກ ຫລື ຜູ້ໄດ້ຮັບມໍລະດົກໂດຍພິເໜີ ເຊິ່ງຜູ້ເສຍຊີວິດຈະຖືສັນຊາດໃດກໍຕາມ.

2- / ບັນດາເຈົ້າໜ້າທີ່ກ່ຽວຂ້ອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງເອົາມາດຕະການອັນຈຳເປັນ ເຊິ່ງໄດ້ບົ່ງ  
ໄວ້ໃນກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການຂອງລັດນີ້ ເພື່ອປົກປັກຮັກສາມໍລະດົກ ແລະ ເພື່ອສົ່ງໃຫ້ລັດ  
ຖະກອນກົງສຸມສຳນຳເມົາຂອງພິເໜີກຳ ຖາຫາກວາຜູ້ເສຍຊີວິດໄດ້ເຮັດພິເໜີກຳໄວ້ ກໍຄືທຸກຂໍ້ມູນ ທີ່  
ເຈົ້າໜ້າທີ່ດັ່ງກ່າວເກັບກຳໄດ້ ກ່ຽວກັບມູນມໍລະດົກ, ກ່ຽວກັບບັນດາຜູ້ມີສິດໄດ້ຮັບມໍລະດົກ, ກ່ຽວ  
ກັບບອນຢູ ແລະ ການຢູອາໄສຂອງພວກກ່ຽວ, ກ່ຽວກັບມູນຄ່າ ແລະ ສ່ວນປະກອບຂອງມູນມໍລະ  
ດົກດັ່ງກ່າວ, ລວມທັງເງິນທີ່ໄດ້ມາຈາກການປະກັນໄພ, ລາຍໄດ ແລະ ເງິນປະກັນໄພຕ່າງ ໆ.  
ດັ່ງກ່າວກັນນັ້ນ ບັນດາເຈົ້າໜ້າທີ່ດັ່ງກ່າວ ຕ້ອງແຈ້ງໃຫ້ລັດຖະກອນກົງສຸມຊາບ ກ່ຽວກັບວັນເວລາ  
ແຫ່ງການເປີດການດຳເນີນປະຕິບັດການສືບທອດ ຫລື ກ່ຽວກັບອັນຂອງການປະຕິບັດການສືບທອດ  
ດັ່ງກ່າວ.

3- / ລັດຖະກອນກົງສຸມ ໄດ້ຮັບອະນຸຍາດໂດຍອັດຕະໂນມັດ ໂດຍບໍ່ຕ້ອງມີໃບເມອບສິດ, ໃຫ້ຕ່າງໜ້າ  
ໂດຍກົງ ຫລື ໂດຍທາງອອມ ໂດຍຜ່ານສູຕ່າງໜ້າຂອງຕົນ ຕໍ່ໜ້າສານ ຫລື ຕໍ່ໜ້າເຈົ້າໜ້າທີ່  
ທີ່ກ່ຽວຂ້ອງອື່ນ ໆ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ແທນໃຫ້ບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ທີ່ມີສິດໄດ້ຮັບມໍລະ  
ດົກ ຫລື ທີ່ມີຈຸດປະສົງຢາກໄດ້ຮັບມໍລະດົກຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ໃນກໍລະນີທີ່ຜູ້ສືບທອດດັ່ງກ່າວ ບໍ່ຢູ່  
ຫລື ບໍ່ໄດ້ແຕ່ງຕັ້ງສູຕ່າງໜ້າຂອງຕົນໄວ້.

4- / ລັດຖະກອນກົງສຸມ ມີສິດຮຽກຮ້ອງ :

- ກ) ການຮັກສາມູນມໍລະດົກ, ການປະທັບຕາຊັບສິນ ແລະ ການຍົກເລີກການປະທັບຕາ, ການ  
ເອົາມາດຕະການຕ່າງ ໆ ເພື່ອການຮັກສາມູນມໍລະດົກ ລວມທັງການແຕ່ງຕັ້ງຜູ້ບໍລິຫານມູນ  
ມໍລະດົກ, ກໍຄືການເຂົ້າຮ່ວມໃນການປະຕິບັດການຕ່າງ ໆ ດັ່ງທີ່ກ່າວມານັ້ນ ;
- ຂ) ການຂາຍຊັບສິນທີ່ເປັນສ່ວນນຶ່ງຂອງມູນມໍລະດົກ, ກໍຄືການແຈ້ງເຖິງວັນເວລາທີ່ໄດ້ກຳນົດ  
ກ່ຽວກັບການຂາຍດັ່ງກ່າວ ເພື່ອໃຫ້ລັດຖະກອນກົງສຸມໄດ້ມີໜ້າເຂົ້າຮ່ວມນຳ.

5- / ໃນເວລາ ການສູດການເປີດການສືບທອດມໍລະດົກ ຫລື ການປະຕິບັດລະບຽບການຫຼັງການ  
ອື່ນ ໆ ແລະ ເຈົ້າໜ້າທີ່ກ່ຽວຂ້ອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງແຈ້ງຢ່າງບໍ່ມີການຊັກຊ້າ ໃຫ້  
ລັດຖະກອນກົງສຸມຊາບ ແລະ ຫລັງຈາກການຊຳລະຫນ້າສິນ, ສ່ວຍ ແລະ ອາກອນຫນີດແລວ,  
ເຈົ້າໜ້າທີ່ດັ່ງກ່າວຈະສົ່ງມອບມູນມໍລະດົກຫລືວ່າສ່ວນທີ່ຕົກເປັນຂອງບຸກຄົນທີ່ລັດຖະກອນກົງສຸມ  
ເປັນສູຕ່າງໜ້າໃຫ້ແກ່ລັດຖະກອນກົງສຸມ ພາຍໃນໄລຍະເວລາສາມເດືອນ.

- 6- / ໃນກໍລະນີທີ່ມູນຄ່າຂອງມູນມໍລະດົກຫາກບໍ່ມີຫລາຍ ລັດຖະກອນກົງສູນສາມາດຮຽກຮອງ ໃຫ້ມອບຊັບສິນມໍລະດົກນັ້ນໃຫ້ຕົນເອງ. ຈາກນັ້ນ ລັດຖະກອນກົງສູນກໍມີສິດສົ່ງຊັບສິນ ມໍລະດົກດັ່ງກ່າວນັ້ນ ໃຈແກບຸກຄົນທີ່ກຽວຂອງ.
- 7- / ລັດຖະກອນກົງສູນ ມີສິດຮັບເອົາມໍລະດົກສ່ວນທີ່ຕົກເປັນຂອງບຸກຄົນ ແລະ ມໍລະດົກທີ່ຕົກ ໄດ້ແກບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ, ທີ່ບໍ່ມີມູນຄ່າເນົາຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ກໍຮັບເອົາ ກອນເງິນທີ່ຕົກເປັນຂອງບຸກຄົນທີ່ກຽວຂອງ ໃນຖານເປັນເງິນທົດແທນຄ່າເສຽຫາຍ, ເງິນ ເປັ້ງບໍານານ, ເງິນປະກັນໄພ ເພື່ອນຳໄປມອບສົ່ງໃຫ້ແກບຸກຽວ.
- 8- / ການເສຍຍາຍສິ່ງຂອງ ແລະ ສົມບັດທີ່ມີຢູ່ໄປຍັງລັດທີ່ສົ່ງ ໂດຍປະຕິບັດບັນດາຂັ້ນຍັດ ຂອງ ວັກ 5, 6 ແລະ 7 ແຫ່ງມາດຕານີ ຈະເຮັດໄດ້ກໍຕໍ່ເມື່ອໃຫ້ຖືກຕອງສອດຄອງກັບ ລະບຽບກົດໝາຍ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.

ມາດ ຕາ 45

- 1- / ໃນກໍລະນີທີ່ບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສົ່ງ, ທີ່ບໍ່ມີມູນຄ່າເນົາຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ໄດ້ເສຽ ຊີວິດໃນເວລາທີ່ເດີນທາງຢູ່ໃນລັດນີ້, ສິ່ງຂອງຂອງຜູ້ເສຽຊີວິດດັ່ງກ່າວ ຈະໄດ້ຮັບການປົກ ປັກຮັກສາ ແລະ ຈາກນັ້ນ ເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຈະນຳສົ່ງໃຫ້ແກບລັດ ຖະກອນກົງສູນ ໂດຍບໍ່ມີພິການພິເສດອື່ນ ໆ ໃດ. ລັດຖະກອນກົງສູນຈະໃຊ້ຫຸ້ນ ທີ່ຜູ້ເສຽ ຊີວິດໄດ້ຕັດໄວເມື່ອກອນນັ້ນ ໃນເວລາທີ່ຜູ້ກຽວອາໄສຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຈົນກວ່າຈະຮອດ ມູນຄ່າຂອງສິ່ງຂອງທີ່ໄດ້ຮັບມອບໄວ.
- 2- / ຂັ້ນຍັດຂອງ ວັກ 8 ແຫ່ງມາດຕາ 44 ມີຜົນປະຕິບັດດັ່ງດຽວກັນ ຕໍ່ສິ່ງຂອງທີ່ໄດ້ກ່າວເຖິງ ໃນ ວັກ 1 ແຫ່ງມາດຕານີ.

ມາດ ຕາ 46

- 1- / ບັນດາລັດຖະກອນກົງສູນ ມີສິດໃຫ້ທຸກການຊ່ວຍເຫລືອແກກກຳປັ້ນຂອງລັດທີ່ສົ່ງ, ພ້ອມທັງ ລູກເຮືອຂອງກຳປັ້ນດັ່ງກ່າວ ໃນເວລາທີ່ເຮືອ ແລະ ລູກເຮືອດັ່ງກ່າວອາໄສຢູ່ໃນເຂດນານ ນ້ຳ ຫລື ລຳນ້ຳຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ລວມທັງທາເຮືອ, ຫລັງຈາກທີ່ກຳປັ້ນດັ່ງກ່າວໄດ້ຮັບ ອະນຸຍາດໃຫ້ເຂົ້າຈອດທຽບທາ. ພວກກຽວສາມາດໄດ້ຮັບສິດໃນການດູແລ ແລະ ກວດກາ ຕໍ່ກຳປັ້ນ ແລະ ລູກເຮືອຂອງກຳປັ້ນຂອງລັດທີ່ສົ່ງ. ເມື່ອຈຸດປະສົງດັ່ງກ່າວ ພວກກຽວສາມາດ ຂຶ້ນໄປຢຽມຢາມກຳປັ້ນຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ແລະ ສາມາດຕອນຮັບການເຂົ້າຢຽມຢາມຂອງຫົວໜ້າ ແລະ ລູກເຮືອຂອງກຳປັ້ນດັ່ງກ່າວ.

2- / ເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງເອົາລິບນັບຖືທຸກມາດຕະການ ທີ່ລັດຖະກອນ ກົງສູນໄດເອົາ ໂດຍສອດຄອງກັບກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ຕັ້ງບັນດາກຳປັ້ນ ແລະ ລູກເຮືອຂອງກຳປັ້ນຂອງລັດທີ່ສິ່ງ. ໃນການປະຕິບັດໜ້າທີ່ການດັ່ງກ່າວ ລັດຖະກອນ ກົງສູນ ສາມາດຮອງຊ່ວຍເຫຼືອ ຈາກເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.

ມາດ ຕາ 47

ກຽວກັບກຳປັ້ນຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ລັດຖະກອນກົງສູນມີສິດ :

- ກ) ສອບຖາມຫົວໜ້າກຳປັ້ນ ແລະ ລູກເຮືອ ຂອງກຳປັ້ນທຸກຄົນ ; ກວດກາ, ຮັບເອົາ ແລະ ເປັ້ງເອກະສານຂອງກຳປັ້ນ, ຮັບເອົາຄຳໃຫ້ການກຽວກັບກຳປັ້ນ, ກຽວກັບສິ່ງຂອງທີ່ກຳປັ້ນ ບັກທຸກ ແລະ ກຽວກັບການເດີນທາງຂອງກຳປັ້ນ, ກໍ່ຄືອອກເອກະສານທີ່ຈຳເປັນ ເພື່ອອຳນວຍ ຄວາມສະດວກໃນການເຂົ້າຈອດ, ການຢູ່ອາໄສ ແລະ ການອອກຂອງກຳປັ້ນ ;
- ຂ.) ເຂົ້າກຽວຂອງເພື່ອແກ້ໄຂ ຫຼື ອຳນວຍຄວາມສະດວກໃນການແກ້ໄຂຕາມລະບຽບກົດໝາຍ ຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ຂໍ້ຂັດແຍງທຸກຢ່າງລະຫວ່າງຫົວໜ້າກຳປັ້ນ ແລະ ສະມາຊິກລູກເຮືອຄົນອື່ນ ໆ, ລວມທັງຂໍ້ຂັດແຍງກຽວກັບສັນຍາຈາກ ແລະ ເງື່ອນໄຂໃນການເຮັດວຽກ ;
- ຄ.) ເອົາບັນດາມາດຕະການທີ່ກຽວກັບການບັນຈຸເອົາຫົວໜ້າກຳປັ້ນ ແລະ ສະມາຊິກລູກເຮືອຄົນອື່ນ ໆ ເຂົ້າເຮັດວຽກ ແລະ ການໄລ່ພວກກຽວອອກຈາກໜ້າທີ່ ;
- ງ.) ເອົາບັນດາມາດຕະການທີ່ຈຳເປັນ ເພື່ອຮັບປະກັນນຳເອົາຫົວໜ້າກຳປັ້ນ ແລະ ສະມາຊິກລູກ ເຮືອຄົນອື່ນ ໆ ເຂົ້າປົ່ນປົວຢູ່ໂຮງໝໍ ແລະ ເພື່ອນຳສິ່ງພວກກຽວກັບຄືນປະເທດ ;
- ຈ.) ຮັບເອົາ, ກຳນົດຂັ້ນ ຫຼື ເຊັນໃບຢັ້ງຢືນທຸກປະເພດ ແລະ ເອກະສານອື່ນ ໆ ກຽວກັບສັນຊາດ, ກຳນະສິດ ແລະ ສິດທິຕົວຈິງອື່ນ ໆ, ກຽວກັບສະພາບ ແລະ ການຊົມໂຊກກຳປັ້ນ ;
- ສ.) ໃຫ້ການຊ່ວຍເຫຼືອ ແລະ ອຸມອຸແກ້ຫົວໜ້າກຳປັ້ນ ຫຼື ສະມາຊິກລູກເຮືອຄົນອື່ນ ໆ ໃນການ ພົວພັນຂອງພວກກຽວກັບສາມ ແລະ ເຈົ້າໜ້າທີ່ອື່ນ ໆ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ແລະ ເພື່ອຈຸດ ປະສົງອື່ນໆ ລັດຖະກອນກົງສູນມີສິດໃຫ້ການຊ່ວຍເຫຼືອດ້ານກົດໝາຍ, ມີສິດຊອກຫາໝາຍພາສາ ຫຼື ບຸກຄົນອື່ນ ໆ ໃຫ້ແກ່ພວກກຽວ ;
- ຊ.) ເອົາທຸກມາດຕະການທີ່ເປັນປະໂຫຍດ ເພື່ອປົກປັກຮັກສາກົດລະບຽບ ແລະ ຄວາມເປັນລະບຽບ ຮຽບຮຽງ ຢູ່ເທິງກຳປັ້ນ ;

ຍ.) ປະຕິບັດທຸກການກະທຳ ທີ່ບັງໄວ້ໃນກົດໝາຍຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ກຽວກັບການເດີນເຮືອທາງ  
ທະເລ ໂດຍມີເງື່ອນໄຂທີ່ວ່າ ການປະຕິບັດການດັ່ງກ່າວ ຕ້ອງບໍ່ຂັດກັບກົດໝາຍ ແລະ  
ລະບຽບການຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.

ມາດ ຕາ 48

1- / ບັນດາສານ ແລະ ເຈົ້າໜ້າທີ່ທຸກຮູບຂອງອື່ນ ໆ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ສາມາດປະຕິບັດ  
ໜ້າທີ່ຂອງຕົນໄດ້ ກໍຕໍ່ເມື່ອມີການກະທຳຜິດກົດໝາຍ ເກີດຂຶ້ນຢູ່ເທິງກຳປັ່ນ ຂອງລັດທີ່ສິ່ງ  
ໃນກໍລະນີດັ່ງຕໍ່ໄປນີ້ :

- ກ) ການກະທຳຜິດກົດໝາຍ ໂດຍແມ່ນບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ເປັນຜູ້ກະທຳ  
ຫລື ກະທຳຕໍ່ບຸກຄົນດັ່ງກ່າວ, ຫລື ໂດຍບຸກຄົນໃດບຸກຄົນໜຶ່ງ ທີ່ບໍ່ແມ່ນສະມາຊິກລູກເຮືອ  
ເປັນຜູ້ກະທຳ ຫລື ກະທຳຕໍ່ຜູ້ກຽວ ;
- ຂ) ການກະທຳຜິດກົດໝາຍ ທີ່ລົບກວນຄວາມສະຫງົບສຸກ ຫລື ຄວາມປອດໄພຂອງທ່າເຮືອ  
ຫລື ຂອງເຂດນານນ້ຳ ຫລື ລຳນ້ຳ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ;
- ຄ) ການກະທຳຜິດກົດໝາຍ ແລະ ຕໍ່ລະບຽບການຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ກຽວກັບ: ສາທາ  
ລະນະສຸກ, ການກູ້ເອົາຊີວິດຄົນຢູ່ທາງທະເລ, ການເຂົ້າເມືອງ, ກິດລະບຽບພາສີອາກອນ,  
ການສ້າງຄວາມເປັນໄປຂອງໃສທະເລ ຫລື ການຄາຢາເສບຕິດຢ່າງຜິດກົດໝາຍ ;
- ງ) ການກະທຳຜິດກົດໝາຍ ເຊິ່ງຕາມກົດໝາຍຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ອາດຖືກໂທດຈຳກັດອິດສະ  
ລະພາບຢ່າງນອຍຫາປີ ຫລື ໂທດໜັກກວ່ານັ້ນ.

2- / ບັນດາສານ ແລະ ເຈົ້າໜ້າທີ່ທຸກຮູບຂອງອື່ນ ໆ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ສາມາດປະຕິບັດອຳນາດ  
ຂອງຕົນ ຢູ່ເທິງກຳປັ່ນຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ດ້ວຍການເຕັມດີອະນຸຍາດ ຫລື ການຮອງຂໍຂອງລັດຖະກອນ  
ກົງສຸນ.

ມາດ ຕາ 49

1- / ໃນກໍລະນີທີ່ສານ ຫລື ເຈົ້າໜ້າທີ່ທຸກຮູບຂອງອື່ນ ໆ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ມີຈຸດປະສົງທຳການ  
ຈັບກຸມ, ລຸມຂັງຫົວໜ້າກຳປັ່ນ, ສະມາຊິກລູກເຮືອຜູ້ໃດຜູ້ໜຶ່ງ, ຄົນໂດຍສານຜູ້ໃດຜູ້ໜຶ່ງ ຂອງ  
ກຳປັ່ນດັ່ງກ່າວ ຫລື ບຸກຄົນໃດບຸກຄົນໜຶ່ງ ທີ່ບໍ່ແມ່ນບຸກຄົນທີ່ຖືສັນຊາດ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຢູ່  
ເທິງກຳປັ່ນຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ຫລື ມີຈຸດປະສົງຈະຂັດເອົາສິ່ງຂອງ ທີ່ຢູ່ເທິງກຳປັ່ນ ຫລື ຈະທຳການ  
ສືບສວນທາງການຢູ່ເທິງກຳປັ່ນ, ເຈົ້າໜ້າທີ່ທຸກຮູບຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຈະແຈ້ງໃຫ້ລັດ  
ຖະກອນກົງສຸນຊາບ ໃນໄລຍະເວລາ ເຊິ່ງລັດຖະກອນກົງສຸນ ສາມາດໄປມີໜ້າຢູ່ເທິງ

ກຳປັ່ນນັ້ນ ກ່ອນການປະຕິບັດມາດຕະການດັ່ງກ່າວ, ຖ້າຫາກວ່າບໍ່ມີຄວາມສາມາດຈະແຈ້ງໃຫ້ຜູ້ກຽວຊາບກ່ອນລວງໜ້າ, ບັນດາເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຈະຕ້ອງແຈ້ງໃຫ້ຜູ້ກຽວຊາບໃນເວລາອັນໄວທີ່ສຸດ, ແຕ່ຢ່າງຊາບໃຫ້ກາຍເວລາທີ່ມາດຕະການດັ່ງກ່າວຖືກປະຕິບັດຢູ່. ເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຈະຕ້ອງອໍານວຍຄວາມສະດວກໃຫ້ແກ່ລັດຖະກອນກົງສຸມ ໃນການເຂົ້າຢ້ຽມຢາມບຸກຄົນທີ່ຖືກຈັບກຸມ ຫລື ຄຸມຂັງ, ກໍຄື ໃນການຕິດຕໍ່ກັບບຸກຄົນດັ່ງກ່າວ ແລະ ການເອົາມາດຕະການອັນເໝາະສົມ ແນໃສ່ບ່ອນກັ້ນຜົນປະໂຫຽດຂອງບຸກຄົນ ຫລື ຂອງກຳປັ່ນທີ່ກຽວຂອງ.

2-/ ບັນດາຂັ້ນຍັດຂອງ ວັກ 1 ແຫ່ງມາດຕານີ້ ບໍ່ມີຜົນປະຕິບັດຕໍ່ການກວດກາທຳມະດາ ເຊິ່ງປະຕິບັດໂດຍເຈົ້າໜ້າທີ່ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ກຽວກັບໜັງສືຜູ້ແນວ, ພາສີ, ສາທາລະນະສຸກ, ການສ້າງຄວາມເປັນໄປໃສ່ທະເລ ແລະ ການຊ່ວຍຊຸມເອົາຊີວິດມະນຸດຢູ່ກາງທະເລ ຫລື ກຽວກັບທຸກມາດຕະການອື່ນ ໆ ທີ່ຖືກປະຕິບັດໂດຍການຮອງຂໍ ຫລື ໂດຍການເຫັນດີເຫັນພອມຂອງຫົວໜ້າກຳປັ່ນ.

ມາດ ຕາ 50

ໃນກໍລະນີທີ່ສະມາຊິກຄູກຮ້ອຍໃດໜຶ່ງ ທີ່ບໍ່ແມ່ນຜູ້ທີ່ສູນຊາດຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ອອກຈາກກຳປັ່ນຂອງລັດທີ່ສັງ ທີ່ຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ໂດຍບໍ່ໄດ້ຮັບອະນຸຍາດຈາກຫົວໜ້າກຳປັ່ນ, ບັນດາເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ໂດຍການຮອງຂໍຂອງລັດຖະກອນກົງສຸມ, ຈະໃຫ້ການຊ່ວຍເຫລືອ ໃນການຊອກຫາບຸກຄົນດັ່ງກ່າວ.

ມາດ ຕາ 51

ລັດຖະກອນກົງສຸມ ມີສິດຂຶ້ນໄປເທິງກຳປັ່ນທຸກລຳ ທີ່ຈະເດີນທາງໄປທີ່ທ່າເຮືອຂອງລັດທີ່ສັງ ເພື່ອເກັບກຳຂໍ້ມູນ ເພື່ອຊ່ວຍຊຸມໄດ້ອອກເອກະສານ ຫລື ເອົາເອກະສານທີ່ກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການຂອງລັດທີ່ສັງຮຽກຮອງ ເພື່ອກຳປັ່ນຈະເຂົ້າໄປໃນທ່າເຮືອຂອງລັດນັ້ນ, ເພື່ອສົ່ງຂໍ້ມູນຕ່າງ ໆ ທີ່ເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງ ຂອງລັດທີ່ສັງຫາກຕ້ອງການ.

ມາດ ຕາ 52

1-/ ຖ້າກຳປັ່ນຂອງລັດທີ່ສັງ ຫລື ມີຄວາມສ່ຽງຫາຍ ເປ່ເພ, ຄ່າງພິມ, ຖືກຕົກເຂົ້າຝັ່ງ ຫລື ໄດ້ຮັບຄວາມສ່ຽງຫາຍອື່ນ ໆ ຢູ່ໃນເມັດນານນ້ຳ ຫລື ລຳນ້ຳຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງຂອງລັດນັ້ນ ຕ້ອງແຈ້ງໃຫ້ລັດຖະກອນກົງສຸມຂອງລັດທີ່ສັງ ໃນທັນທີ.

- 2-/ ໃນກໍລະນີທີ່ໄດ້ກ່າວໄວ້ໃນ ວັກ 1 ແຫ່ງມາດຕານີ, ເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຈະເອົາບັນດາມາດຕະການອັນຈໍາເປັນ ເພື່ອຈັດຕັ້ງການຊ່ວຍກູ ແລະ ການປ່ອງກັນກໍາປັ້ນ, ຜູ້ໂດຍສານ, ລູກເຮືອ, ເຄື່ອງປະກອບຂອງກໍາປັ້ນ, ເຄື່ອງຂອງບັນທຸກໃນກໍາປັ້ນ, ເຄື່ອງບໍລິໂພກ ແລະ ສິ່ງຂອງອື່ນ ໆ ທີ່ຢູ່ໃນກໍາປັ້ນ ແລະ ດັ່ງດຽວກັນນັ້ນ ເພື່ອຫລີກເວັ້ນບໍ່ໃຫ້ມີການແຕະຕອງເຖິງກໍາປັ້ນສິດ ແລະ ຫລີກເວັ້ນຄວາມບໍ່ເປັນລະບຽບເທິງກໍາປັ້ນ ກໍຄືເພື່ອກໍາຈັດບັນດາເຫດການດັ່ງກ່າວ. ບັນດາມາດຕະການດັ່ງກ່າວນີ້ ຕ້ອງມີຂັ້ນຕັ້ງດຽວກັນ ຕໍ່ສິ່ງຂອງທີ່ເປັນສ່ວນຂອງກໍາປັ້ນ ຫລື ເປັນສ່ວນຂອງເຄື່ອງບັນທຸກໃນກໍາປັ້ນ ທີ່ຖືກຕົກອອກຈາກກໍາປັ້ນ. ເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງແຈ້ງໃຫ້ລັດຖະກອນກົງສູນຮູ ເຖິງບັນດາມາດຕະການຕ່າງ ໆ ທີ່ຕົນໄດ້ປະຕິບັດໄປແລ້ວ. ເຈົ້າໜ້າທີ່ດັ່ງກ່າວ ຈະຕ້ອງໃຫ້ການຊ່ວຍເຫລືອແກ້ລັດຖະກອນກົງສູນ ເພື່ອໃຫ້ຜູ້ກຽວສາມາດເອົາທຸກມາດຕະການທີ່ຄວນເອົາ ໃນກໍລະນີມີການເປ່ເປໄພ, ການຄາງຜັນ ຫລື ການຫລົ່ມຂອງກໍາປັ້ນ. ລັດຖະກອນກົງສູນ ມີສິດຮອງຊ່ວຍເຫລືອເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ເພື່ອໃຫ້ພວກກຽວເອົາ ແລະ ສືບຕໍ່ປະຕິບັດມາດຕະການອັນຈໍາເປັນ ເພື່ອການຊ່ວຍກູ ແລະ ການປ່ອງກັນເອົາກໍາປັ້ນ, ລູກເຮືອ, ຄົນໂດຍສານ, ເຄື່ອງປະກອບຂອງກໍາປັ້ນ, ເຄື່ອງຂອງທີ່ກໍາປັ້ນບັນທຸກ, ເຄື່ອງບໍລິໂພກ ແລະ ສິ່ງຂອງອື່ນ ໆ ທີ່ຢູ່ໃນກໍາປັ້ນ. ບັນດາມາດຕະການດັ່ງກ່າວນີ້ ຖືກເອົາໂດຍການຮວມມືກັບຫົວໜ້າກໍາປັ້ນ.
- 3-/ ເມື່ອກໍາປັ້ນຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ທີ່ຖືກເປ່ເປໄພ, ເຄື່ອງປະກອບຂອງກໍາປັ້ນ, ເຄື່ອງທີ່ກໍາປັ້ນບັນທຸກ, ເຄື່ອງບໍລິໂພກ ແລະ ສິ່ງຂອງອື່ນ ໆ ທີ່ຢູ່ໃນກໍາປັ້ນ ຫາກຖືກພົບເຫັນຢູ່ເທິງຝັ່ງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຫລື ຢູ່ໃນເຂດໃກ້ຄຽງ ຫລື ຖືກນໍາມາໃນທາງເຮືອຂອງລັດນີ້, ແລະ ທັງຫົວໜ້າກໍາປັ້ນ, ທັງຜູ້ຕາງໜ້າຂອງຜູ້ກຽວ, ທັງຜູ້ຕາງໜ້າຂອງອົງການປະກັນໄພ ບໍ່ມີໜ້າຢູ່ນັ້ນ ຫລື ບໍ່ສາມາດເອົາມາດຕະການ ເພື່ອແນໃສ່ປົກປັກຮັກສາ ຫລື ບໍລິຫານສິ່ງຂອງດັ່ງກ່າວນັ້ນ ລັດຖະກອນກົງສູນ ຍອມຖືກອະນຸຍາດໃຫ້ເອົາບັນດາມາດຕະການຕ່າງ ໆ ໄດ້ໃນທຸກມະຕິເປັນຜູ້ຕາງໜ້າຂອງເຈົ້າຂອງກໍາປັ້ນ ເຫມືອນດັ່ງທີ່ເຈົ້າຂອງກໍາປັ້ນອາດເອົາເອງ ຖ້າວາຜູ້ກຽວຫາກມີໜ້າຢູ່ນັ້ນ.
- 4-/ ດັ່ງດຽວກັນນັ້ນ ລັດຖະກອນກົງສູນ ມີສິດເອົາບັນດາມາດຕະການ ດັ່ງທີ່ໄດ້ບົ່ງໄວ້ໃນ ວັກ 3 ແຫ່ງມາດຕານີ, ກຽວກັບທຸກສິ່ງຂອງທີ່ເປັນຂອງບຸກຄົນທີ່ຖືສິນຊາດຂອງລັດທີ່ສິ່ງ ແລະ ທີ່ມາຈາກກໍາປັ້ນ, ຈາກເຄື່ອງຂອງບັນທຸກໃນກໍາປັ້ນ, ຈະແນມສິນຊາດໃດກໍຕາມ, ທີ່ຖືກນໍາມາຍັງທາກໍາປັ້ນ ຫລື ຖືກພົບເຫັນຢູ່ເທິງຝັ່ງ ຫລື ຢູ່ໃນເຂດໃກ້ຄຽງຂອງຝັ່ງນັ້ນ ຫລື ຢູ່ເທິງກໍາປັ້ນທີ່ໄດ້ຮັບການເປ່ເປໄພ, ຄາງຜັນ ຫລື ຫລົ່ມ. ບັນດາເຈົ້າໜ້າທີ່ກຽວຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕ້ອງແຈ້ງໃຫ້ລັດຖະກອນກົງສູນຮູ ຢ່າງບໍ່ມີການຊັກຊ້າ ກຽວກັບສິ່ງຂອງດັ່ງກ່າວທີ່ມີຢູ່.
- 5-/ ລັດຖະກອນກົງສູນ ມີສິດເອົາຮ່ວມໃນການສືບສວນທີ່ມີຂັ້ນ ເພື່ອຊອກຫາສໍາເຫດຂອງການເປ່ເປໄພ, ການຄາງຜັນແລະ ການຫລົ່ມ ຂອງກໍາປັ້ນ.

- 6-/ ໂດຍຕອບສະຫນອງຄຳຮ້ອງຂໍຂອງລັດຖະກອນກົງສຸນ ເຈົ້າໜ້າທີ່ທຽວຂອງຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ໃຫ້ການຊ່ວຍເຫລືອອັນຈຳເປັນ ແກ້ລັດຖະກອນກົງສຸນ ເພື່ອໃຫ້ຜູ້ກຽວສາມາດເອົາມາດຕະການອັນຈຳເປັນ ທີ່ສືບເນື່ອງມາຈາກການປ່ຽນແປງຂອງກຳປັ່ນ.
- 7-/ ຈະບໍ່ມີການເກັບພາສີອາກອນ ຫລື ຄ່າທຳນຽມອື່ນ ໆ ໃນທຳນຽມດຽວກັນນີ້ ໃນດິນແດນຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຕໍ່ກຳປັ່ນທີ່ປ່ຽນແປງ, ຕໍ່ເຄື່ອງຂອງບັນທຸກ, ເຄື່ອງບໍລິໂພກ ໂດຍມີເງື່ອນໄຂວ່າ ສິ່ງຂອງດັ່ງກ່າວບໍ່ແມ່ນເອົາມາເພື່ອຊົມໃຊ້ຢູ່ໃນລັດນີ້.

ມາດ ຕາ 53

ຖ້າວາສະມາຊິກລຸກເຮືອຂອງກຳປັ່ນຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ຫາກຮຽນຊີວິດ ຫລື ຫາຍສາບສູນໄປຢູ່ໃນລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຢູ່ເທິງກຳປັ່ນ ຫລື ຢູ່ພື້ນດິນ ມີແຕ່ຫົວໜ້າກຳປັ່ນ ຫລື ຜູ້ວາຫນ້າທີ່ແທນ ກໍຄື ລັດຖະກອນກົງສຸນຂອງລັດທີ່ສົ່ງເທົ່ານັ້ນ ທີ່ມີສິດກວດກາສຳຫລວດສິ່ງຂອງ, ຂອງມີຄ່າ ແລະ ຊັບສິນອື່ນ ໆ ທີ່ຜູ້ເຮືອຊີວິດ ຫລື ຜູ້ຫາຍສາບສູນໄດ້ປະໄວ ແລະ ເອົາມາດຕະການອັນຈຳເປັນ ເພື່ອປົກປັກຮັກສາຊັບສິນດັ່ງກ່າວ ແລະ ເພື່ອນຳສິ່ງເພື່ອດຳເນີນການຈຳລະການສືບທອດມໍລະດົກນັ້ນຕໍ່ໄປ. ເຖິງແນວໃດກໍດີ ຖ້າຜູ້ເຮືອຊີວິດ ຫລື ຜູ້ຫາຍສາບສູນນັ້ນ ຫາກເປັນຜູ້ທີ່ຮັບຊາດຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຫົວໜ້າກຳປັ່ນ ຫລື ຜູ້ວາຫນ້າທີ່ແທນເຮັດບັນຊີສຳຫລວດເຄື່ອງຂອງ ໃນເວລາທີ່ມີການຢັ້ງຢືນເຖິງການເຮືອຊີວິດ ຫລື ການຫາຍສາບສູນ ແລວນຳສິ່ງສຳເນົາຂອງບັນຊີການສຳຫລວດສະບັບນຶ່ງ ໃຫ້ແກ່ເຈົ້າໜ້າທີ່ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ເຊິ່ງມີສິດເອົາທຸກມາດຕະການອັນຈຳເປັນ ເພື່ອປົກປັກຮັກສາຊັບສິນດັ່ງກ່າວ ແລະ ຖ້າມີຄວາມຕ້ອງການ, ກໍເພື່ອດຳເນີນການຈຳລະການສືບທອດມໍລະດົກ. ເຈົ້າໜ້າທີ່ດັ່ງກ່າວຈະແຈງກຽວກັບບັນດາມາດຕະການ ທີ່ຕົນໄດ້ປະຕິບັດໃຫ້ສຳນັກງານກົງສຸນ ຂອງລັດທີ່ສົ່ງຮຸນຳ.

ມາດ ຕາ 54

ບັນດາຂັ້ນຍັດແຫ່ງມາດຕາ 46-53 ຂອງຂໍ້ຕົກລົງສະບັບນີ້ ຈະມີຜົນປະຕິບັດໄດ້ຢ່າງເໝາະສົມຕໍ່ຍົນເຫຼາະຂອງລັດທີ່ສົ່ງ ຖ້າວາສັນຍາລະຫວ່າງອຸດ ກຽວກັບການຍົນທີ່ປະເທດໄປໂລຍ ແລະ ປະເທດລາວ ໄດ້ເອົັນກັນ ບໍ່ໄດ້ບົ່ງໄວຢ່າງອື່ນ.

ມາດ ຕາ 55

- 1-/ ຢູ່ໃນດິນແດນຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ສຳນັກງານກົງສຸນສາມາດເກັບຄ່າທຳນຽມ ແລະ ອາກອນ ຈາກການບໍລິການຮັບໃຊ້ທີ່ຕົນໄດ້ເຮັດ ໂດຍໃຫ້ສອດຄ່ອງກັບກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການຂອງລັດທີ່ສົ່ງ.

2- / ຈຳນວນເງິນທີ່ໄດ້ຮັບຈາກການບໍລິການຮັບໄຊ ດັ່ງທີ່ໂດກ່າວໄວ້ໃນ ລັກ 1 ແຫ່ງມາດຕາມີ  
ຈະໄດ້ຮັບການຍົກເວັ້ນຈາກທຸກການເສຍສ່ວຍ ແລະ ອາກອນຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ.

ຂໍ້ ທີ່ 47

ວ່າດ້ວຍບັນດາຂໍ້ບັນຍັດຫົວໄປ ແລະ ສຸດທ້າຍ

ມາດ ຕາ 56

ລັດຖະກອນກົງສຸນ ສາມາດປະຕິບັດທຸກໜ້າທີ່ການອື່ນ ໆ ທີ່ລັດທີ່ສົ່ງໄດ້ມອບໝາຍໃຫ້ຜູ້ກຽວ ແລະ  
ເຊິ່ງລະບຽບກົດໝາຍຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ບໍ່ຫາມ ຫລື ເຊິ່ງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ບໍ່ທຳການຄັດຄານ ຫລື  
ເຊິ່ງຖືກກຳນົດໄວ້ໃນສັນຍາລະຫວ່າງຊາດ ທີ່ຍັງມີຜົນບັງຄັບໄຊ ລະຫວ່າງສອງປະເທດ.

ມາດ ຕາ 57

- 1- / ທຸກ ໆ ບຸກຄົນທີ່ໄດ້ຮັບເອກະສິດ ແລະ ການອຸມັກັນຕາມຂໍ້ຕົກລົງສະບັບນີ້ ຈະຕ້ອງເຄົາລົບນັບ  
ຖືກົດໝາຍ ແລະ ບະບຽບການຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ, ໂດຍບໍ່ໃຫ້ມີການແຕະຕອງເຖິງເອກະສິດ  
ແລະ ການອຸມັກັນດັ່ງກ່າວຂອງພວກກຽວ.
- 2- / ບັນດາສະຖານທີ່ກົງສຸນ ຈະບໍ່ຖືກນຳໄຊ້ ໃນລັກສະນະທີ່ບໍ່ສອດຄ່ອງກັບການປະຕິບັດໜ້າທີ່ການ  
ກົງສຸນ.

ມາດ ຕາ 58

- 1- / ບັນດາຂໍ້ບັນຍັດຂອງຂໍ້ຕົກລົງສະບັບນີ້ ໃຫ້ນຳໄປໄຊ້ໄດ້ເຊິ່ງນັດຮວກັນ ໃນກໍລະນີທີ່ໜ້າທີ່ການ  
ກົງສຸນຫາກຖືກປະຕິບັດໂດຍສະຖານທູດ.
- 2- / ໃຫ້ແຈ້ງລາຍຊື່ແລະນາມສະກຸນ ຂອງບັນດາສະມາຊິກສະຖານທູດ ທີ່ປະຈຳຢູ່ພະແນກກົງສຸນ ຂອງ  
ສະຖານທູດ ຫລື ທີ່ຖືກມອບໝາຍດ້ວຍວິທີອື່ນໃຫ້ປະຕິບັດວຽກງານ ກົງສຸນຂອງສະຖານທູດ ໄປ  
ຍັງກະຊວງການຕ່າງປະເທດ ຂອງລັດທີ່ເປັນທີ່ຕັ້ງ ຫລື ໄປຍັງເຈົ້າໜ້າທີ່ ທີ່ຖືກແຕ່ງຕັ້ງຈາກ  
ກະຊວງດັ່ງກ່າວ.
- 3- / ບັນດາສະມາຊິກສະຖານທູດ ທີ່ໂດກ່າວໄວ້ໃນ ວັກ 2 ແຫ່ງມາດຕານີ້ ຈະສືບຕໍ່ໄດ້ຮັບເອກະສິດ  
ແລະ ການອຸມັກັນຕ່າງ ໆ ທີ່ພວກກຽວໄດ້ຮັບຕາມທຳມະນູນການທູດຂອງຕົນ.



ມາດ ຕາ 59

- 1-/ ຂໍ້ຕົກລົງສະບັບນີ້ ຈະຕ້ອງໄດ້ຮັບສັດຕະຍະບັນ ແລະ ຈະມີຜົນບັງຄັບໃຊ້ນັບແຕ່ສາມສິບວັນ ຫຼັງຈາກວັນທີ່ໄດ້ທຳການແລກປ່ຽນເອກະສານໃຫ້ສັດຕະຍະບັນ ທີ່ຈະມີຂນທີ່ ມະຄອນ ວາກໂຊວີ.
- 2-/ ຂໍ້ຕົກລົງສະບັບນີ້ ຈະມີຜົນບັງຄັບໃຊ້ໂດຍບໍ່ມີກຳນົດເວລາ, ອຸສຸນຍາຝ່າຍໃດຝ່າຍໜຶ່ງ ສາມາດແຈງການຍົກເລີກຂໍ້ຕົກລົງສະບັບນີ້ ເປັນລາຍລັກອັກສອນໃຫ້ອີກຝ່າຍໜຶ່ງ. ໃນກໍລະນີດັ່ງກ່າວ, ຂໍ້ຕົກລົງສະບັບນີ້ ຈະຫມົດຜົນບັງຄັບໃຊ້ ໃນໄລຍະຫົກເດືອນ ຫຼັງຈາກວັນທີ່ໄດ້ທຳການແຈງການຍົກເລີກ.

ເຮັດທີ່ ມະຄອນວຽງຈັນ ວັນທີ 23 ພະຈິກ 1983  
 ເປັນສອງຕົ້ນສະບັບແຕ່ລະສະບັບເປັນພາສາໂປໂລຍ, ພາສາລາວ ແລະ ພາສາຝະລັ່ງ  
 ທັງສາມພາສາ ມີຜົນເຊື່ອຖືໄດ້ເທົ່າທຽມກັນ. ໃນກໍລະນີທີ່ມີຄວາມຫມາຍແຕກຕ່າງກັນ  
 ໃຫ້ເອົາສະບັບພາສາຝະລັ່ງ ໃຊ້ເພື່ອສົມທຽບ.

ເພື່ອເປັນຫຼັກຖານຢັ້ງຢືນ ບັນດາຜູ້ມີອຳນາດເຕັມຂອງອຸສຸນຍາ ໄດ້ພ້ອມກັນ  
 ລົງລາຍເຊັນ ແລະ ປະທັບຕາ ໃສ່ໃນຂໍ້ຕົກລົງສະບັບນີ້.

ຕາງໜ້າ  
 ສະພາແຫ່ງລັດແຫ່ງສາທາລະນະລັດ  
 ປະຊາຊົນໂປໂລຍ

ຕາງໜ້າ  
 ປະທານປະເທດແຫ່ງສາທາລະນະລັດ  
 ປະຊາທິປະໄຕປະຊາຊົນລາວ

[ POLISH TEXT – TEXTE POLONAIS ]

KONWENCJA KONSULARNA  
między Polską Rzeczpospolitą Ludową  
a Laotańską Republiką Ludowo-Demokratyczną

Rada Państwa Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej  
i Prezydent Laotańskiej Republiki Ludowo-Demokratycznej,

kierując się pragnieniem uregulowania i rozwijania  
stosunków konsularnych między obydwoimi Państwami w duchu  
przyjaźni i współpracy,

postanowiły zawrzeć Konwencję konsularną i w tym celu  
wyzaczyły Pełnomocników:

Rada Państwa Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej,

Stefana OLSZOWSKIEGO

Ministra Spraw Zagranicznych,

Prezydent Laotańskiej Republiki Ludowo-Demokratycznej,

Sely VONGKHAMSAO

Wiceprezesa Rady Ministrów,  
reprezentującego Ministra Spraw Zagranicznych,

którzy po wymianie swych pełnomocnictw, uznanych  
za dobre i sporządzone w należytej formie, zgodzili się  
na następujące postanowienia:

CZĘŚĆ I

DEFINICJE

Artykuł I

1. Dla celów niniejszej Konwencji następujące wyrażenia mają niżej określone znaczenie:

a/ "urząd konsularny" oznacza każdy konsulat generalny, konsulat, wicekonsulat i agencję konsularną;

b/ "okręg konsularny" oznacza terytorium wyznaczone urzędowi konsularnemu do wykonywania funkcji konsularnych;

c/ "kierownik urzędu konsularnego" oznacza osobę powołaną do działania w tym charakterze;

d/ "urzędnik konsularny" oznacza każdą osobę, łącznie z kierownikiem urzędu konsularnego, powołaną w tym charakterze do wykonywania funkcji konsularnych;

e/ "pracownik konsularny" oznacza każdą osobę wykonującą czynności administracyjne lub techniczne oraz osobę zatrudnioną w służbie domowej urzędu konsularnego;

f/ "członkowie urzędu konsularnego" oznacza urzędników konsularnych i pracowników konsularnych;

g/ "członkowie personelu konsularnego" oznacza urzędników konsularnych, poza kierownikiem urzędu konsularnego i pracowników konsularnych;

h/ "członek personelu prywatnego" oznacza osobę zatrudnioną wyłącznie w służbie prywatnej członka urzędu konsularnego;

i/ "członek rodziny" oznacza małżonka członka urzędu konsularnego, jego dzieci i rodziców, a także dzieci i rodziców jego małżonka, pod warunkiem, że pozostają oni z nim we wspólnocie domowej i są na utrzymaniu członka urzędu konsularnego;

j/ "pomieszczenia konsularne" oznacza budynki lub części budynków i tereny przyległe do nich, niezależnie od tego, czyją są własnością, używane wyłącznie do celów urzędu konsularnego, włącznie z rezydencją kierownika urzędu konsularnego;

k/ "archiwa konsularne" oznacza wszystkie pisma, dokumenty, korespondencję, książki, filmy, taśmy magnetofonowe i rejestry urzędu konsularnego oraz szyfry i kody, kartoteki, jak również meble przeznaczone do ich zabezpieczania i przechowywania;

l/ "korespondencja urzędowa" oznacza wszelką korespondencję odnoszącą się do urzędu konsularnego i jego funkcji;

m/ "statek Państwa wysyłającego" oznacza każdą jednostkę pływającą, upoważnioną do podnoszenia bandery Państwa wysyłającego i zarejestrowaną w tym Państwie, z wyjątkiem okrętów wojennych;

- n/ "statek powietrzny Państwa wysyłającego" oznacza każdą jednostkę latającą, zarejestrowaną w Państwie wysyłającym i uprawnioną do używania oznaki przynależności państwowej tego Państwa, z wyjątkiem wojskowej jednostki latającej.

2. Postanowienia niniejszej Konwencji dotyczące obywateli Państwa wysyłającego mają odpowiednie zastosowanie również do osób prawnych, włącznie ze spółkami handlowymi, które ustanowione są zgodnie z ustawami i innymi przepisami Państwa wysyłającego i mają siedzibę na terytorium jednej z Wysokich Umawiających się Stron.

## CZĘŚĆ II

### USTANAWIANIE URZĘDÓW KONSULARNYCH ORAZ MIANOWANIE URZĘDNIKÓW KONSULARNYCH

#### Artykuł 2

1. Urząd konsularny może być ustanowiony na terytorium Państwa przyjmującego jedynie za zgodą tego Państwa.

2. Siedziba urzędu konsularnego, jego klasa i okręg konsularny są ustalane przez Państwo wysyłające i podlegają aprobachie Państwa przyjmującego.

3. Późniejsze zmiany siedziby urzędu konsularnego, jego klasy i okręgu konsularnego mogą być dokonywane przez Państwo wysyłające jedynie za zgodą Państwa przyjmującego.

### Artykuł 3

1. Kierownik urzędu konsularnego będzie dopuszczony do wykonywania swych funkcji po przedłożeniu listu komisyjnego lub podobnego dokumentu i po udzieleniu "exequatur" przez Państwo przyjmujące.

2. Państwo wysyłające przekazuje list komisyjny lub podobny dokument ministerstwu spraw zagranicznych Państwa przyjmującego w drodze dyplomatycznej.

3. List komisyjny lub podobny dokument zawiera imiona, nazwisko i stopień kierownika urzędu konsularnego, jak również określenie okręgu konsularnego i siedziby urzędu konsularnego.

4. Do czasu udzielenia "exequatur", kierownik urzędu konsularnego może być tymczasowo dopuszczony do wykonywania swych funkcji. W takim przypadku mają do niego zastosowanie postanowienia niniejszej Konwencji.

### Artykuł 4

Państwo przyjmujące może w każdej chwili, bez obowiązku uzasadniania swojej decyzji, powiadomić w drodze dyplomatycznej Państwo wysyłające o tym, że "exequatur" udzielone kierownikowi urzędu konsularnego zostało cofnięte albo, że urzędnik konsularny został uznany za persona non grata lub, że jakkolwiek inny członek personelu konsularnego jest osobą niepożądaną. W tym przypadku Państwo wysyłające, albo odwoła taką osobę albo położy kres jej funkcjom w urzędzie konsularnym. Jeżeli Państwo wysyłające nie wypełni w rozsądnym terminie swych obowiązków, Państwo przyjmujące może odpowiednio do przypadku albo cofnąć "exequatur" danej osobie, albo przestać ją uważać za członka personelu konsularnego.

### Artykuł 5

1. Jeżeli kierownik urzędu konsularnego nie może wykonywać swych funkcji z jakichkolwiek przyczyn lub jeżeli jego stanowisko nie jest obsadzone, Państwo wysyłające może wyznaczyć, do pełnienia funkcji tymczasowego kierownika urzędu konsularnego, urzędnika konsularnego jednego ze swych urzędów konsularnych w Państwie przyjmującym, albo członka personelu dyplomatycznego swego przedstawicielstwa dyplomatycznego w tym Państwie; nazwisko tej osoby będzie uprzednio notyfikowane ministerstwu spraw zagranicznych Państwa przyjmującego.

2. Tymczasowemu kierownikowi urzędu konsularnego przysługują te same ułatwienia, przywileje i immunitety, z jakich korzysta kierownik urzędu konsularnego zgodnie z niniejszą Konwencją.

3. W razie powierzenia funkcji konsularnych, w myśl ustępu 1 jednemu z członków personelu dyplomatycznego przedstawicielstwa dyplomatycznego Państwa wysyłającego, korzysta on nadal z przysługujących mu przywilejów i immunitetów dyplomatycznych.

#### Artykuł 6

Z chwilą, gdy kierownik urzędu konsularnego zostanie dopuszczony, choćby tymczasowo, do wykonywania swych funkcji, Państwo przyjmujące niezwłocznie zawiadomi o tym właściwe organy okręgu konsularnego i zapewni zastosowanie odpowiednich środków, aby umożliwić mu wykonywanie funkcji urzędowych oraz korzystanie z postanowień niniejszej Konwencji.

#### Artykuł 7

1. Urzędnikiem konsularnym może być tylko osoba posiadająca wyłącznie obywatelstwo Państwa wysyłającego i nie mająca w Państwie przyjmującym miejsca stałego pobytu.

2. Urzędnicy konsularni nie mogą wykonywać w Państwie przyjmującym żadnej działalności zawodowej lub handlowej o charakterze zarobkowym, poza swoimi funkcjami urzędowymi.

#### Artykuł 8

Państwo wysyłające będzie notyfikowało ministerstwu spraw zagranicznych Państwa przyjmującego:

a/ nominacje członków urzędu konsularnego, ich przybycie do urzędu konsularnego po mianowaniu, ich ostateczny wyjazd lub zakończenie funkcji oraz wszystkie dalsze zmiany mające wpływ na ich status, które mogą powstać w czasie ich zatrudnienia w urzędzie konsularnym;

b/ przybycie i ostateczny wyjazd członka rodziny oraz to, że jakaś osoba staje się lub przestaje być członkiem rodziny;

c/ przybycie i ostateczny wyjazd członków personelu prywatnego oraz zakończenie ich służby;

d/ zatrudnienie i zwolnienie osób, mających miejsce stałego pobytu w Państwie przyjmującym, jako pracowników konsularnych lub członków personelu prywatnego.

#### Artykuł 9

1. Właściwe organy Państwa przyjmującego wydają bezpłatnie każdemu urzędnikowi konsularnemu dokument, stwierdzający jego tożsamość i stanowisko.

2. Postanowienia ustępu 1 stosuje się także do pracowników konsularnych i członków personelu prywatnego pod warunkiem, że osoby te nie są obywatelami Państwa przyjmującego, ani nie posiadają w tym Państwie miejsca stałego pobytu.

3. Postanowienia ustępów 1 i 2 stosuje się odpowiednio do członków rodzin.

#### CZĘŚĆ III

#### UŁATWIENIA, PRZYWILEJE I IMMUNITETY

#### Artykuł 10

1. Państwo przyjmujące udzieli urzędowi konsularnemu wszelkich ułatwień w wykonywaniu jego funkcji i zastosuje odpowiednie środki w tym celu, aby członkowie urzędu konsularnego mogli wykonywać swą działalność urzędową oraz korzystać z przywilejów i immunitetów przewidzianych w niniejszej Konwencji.

2. Państwo przyjmujące będzie traktowało urzędników konsularnych z należnym szacunkiem i zastosuje wszelkie odpowiednie środki dla zapobieżenia jakiegokolwiek zamachowi na ich osoby, wolność lub godność.

#### Artykuł 11

1. Godło Państwa wysyłającego wraz z odpowiednim napisem w języku Państwa wysyłającego i języku Państwa przyjmującego, oznaczającym urząd konsularny, może być umieszczone w budynku, w którym mieści się urząd konsularny i na rezydencji kierownika tego urzędu.

2. Flaga Państwa wysyłającego może być wywieszona na budynku, w którym mieści się urząd konsularny, na rezydencji kierownika urzędu konsularnego, a także na jego środkach transportu w czasie, gdy są używane do celów urzędowych.

#### Artykuł 12

Państwo przyjmujące ułatwi Państwu wysyłającemu, zgodnie ze swoimi ustawami i innymi przepisami, uzyskanie pomieszczeń niezbędnych dla urzędu konsularnego, a w razie potrzeby również odpowiednich mieszkań dla członków urzędu konsularnego.

#### Artykuł 13

1. Państwo wysyłające ma prawo, na warunkach przewidzianych przez ustawy i inne przepisy Państwa przyjmującego:

a/ nabywać na własność, posiadać lub użytkować tereny, budynki lub części budynków, z przeznaczeniem na siedzibę urzędu konsularnego, na rezydencję kierownika urzędu konsularnego lub na mieszkania innych członków urzędu konsularnego;

b/ budować lub przystosowywać dla tych samych celów budynki na nabytych terenach;

c/ przenosić prawa własności terenów, budynków lub części budynków w ten sposób nabytych lub zbudowanych.

2. Postanowienia ustępu 1 nie zwalniają Państwa wysyłającego od obowiązku stosowania się do przepisów i ograniczeń w zakresie prawa budowlanego, urbanistyki i ochrony zabytków, mających zastosowanie na obszarze, na którym znajdują się lub będą znajdować wymienione tereny, budynki lub ich części.



#### Artykuł 14

1. Pomieszczenia konsularne oraz mieszkania urzędników konsularnych są nietykalne. Organy Państwa przyjmującego nie mogą do nich wkraczać bez zgody kierownika urzędu konsularnego, kierownika przedstawicielstwa dyplomatycznego Państwa wysyłającego w Państwie przyjmującym, albo osoby wyznaczonej przez jednego z nich.

2. Państwo przyjmujące ma szczególny obowiązek przedsięwzięcia wszelkich stosownych środków dla ochrony pomieszczeń konsularnych przed jakimkolwiek wtargnięciem lub szkodą oraz dla zapobieżenia jakiegokolwiek zakłóceniu spokoju urzędu konsularnego lub uchybieniu jego godności.

#### Artykuł 15

Pomieszczenia konsularne, ich urządzenia, mienie urzędu konsularnego i jego środki transportu nie podlegają żadnej formie rekwizycji dla celów obrony narodowej lub użyteczności publicznej.

#### Artykuł 16

1. Pomieszczenia konsularne, a także mieszkania członków urzędu konsularnego, których właścicielem lub najemcą jest Państwo wysyłające, są wolne od wszelkich państwowych, terenowych lub komunalnych podatków i opłat, z wyjątkiem opłat pobieranych za świadczenie usług.

2. Zwolnień wymienionych w ustępie 1 nie stosuje się do podatków i opłat ciążących na podstawie ustaw i innych przepisów Państwa przyjmującego na osobie, która zawarła umowę z Państwem wysyłającym.

3. Postanowienia ustępów 1 i 2 stosuje się również do środków transportu będących własnością Państwa wysyłającego i przeznaczonych dla celów urzędu konsularnego.

#### Artykuł 17

Archiwa konsularne są nietykalne w każdym czasie i niezależnie od tego, gdzie się znajdują.

## Artykuł 18

1. Państwo przyjmujące dopuszcza i ochrania swobodę porozumienia się urzędu konsularnego dla wszelkich celów urzędowych. Przy porozumiewaniu się z rządem, przedstawicielstwami dyplomatycznymi oraz innymi urzędami konsularnymi Państwa wysyłającego, bez względu na to, gdzie się znajdują, urząd konsularny może używać wszelkich odpowiednich środków łączności włącznie z kurierami dyplomatycznymi lub konsularnymi, pocztą dyplomatyczną lub konsularną, jak również korespondencją sporządzoną kodem lub szyfrem. Urząd konsularny może zainstalować nadajnik radiowy i używać go jedynie za zgodą Państwa przyjmującego.

2. Korespondencja urzędowa urzędu konsularnego jest nietykalna.

3. Poczta konsularna powinna posiadać widoczne zewnętrzne oznaczenia jego charakteru i może zawierać jedynie korespondencję urzędową, jak również dokumenty i przedmioty przeznaczone wyłącznie do użytku urzędowego.

4. Poczta konsularna nie podlega otwarciu, ani zatrzymaniu.

5. Kurier konsularny powinien być zaopatrzony w urzędowy dokument stwierdzający jego status i określający liczbę paczek, stanowiących pocztę konsularną. Kurierem konsularnym może być tylko obywatel Państwa wysyłającego nie posiadający miejsca stałego pobytu w Państwie przyjmującym. Przy wykonywaniu swoich funkcji, kurier konsularny znajduje się pod ochroną Państwa przyjmującego i korzysta z nietykalności osobistej oraz nie podlega zatrzymaniu, aresztowaniu ani ograniczeniu wolności osobistej w jakiegokolwiek innej formie.

6. Poczta konsularna może być powierzona kapitanowi statku lub statku powietrznego. Kapitan będzie zaopatrzony w urzędowy dokument, określający liczbę paczek stanowiących pocztę konsularną; jednakże nie będzie on uważany za kuriera konsularnego. Urzędnik konsularny może swobodnie odebrać pocztę konsularną bezpośrednio od kapitana statku lub statku powietrznego i przekazać mu taką pocztę w ten sam sposób.

Artykuł 19

1. Urzędnicy konsularni nie podlegają jurysdykcji karnej, cywilnej i administracyjnej Państwa przyjmującego. Korzystają oni z nietykalności osobistej i w związku z tym nie podlegają zatrzymaniu, aresztowaniu ani ograniczeniu wolności osobistej w jakiegokolwiek innej formie.

2. Pracownicy konsularni nie podlegają jurysdykcji karnej, cywilnej i administracyjnej Państwa przyjmującego w odniesieniu do czynności dokonanych w zakresie ich obowiązków urzędowych. Nie podlegają oni zatrzymywaniu, aresztowaniu lub ograniczeniu wolności osobistej z wyjątkiem popełnienia przestępstwa, które według prawa Państwa przyjmującego zagrożone jest karą pozbawienia wolności na czas nie krótszy od lat trzech albo karą surowszą bądź w wykonaniu prawomocnego wyroku za tego rodzaju przestępstwo.

3. W razie wszczęcia postępowania karnego przeciwko pracownikowi konsularnemu bądź w razie jego zatrzymania, aresztowania lub ograniczenia wolności osobistej w jakiegokolwiek innej formie, właściwe organy Państwa przyjmującego powiadomią niezwłocznie kierownika urzędu konsularnego.

4. W razie wszczęcia postępowania karnego przeciwko pracownikowi konsularnemu będzie ono prowadzone z należnymi względami oraz w sposób, który możliwie najmniej utrudniałby wykonywanie obowiązków urzędowych.

5. Postanowień ustępów 1 i 2 nie stosuje się do spraw cywilnych;

a/ wynikłych z zawarcia przez członka urzędu konsularnego umowy, w której nie występował on wyraźnie lub w sposób dorozumiany jako przedstawiciel Państwa wysyłającego;

b/ wytoczonych na skutek szkody powstałej w wyniku wypadku w Państwie przyjmującym, spowodowanego przez pojazd, statek lub statek powietrzny;

c/ dotyczących spadków, w których członek urzędu konsularnego występuje jako spadkobierca, zapisobierca, wykonawca testamentu, zarządca lub kurator spadku w charakterze osoby prywatnej, a nie jako przedstawiciel Państwa wysyłającego.

## Artykuł 20

1. Członkowie urzędu konsularnego mogą być wzywani do składania zeznań w charakterze świadków przed sądami i innymi właściwymi organami Państwa przyjmującego. Jeżeli urzędnik konsularny odmawia stawienia się lub złożenia zeznań, nie można wobec niego stosować żadnego środka przymusu ani sankcji. Pracownicy konsularni nie mogą odmówić złożenia zeznań z wyjątkiem przypadków określonych w ustępie 3.

2. Organ Państwa przyjmującego, wzywający członka urzędu konsularnego do złożenia zeznań, nie powinien utrudniać wykonywania jego obowiązków urzędowych. Może odebrać takie zeznanie od członka urzędu konsularnego w urzędzie konsularnym, rezydencji lub jego mieszkaniu.

3. Członkowie urzędu konsularnego nie są obowiązani do składania zeznań co do faktów związanych z wykonywaniem swych obowiązków urzędowych ani do przedkładania urzędowej korespondencji lub innych dokumentów z archiwów konsularnych. Postanowienie to ma również zastosowanie do członków rodzin członków urzędu konsularnego w odniesieniu do faktów związanych z działalnością urzędu konsularnego.

4. Członkowie urzędu konsularnego nie są obowiązani do udzielania opinii jako rzeczoznawcy prawa Państwa wysyłającego.

## Artykuł 21

1. Państwo wysyłające może zrzec się przywilejów i immunitetów określonych w artykułach 19 i 20. To zrzeczenie się będzie zawsze wyraźne i notyfikowane Państwu przyjmującemu.

2. Wszczęcie przez członka urzędu konsularnego postępowania w przypadku, w którym mógłby korzystać z immunitetu jurysdykcyjnego, pozbawia go prawa powoływania się na immunitet w stosunku do jakiegokolwiek powództwa wzajemnego, bezpośrednio związanego z powództwem głównym.

3. Zrzeczenie się immunitetu od jurysdykcji w odniesieniu do postępowania sądowego lub administracyjnego nie jest uważane za zrzeczenie się immunitetu w stosunku do środków

wykonania orzeczenia. W stosunku do takich środków, niezbędne jest odrębne zrzeczenie się.

#### Artykuł 22

Członkowie urzędu konsularnego, jak również członkowie ich rodzin są zwolnieni w Państwie przyjmującym od wszelkich świadczeń osobistych i od wszelkiej służby publicznej jakiegokolwiek charakteru oraz od obowiązków wojskowych takich jak rekwizycji, kontrybucji i zakwaterowania.

#### Artykuł 23

Członkowie urzędu konsularnego zwolnieni są od wszelkich obowiązków przewidzianych w ustawach i innych przepisach Państwa przyjmującego w sprawie rejestracji cudzoziemców, zezwoleń na pobyt i zezwoleń na zatrudnienie oraz innych tego rodzaju formalności dotyczących cudzoziemców.

#### Artykuł 24

1. Członkowie urzędu konsularnego, jak również członkowie ich rodzin są zwolnieni od wszelkich podatków i opłat, państwowych, terenowych i komunalnych, z wyjątkiem:

a/ podatków pośrednich, które normalnie wliczane są w cenę towarów lub usług;

b/ podatków i opłat od nieruchomości, stanowiących własność prywatną, położonych na terytorium Państwa przyjmującego;

c/ podatków spadkowych i podatków od przeniesienia prawa własności, pobieranych przez Państwo przyjmujące, z zastrzeżeniem postanowień artykułu 26;

d/ podatków i opłat od wszelkiego rodzaju prywatnych dochodów, mających swe źródło w Państwie przyjmującym;

e/ opłat pobieranych za świadczenie usług;

f/ opłat rejestracyjnych, sądowych, hipotecznych i skarbowych, z zastrzeżeniem postanowień artykułu 16.

2. Członkowie urzędu konsularnego zatrudniający osoby, których płace nie są zwolnione od podatku od wynagrodzeń w Państwie przyjmującym, będą wypełniać obowiązki nakładane

przez przepisy tego Państwa w zakresie pobierania podatku od wynagrodzeń.

#### Artykuł 25

1. Zgodnie ze swymi ustawami i innymi przepisami, Państwo przyjmujące zezwala na wwóz i wywóz oraz przyznaje zwolnienie z wszelkich opłat celnych i innych opłat z tym związanych, z wyjątkiem opłat za składowanie, przewóz i podobne usługi:

a/ przedmiotów przeznaczonych do użytku służbowego urzędu konsularnego;

b/ przedmiotów przeznaczonych do użytku osobistego urzędnika konsularnego lub członków jego rodziny, łącznie z przedmiotami przeznaczonymi do urzędzenia się.

2. Wyrażenie "przedmioty" obejmuje również środki transportu.

3. Przedmioty określone w ustępie 1 zwolnione są od rewizji w takim samym zakresie jak przedmioty przeznaczone do użytku służbowego przedstawicielstwa dyplomatycznego oraz osobistego członka personelu dyplomatycznego Państwa wysyłającego.

4. Pracownicy konsularni korzystają ze zwolnień przewidzianych w ustępie 1, litera "b" w odniesieniu do przedmiotów sprowadzonych w związku z pierwszym urządzeniem się.

#### Artykuł 26

W razie śmierci członka urzędu konsularnego lub członka jego rodziny, Państwo przyjmujące:

a/ zezwoli na wywóz ruchomego mienia pozostałego po osobie zmarłej, z wyjątkiem mienia nabytego w Państwie przyjmującym, którego wywóz był zabroniony w chwili śmierci;

b/ nie będzie pobierać podatków spadkowych ani podatków od przeniesienia prawa własności w odniesieniu do mienia ruchomego, które znajdowało się w Państwie przyjmującym jedynie w związku z przebywaniem w tym państwie osoby zmarłej, jako członka urzędu konsularnego lub jako członka jego rodziny.

Artykuł 27

Z zastrzeżeniem swych ustaw i innych przepisów dotyczących stref, do których wstęp ze względu na bezpieczeństwo państwa jest zabroniony lub ograniczony, Państwo przyjmujące zapewni wszystkim członkom urzędu konsularnego i członkom ich rodzin swobodę poruszania się i podróżowania na swym terytorium.

Artykuł 28

Środki transportu będące własnością Państwa wysyłającego i przeznaczone dla celów urzędu konsularnego lub będące własnością członków urzędu konsularnego podlegają w Państwie przyjmującym obowiązkowemu ubezpieczeniu.

Artykuł 29

Członkowie rodziny członka urzędu konsularnego korzystają odpowiednio z przywilejów i immunitetów przyznanych w niniejszej Konwencji członkom urzędu konsularnego, pod warunkiem, że nie są obywatelami Państwa przyjmującego, nie mają miejsca stałego pobytu w tym Państwie, ani nie wykonują w nim działalności zarobkowej.

Artykuł 30

Pracownicy konsularni, którzy są obywatelami Państwa przyjmującego lub mają miejsce stałego pobytu w tym Państwie, nie korzystają z przywilejów i immunitetów określonych w niniejszej Konwencji, z wyjątkiem wynikających z artykułu 20 ustęp 3.

CZĘŚĆ IV

FUNKCJE KONSULARNE

Artykuł 31

Urzędnik konsularny jest powołany do popierania we wszelkich formach rozwoju stosunków ekonomicznych, handlowych, kulturalnych i naukowych oraz turystyki między Państwem wysyłającym a Państwem przyjmującym, przyczyniania się w każdy inny sposób do rozwoju przyjaznych stosunków między Państwem wysyłającym a Państwem przyjmującym oraz ochrony praw i interesów Państwa wysyłającego i jego obywateli.

Artykuł 32

1. Urzędnik konsularny wykonuje funkcje konsularne w swym okręgu konsularnym. Jednakże za zgodą Państwa przyjmującego może wykonywać je również poza tym okręgiem.

2. Przy wykonywaniu swoich funkcji, urzędnik konsularny może zwracać się do:

a/ właściwych miejscowych organów swojego okręgu konsularnego;

b/ właściwych naczelných organów Państwa przyjmującego, jeżeli zezwalają na to ustawy i inne przepisy lub zwyczaje tego Państwa albo umowy międzynarodowe.

Artykuł 33

1. Urzędnik konsularny ma prawo zastępować przed sądami i innymi organami Państwa przyjmującego obywateli Państwa wysyłającego gdy obywatele ci z powodu nieobecności lub jakiegokolwiek innej przyczyny nie są w stanie podjąć w odpowiednim czasie ochrony swych praw i interesów.

2. Zastępstwo, o którym mowa w ustępie 1 ustaje z chwilą, kiedy osoba zastępowana ustanowi swego pełnomocnika lub sama zapewni ochronę swych praw i interesów.



Artykuł 34

Urzędnik konsularny ma prawo:

- a/ prowadzić rejestr obywateli Państwa wysyłającego;
- b/ wydawać obywatelom Państwa wysyłającego paszporty lub inne dokumenty podróży, przedłużać ich ważność, dokonywać w nich zmian, a także je unieważniać;
- c/ udzielać wiz.

Artykuł 35

1. Kierownik urzędu konsularnego ma prawo przyjmować oświadczenia o wstąpieniu w związek małżeński pod warunkiem, że obie osoby zawierające małżeństwo są obywatelami Państwa wysyłającego. Urząd konsularny zawiadamia właściwe organy Państwa przyjmującego o zawartych związkach małżeńskich, jeżeli ustawy i inne przepisy Państwa przyjmującego tego wymagają.

2. Właściwe organy Państwa przyjmującego informują niezwłocznie urzędnika konsularnego Państwa wysyłającego o zawarciu małżeństwa przez obywatela Państwa wysyłającego, przekazując z urzędu i bezpłatnie urzędnikowi konsularnemu odpis aktu zawarcia małżeństwa.

3. Urzędnik konsularny ma prawo prowadzić rejestr urodzeń, małżeństw i zgonów obywateli Państwa wysyłającego oraz wydawać odpowiednie dokumenty. Nie zwalnia to jednak obywateli Państwa wysyłającego od obowiązku przestrzegania ustaw i innych przepisów Państwa przyjmującego w sprawie rejestracji urodzeń, małżeństw i zgonów.

4. Właściwe organy Państwa przyjmującego, na żądanie, będą bezzwłocznie i nieodpłatnie przesyłać urzędowi konsularnemu do celów urzędowych odpisy i wyciągi dokumentów stanu cywilnego dotyczące obywateli Państwa wysyłającego.

Artykuł 36

1. Urzędnik konsularny ma prawo:

a/ przyjmować, sporządzać i uwierzytelniać oświadczenia obywateli Państwa wysyłającego;

b/ przyjmować, sporządzać i uwierzytelniać rozporządzenia ostatniej woli i inne dokumenty, stwierdzające jednostronne czynności prawne obywateli Państwa wysyłającego dokonane zgodnie z ustawodawstwem tego Państwa;

c/ uwierzytelniać dokumenty, podpisy oraz pieczęcie na dokumentach obywateli Państwa wysyłającego;

d/ legalizować wszelkie dokumenty wydane przez organy Państwa wysyłającego lub Państwa przyjmującego, poświadczając odpisy i wyciągi z tych dokumentów;

e/ tłumaczyć dokumenty i poświadczać zgodność tłumaczeń;

f/ sporządzać i uwierzytelniać umowy, które zawierają między sobą obywatele Państwa wysyłającego, jeżeli nie dotyczą one ustanowienia, przeniesienia lub wygaśnięcia praw do nieruchomości, znajdujących się w Państwie przyjmującym;

g/ sporządzać i uwierzytelniać umowy, bez względu na obywatelstwo osób będących stronami, jeżeli te umowy odnoszą się do mienia ruchomego lub praw istniejących w Państwie wysyłającym i wywołują skutki prawne wyłącznie w tym Państwie;

h/ wydawać dokumenty pochodzenia towarów;

i/ ogłaszać w pomieszczeniach konsularnych zawiadomienia dotyczące wszelkich spraw z zakresu praw, obowiązków lub interesów obywateli Państwa wysyłającego.

2. Dokumenty wymienione w ustępie 1 sporządzone, zalegalizowane, uwierzytelnione lub poświadczane przez urzędnika konsularnego Państwa wysyłającego, uważane są za dokumenty urzędowe lub urzędowo uwierzytelnione lub poświadczane oraz mają taką samą moc dowodową i wywołują takie same skutki jak dokumenty zalegalizowane, uwierzytelnione lub poświadczane przez właściwe organy Państwa przyjmującego, jeżeli treść ich nie jest sprzeczna z ustawami i innymi przepisami tego Państwa.

Artykuł 37

1. Urzędnik konsularny ma prawo przyjmować do depozytu dokumenty, pieniądze i przedmioty wartościowe od obywateli Państwa wysyłającego o ile nie jest to sprzeczne z ustawami i innymi przepisami Państwa przyjmującego.

2. Urzędnik konsularny ma również prawo przyjmować, w celu przekazania osobom uprawnionym przedmioty zagubione przez obywateli Państwa wysyłającego podczas ich pobytu w Państwie przyjmującym.

Artykuł 38

Urzędnik konsularny ma prawo, na wniosek właściwych organów Państwa wysyłającego, przyjmować od obywateli Państwa wysyłającego dobrowolne zeznania w charakterze stron, świadków lub biegłych oraz doręczać im pisma sądowe i pozasądowe. Przy wykonywaniu tych czynności nie wolno stosować ani grozić stosowaniem środków przymusu.

Artykuł 39

1. Właściwe organy Państwa przyjmującego powiadamiają urzędnika konsularnego o potrzebie ustanowienia opieki lub kurateli nad obywatelem Państwa wysyłającego posiadającym miejsce stałego pobytu na terytorium Państwa przyjmującego.

2. Urzędnik konsularny może współdziałać w sprawach, o których mowa w ustępie 1 z właściwymi organami Państwa przyjmującego, w szczególności proponować odpowiednią osobę na opiekuna lub kuratora.

Artykuł 40

Urzędnik konsularny ma prawo porozumiewać się z każdym obywatelem Państwa wysyłającego, udzielać mu pomocy lub rady i w razie konieczności zapewnić mu opiekę prawną. Państwo przyjmujące nie będzie w żaden sposób ograniczać możliwości porozumiewania się obywateli Państwa wysyłającego z urzędem konsularnym, ani dostępu do tego urzędu.

## Artykuł 41

1. Właściwe organy Państwa przyjmującego powiadomią niezwłocznie urząd konsularny Państwa wysyłającego o każdym przypadku zatrzymania, aresztowania lub pozbawienia wolności osobistej w jakiegokolwiek innej formie obywatela Państwa wysyłającego. Powiadomienie to będzie dokonane najpóźniej piątego dnia po dniu, w którym zastosowano te środki. Właściwe organy Państwa przyjmującego są obowiązane przykazywać niezwłocznie wiadomości skierowane przez taką osobę do urzędu konsularnego.

2. Urzędnik konsularny ma prawo odwiedzać obywatela Państwa wysyłającego zatrzymanego, aresztowanego lub pozbawionego wolności osobistej w jakiegokolwiek innej formie, a także rozmawiać lub korespondować z nim oraz udzielać mu pomocy w zorganizowaniu obrony. Ma on również prawo odwiedzać obywatela Państwa wysyłającego odbywającego karę pozbawienia wolności. Właściwe organy Państwa przyjmującego udziela urzędnikowi konsularnemu prawa widzenia się z takim obywatelem najpóźniej ósmego dnia po dniu, w którym miało miejsce zatrzymanie, aresztowanie lub pozbawienie wolności osobistej w jakiegokolwiek innej formie, a następnie w rozsądnych okresach czasu.

3. Właściwe organy Państwa przyjmującego będą informować osoby, których dotyczą postanowienia niniejszego artykułu, o wszystkich uprawnieniach, które im przysługują zgodnie z tymi postanowieniami.

4. Uprawnienia określone w niniejszym artykule, będą wykonywane zgodnie z ustawami i innymi przepisami Państwa przyjmującego, z zastrzeżeniem, że nie uchylają one tych uprawnień.

## Artykuł 42

Właściwe organy Państwa przyjmującego powiadomią niezwłocznie urzędnika konsularnego o wypadkach, w wyniku których obywatele Państwa wysyłającego ponieśli śmierć lub doznali ciężkich uszkodzeń ciała.

## Artykuł 43

Właściwe organy Państwa przyjmującego powiadomią niez-

włócznie urzędnika konsularnego o zgonie obywatela Państwa wysyłającego i przekażą mu bezpłatnie odpis aktu zgonu.

#### Artykuł 44

1. Właściwe organy Państwa przyjmującego powiadomią niezwłócznie urzędnika konsularnego o otwarciu w tym Państwie spadku po obywatelu Państwa wysyłającego, jak również o otwarciu spadku, niezależnie od obywatelstwa osoby zmarłej, jeżeli obywatel Państwa wysyłającego powołany jest do spadku jako spadkobierca, uprawniony lub zapisobierca.

2. Właściwe organy Państwa przyjmującego podejmą odpowiednie środki przewidziane w ustawach i innych przepisach tego Państwa dla zabezpieczenia spadku oraz przekazania urzędnikowi konsularnemu odpisu testamentu, jeżeli został on sporządzony oraz wszelkich posiadanych informacji dotyczących spadku, miejsca pobytu osób uprawnionych do spadku, wartości i składu masy spadkowej, włącznie z kwotami pochodzącymi z tytułu ubezpieczeń społecznych, zarobków, polis ubezpieczeniowych. Powiadomią także o terminie rozpoczęcia postępowania spadkowego lub stadium w jakim ono się znajduje.

3. Urzędnik konsularny jest upoważniony, bez potrzeby przedstawienia pełnomocnictwa do reprezentowania, bezpośrednio lub za pośrednictwem swego przedstawiciela, przed sądami i innymi właściwymi organami Państwa przyjmującego obywatela Państwa wysyłającego, uprawnionego do spadku lub mającego roszczenia do spadku w Państwie przyjmującym, jeżeli jest on nieobecny lub nie ustanowił swojego pełnomocnika.

4. Urzędnik konsularny ma prawo domagać się:

a/ zabezpieczenia spadku, nałożenia i zdjęcia pieczęci, podjęcia środków zabezpieczenia spadku, w tym wyznaczenia kuratora spadku, jak również uczestniczyć w tych czynnościach;

b/ sprzedaży mienia wchodzącego w skład spadku, jak również powiadomienia o dacie ustalonej dla tej sprzedaży aby mógł być obecny.

5. Z chwilą zakończenia postępowania spadkowego lub innych czynności urzędowych, właściwe organy Państwa przyjmującego powiadomią o tym niezwłócznie urzędnika konsularnego i po uregulowaniu długów, opłat i podatków w ciągu trzech miesięcy przekażą mu spadek lub udziały spadkowe osób, które reprezentuje

6. W przypadku gdy wartość spadku jest niewielka, urzędnik konsularny będzie mógł zwrócić się, aby mienie spadkowe zostało mu przekazane. Będzie on miał wówczas prawo przekazania go osobom uprawnionym.

7. Urzędnik konsularny ma prawo otrzymania, w celu przekazania osobom uprawnionym, udziałów spadkowych i zapisów przypadających obywatelom Państwa wysyłającego, nie mającym miejsca stałego pobytu w Państwie przyjmującym oraz otrzymania sum, które przypadają uprawnionym z tytułu odszkodowań, rent, zaległych zarobków i polis ubezpieczeniowych.

8. Przekazanie mienia i należności do Państwa wysyłającego stosownie do postanowień ustępów 5-7 może być dokonane jedynie zgodnie z ustawami i innymi przepisami Państwa przyjmującego.

#### Artykuł 45

1. W przypadku, gdy obywatel Państwa wysyłającego, nie posiadający miejsca stałego pobytu w Państwie przyjmującym zmarł w czasie podróży w tym Państwie, przedmioty pozostałe po nim zostaną zabezpieczone przez właściwe organy Państwa przyjmującego a następnie przekazane, bez specjalnego postępowania, urzędnikowi konsularnemu Państwa wysyłającego. Urzędnik konsularny spłaci długi zaciągnięte przez osobę zmarłą w czasie jej przebywania w Państwie przyjmującym, do wysokości wartości przekazanych przedmiotów.

2. Do mienia określonego w ustępie 1 stosuje się odpowiednio postanowienia artykułu 44 ustęp 8.

#### Artykuł 46

1. Urzędnik konsularny ma prawo udzielenia wszelkiej pomocy statkom Państwa wysyłającego oraz załogom tych statków podczas ich pobytu na wodach terytorialnych lub wewnętrznych Państwa przyjmującego włącznie z portami od momentu dokonania odprawy tych statków związanych z ich wejściem. Może on korzystać z prawa nadzoru i inspekcji w stosunku do statków tego państwa i ich załóg. W tym celu może on również odwiedzać statki Państwa wysyłającego i przyjmować wizyty kapitanów i innych członków załóg tych statków.

2. Właściwe organy Państwa przyjmującego uznają wszelkie środki podjęte przez urzędnika konsularnego zgodnie z ustawami i innymi przepisami Państwa wysyłającego w stosunku do statków tego Państwa i ich załóg. Przy wykonywaniu takich funkcji urzędnik konsularny może zwracać się o pomoc do właściwych organów Państwa przyjmującego.

#### Artykuł 47

Urzędnik konsularny ma prawo w stosunku do statków Państwa wysyłającego:

a/ przesłuchiwać kapitana statku lub innych członków załogi, sprawdzać, przyjmować i poświadczать dokumenty statku, przyjmować oświadczenia dotyczące statku, ładunku i podróży oraz wydawać dokumenty niezbędne dla ułatwienia wejścia, postoju i wyjścia statku;

b/ pośredniczyć w uregulowaniu lub ułatwieniu uregulowania wszelkiego rodzaju sporów między kapitanem a innymi członkami załogi, włącznie ze sporami dotyczącymi umów o pracę i warunków pracy, zgodnie z ustawodawstwem Państwa wysyłającego;

c/ podejmować odpowiednie czynności związane z zatrudnieniem lub zwolnieniem kapitana i innych członków załogi;

d/ podejmować niezbędne środki w celu zapewnienia leczenia szpitalnego i powrotu do kraju kapitana lub innego członka załogi;

e/ przyjmować, sporządzać lub podpisywać wszelkie świadectwa i inne dokumenty dotyczące przynależności państwowej, własności i innych praw rzeczowych oraz stanu i eksploatacji statku;

f/ udzielać kapitanowi lub innym członkom załogi opieki i pomocy w ich stosunkach z sądami i innymi organami Państwa przyjmującego i w tym celu zapewniać im opiekę prawną, pomoc tłumacza lub jakiegokolwiek innej osoby;

g/ podejmować wszelkie środki potrzebne w celu zachowania dyscypliny i porządku na statku;

h/ dokonywać wszelkich innych czynności przewidzianych przez prawo Państwa wysyłającego w sprawach żeglugi pod warunkiem, że nie są one sprzeczne z ustawami i innymi przepisami Państwa przyjmującego.

Artykuł 48

1. Sądy i inne właściwe organy Państwa przyjmującego nie mogą wykonywać swojej jurysdykcji co do przestępstw popełnionych na pokładzie statku Państwa wysyłającego, chyba że chodzi o:

a/ przestępstwa popełnione przez obywatela lub przeciwko obywatelowi Państwa przyjmującego albo przez jakąkolwiek inną osobę lub przeciwko takiej osobie, jeżeli nie jest ona członkiem załogi statku;

b/ przestępstwa naruszające spokój, bezpieczeństwo portu lub wód terytorialnych bądź wewnętrznych Państwa przyjmującego;

c/ przestępstwa naruszające ustawy i inne przepisy Państwa przyjmującego dotyczące zdrowia publicznego, bezpieczeństwa życia na morzu, imigracji, spraw celnych, zanieczyszczeń morza lub nielegalnego przewozu narkotyków;

d/ przestępstwa zagrożone według prawa Państwa przyjmującego karą pozbawienia wolności na czas nie krótszy niż pięć lat lub karą surowszą.

2. Sądy i inne właściwe organy Państwa przyjmującego mogą jednak wykonywać swoją jurysdykcję na pokładzie statku Państwa wysyłającego, jeżeli urzędnik konsularny wyrazi na to zgodę lub o to poprosi.

Artykuł 49

1. W przypadku, gdy sąd lub inny organ Państwa przyjmującego zamierza zatrzymać lub aresztować na pokładzie statku Państwa wysyłającego kapitana, innego członka załogi, pasażera tego statku, lub jakąkolwiek osobę, która nie jest obywatelem Państwa przyjmującego albo też zająć mienie znajdujące się na statku lub przeprowadzić na pokładzie statku urzędowe dochodzenie, właściwy organ Państwa przyjmującego powiadomi o tym urzędnika konsularnego w takim czasie, aby umożliwić mu obecność na statku, zanim czynność ta zostanie podjęta. Jeżeli uprzednie powiadomienie urzędnika konsularnego jest niemożliwe, właściwe organy Państwa przyjmującego powiadomią go możliwie jak najszybciej, nie później jednak, niż w chwili, gdy wspomniane czynności mają zostać rozpoczęte. Właściwe organy



Państwa przyjmującego ułatwią urzędnikowi konsularnemu widzenie się z osobą zatrzymaną lub aresztowaną i porozumiewanie się z nią, a także podejmowanie właściwych kroków w celu ochrony interesów zainteresowanej osoby lub statku.

2. Postanowień ustępu 1 nie stosuje się do zwykłej kontroli przeprowadzonej przez organy Państwa przyjmującego w sprawach paszportowych, celnych, zdrowia publicznego, zanieczyszczeń morza i bezpieczeństwa życia na morzu, ani do czynności podjętych na prośbę lub za zgodą urzędnika konsularnego albo kapitana statku.

#### Artykuł 50

W przypadku, gdy członek załogi, nie będący obywatelem Państwa przyjmującego, opuści w tym Państwie bez zgody kapitana statek Państwa wysyłającego, właściwe organy Państwa przyjmującego, na prośbę urzędnika konsularnego, udziela pomocy w celu poszukiwania takiej osoby.

#### Artykuł 51

Urzędnik konsularny ma prawo odwiedzania każdego statku udającego się do portów Państwa wysyłającego, w celu uzyskania informacji umożliwiających mu wystawienie lub podpisanie dokumentów wymaganych przez ustawy i inne przepisy Państwa wysyłającego dla wejścia statku do portów tego państwa a także w celu przekazania właściwym organom Państwa wysyłającego informacji, o które te organy zwracają się.

#### Artykuł 52

1. Jeżeli statek Państwa wysyłającego uległ rozbiciu, uszkodzeniu, osiadł na mieliźnie, został wyrzucony na brzeg lub doznał innej awarii na wodach terytorialnych lub wewnętrznych Państwa przyjmującego, właściwe organy tego Państwa powiadomią o tym niezwłocznie urzędnika konsularnego Państwa wysyłającego.

2. W przypadkach wymienionych w ustępie 1 właściwe organy Państwa przyjmującego podejmą wszelkie niezbędne środki w celu zorganizowania ratowania i ochrony statku, pasażerów, załogi, wyposażenia statku, ładunku, zapasów i innych przedmio-

tów znajdujących się na statku, a także w celu zapobieżenia naruszeniu własności i nieporządkom na statku, lub ich zlikwidowania. Środki te zostaną podjęte także w stosunku do przedmiotów stanowiących część statku lub jego ładunku, które znalazły się poza statkiem. Właściwe organy Państwa przyjmującego powiadomią urzędnika konsularnego o podjętych środkach. Organy te udziela także urzędnikowi konsularnemu niezbędnej pomocy w celu podjęcia wszelkich kroków będących następstwem awarii, osadzenia na mieliźnie lub zatonięcia statku. Urzędnik konsularny ma prawo domagania się, aby organy Państwa przyjmującego podjęły i kontynuowały niezbędne czynności dla ratowania i ochrony statku, jego załogi, pasażerów, wyposażenia, ładunku, zapasów i innych przedmiotów, znajdujących się na statku. Czynności te podejmowane są we współpracy z kapitanem statku.

3. W przypadku, jeżeli statek Państwa wysyłającego zatonił a jego wyposażenie, ładunek, zapasy lub inne przedmioty które znajdowały się na statku zostały znalezione na brzegu Państwa przyjmującego lub w pobliżu, albo zostały sprowadzone do portu tego Państwa i ani kapitan statku ani jego pełnomocnik, ani przedstawiciele instytucji ubezpieczeniowej nie są obecni, lub nie mogą podjąć kroków w celu zabezpieczenia tych przedmiotów lub postanowienia o dalszym ich przeznaczeniu, urzędnik konsularny jest upoważniony, w charakterze przedstawiciela właściciela statku, do podjęcia takich środków, jakie mógłby podjąć w tym samym celu właściciel, gdyby był obecny.

4. Urzędnik konsularny może również podjąć środki, przewidziane w ustępie 3 w odniesieniu do każdego przedmiotu należącego do obywatela Państwa wysyłającego i pochodzącego ze statku lub z ładunku statku, bez względu na jego przynależność państwową, sprowadzonego do portu lub znalezionego na brzegu, w pobliżu brzegu, który osiadł na mieliźnie lub zatonął. Właściwe organy Państwa przyjmującego zawiadomią niezwłocznie urzędnika konsularnego o istnieniu takiego przedmiotu.

5. Urzędnik konsularny ma prawo uczestniczenia w postępowaniu wszczętym w celu ustalenia przyczyn awarii statku, osadzenia na mieliźnie lub jego zatonięcia.

6. Na prośbę urzędnika konsularnego właściwe organy Państwa przyjmującego udziela mu niezbędnej pomocy w podejmowaniu przez niego środków potrzebnych w związku z awarią statku.

7. Opłaty celne lub inne tego rodzaju opłaty nie będą na terytorium Państwa przyjmującego nakładane na statek, który uległ awarii, jego wyposażenie, ładunek, lub zapasy, pod warunkiem, że nie będą one udostępnione do użytku lub spożyte w tym Państwie.

#### Artykuł 53

Jeżeli członek załogi statku Państwa wysyłającego zmarł lub zaginął w Państwie przyjmującym na statku bądź na lądzie, kapitan lub jego zastępca oraz urzędnik konsularny Państwa wysyłającego są wyłącznie właściwi do sporządzenia spisu inwentarza przedmiotów, walorów i innego mienia pozostawionych przez zmarłego lub zaginionego i do dokonania innych czynności koniecznych dla zabezpieczenia mienia i jego przekazania w celu likwidacji spadku. Jednakże, jeżeli zmarły lub zaginiony jest obywatelem Państwa przyjmującego, kapitan lub jego zastępca sporządza spis inwentarza w momencie stwierdzenia zgonu lub zaginięcia. Jedna kopia tego spisu jest doręczana organom Państwa przyjmującego, które właściwe są do dokonywania wszelkich czynności koniecznych dla zabezpieczenia mienia i w razie potrzeby, do likwidacji spadku. Organy te poinformują o swych czynnościach urząd konsularny Państwa wysyłającego.

#### Artykuł 54

Postanowienia artykułów 46-53 stosuje się odpowiednio do statków powietrznych Państwa wysyłającego o ile międzynarodowe umowy lotnicze, których stronami są Polska i Laos nie stanowią inaczej.

#### Artykuł 55

1. Urząd konsularny może pobierać na terytorium Państwa przyjmującego za dokonane czynności konsularne opłaty oraz inne należności zgodnie z ustawami i innymi przepisami Państwa wysyłającego.

2. Kwoty pobierane z tytułu czynności konsularnych, wymienione w ustępie 1 są zwolnione od wszelkich podatków i opłat Państwa przyjmującego.

#### CZĘŚĆ V

#### POSTANOWIENIA OGÓLNE I KOŃCOWE

#### Artykuł 56

Urzędnik konsularny może wykonywać wszelkie inne funkcje powierzone mu przez Państwo wysyłające, których nie zakazują ustawy i inne przepisy Państwa przyjmującego lub którym Państwo to nie sprzeciwia się, albo które są przewidziane w umowach międzynarodowych obowiązujących między obydwojma Państwami.

#### Artykuł 57

1. Wszystkie osoby, korzystające z przywilejów i immunitetów na podstawie niniejszej Konwencji obowiązane są, bez uszczerbku dla swych przywilejów i immunitetów, przestrzegać ustaw i innych przepisów Państwa przyjmującego.

2. Pomieszczenia konsularne nie powinny być używane w sposób niezgodny z wykonywaniem funkcji konsularnych.

#### Artykuł 58

1. Postanowienia niniejszej Konwencji stosuje się odpowiednio w przypadku wykonywania funkcji konsularnych przez przedstawicielstwo dyplomatyczne.

2. Nazwiska członków przedstawicielstwa dyplomatycznego przydzielonych do wydziału konsularnego lub w inny sposób powołanych do wykonywania funkcji konsularnych przedstawicielstwa są notyfikowane ministerstwu spraw zagranicznych Państwa przyjmującego lub władzy wyznaczonej przez to ministerstwo.

3. Członkowie przedstawicielstwa dyplomatycznego wymienieni w ustępie 2 korzystają nadal z przywilejów i immunitetów przysługujących im na podstawie ich statusu dyplomatycznego.

Artykuł 59

1. Konwencja niniejsza podlega ratyfikacji i wejdzie w życie po upływie trzydziestego dnia od dnia wymiany dokumentów ratyfikacyjnych, która nastąpi w Warszawie.

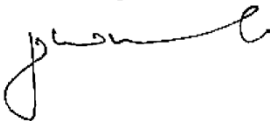
2. Niniejsza Konwencja zawarta jest na czas nieokreślony. Może ona być wypowiedziana w drodze notyfikacji przez każdą z Wysokich Umawiających się Stron. W takim wypadku utraci moc po upływie sześciu miesięcy od dnia wypowiedzenia.

Sporządzono w Vientiane dnia 23 listopada 1983 roku w dwóch egzemplarzach, każdy w językach polskim, laotańskim i francuskim przy czym trzy teksty mają jednakową moc. W razie rozbieżności, tekst francuski będzie rozstrzygający.

Na dowód czego Pełnomocnicy Wysokich Umawiających się Stron podpisali niniejszą Konwencję i opatrzyli ją pieczęciami.

Z upoważnienia

Radcy Państwa  
Polskiej Rzeczypospolitej  
Ludowej



Z upoważnienia

Prezydenta  
Laotańskiej Republiki  
Ludowo-Demokratycznej



[TRANSLATION – TRADUCTION]

CONSULAR AGREEMENT BETWEEN THE POLISH PEOPLE’S REPUBLIC AND  
THE LAO PEOPLE’S DEMOCRATIC REPUBLIC

The Council of State of the Polish People’s Republic and the President of the Lao People’s Democratic Republic,

Guided by the desire to regulate and develop consular relations between the two States in the spirit of friendship and cooperation,

Have decided to conclude this consular agreement and have appointed representatives to that end:

The Council of State of the Polish People’s Republic –

Stefan Olszowski, Minister for Foreign Affairs,

The President of the Lao People’s Democratic Republic –

Saly Vongkhamsao, Vice-President of the Council of Ministers, Deputy Minister for Foreign Affairs,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form,

Have agreed as follows:

CHAPTER I. DEFINITIONS

*Article I*

1. For the purposes of this Agreement:

- (a) “Consular post” means any consulate-general, consulate, vice-consulate or consular agency;
- (b) “Consular district” means the area assigned to a consular post for the exercise of consular functions;
- (c) “Head of consular post” means the person charged with the duty of acting in that capacity;
- (d) “Consular officer” means any person, including the head of the consular post, entrusted in that capacity with the exercise of consular functions;
- (e) “Consular employee” means any person employed in the administrative or technical services, or a person assigned to the domestic service of a consular post;
- (f) “Members of the consular post” means consular officers and consular employees;
- (g) “Members of the consular staff” means consular officers other than the head of the consular post and consular employees;
- (h) “Member of the private staff” means a person employed exclusively in the private service of a member of the consular post;

- (i) “Family members” means the spouse of the member of the consular post and his or her children and parents, and also the children and parents of the spouse, provided that they form part of the household of the member of the consular post and are dependent on that member;
- (j) “Consular premises” means the buildings or parts of buildings and the land ancillary thereto, irrespective of ownership, used exclusively for the purposes of the consular post, including the residence of the head of the consular post;
- (k) “Consular archives” means all the papers, documents, correspondence, books, films, tapes and registers of the consular post, together with ciphers and codes, card indexes and furniture intended for their protection and safekeeping;
- (l) “Official correspondence” means all correspondence relating to the consular post and its functions;
- (m) “Vessel of the sending State” means any vessel authorized to fly the flag of the sending State or registered in that State, excluding military vessels;
- (n) “Aircraft of the sending State” means any aircraft registered in the sending State and authorized to use the national insignia of that State, excluding military aircraft.

2. The provisions of this Agreement relating to nationals of the sending State shall apply also to legal persons, including commercial enterprises that have been established in accordance with the laws and regulations of the sending State and have their head office in the territory of one of the High Contracting Parties.

## CHAPTER II. ESTABLISHMENT OF CONSULAR POSTS AND APPOINTMENT OF CONSULAR OFFICERS AND EMPLOY. ES

### *Article 2*

1. A consular post may be established in the territory of the receiving State only with that State’s consent.

2. The seat of the consular post, its classification and its consular district shall be established by the sending State and shall be subject to the approval of the receiving State.

3. Subsequent changes in the seat of the consular post, its classification or its consular district may be made by the sending State only with the consent of the receiving State.

### *Article 3*

1. The head of the consular post shall be admitted to the exercise of his or her functions after the submission of a consular commission or a similar document and the granting of an *exequatur* by the receiving State.

2. The sending State shall transmit the consular commission or similar document through the diplomatic channel to the Ministry of Foreign Affairs of the receiving State.

3. The commission or similar document shall confirm the full name and class of the head of the consular post, as well as the location of the consular district and the seat of the consular post.

4. Pending delivery of the exequatur, the head of the consular post may be admitted on a provisional basis to the exercise of his or her functions. In that case, the provisions of this Agreement shall apply to that person.

*Article 4*

The receiving State may at any time, and without being obliged to give reasons for its decision, notify the sending State through the diplomatic channel that the exequatur issued to the head of the consular post has been withdrawn, that a consular officer has been declared *persona non grata* or that any other member of the consular staff is not acceptable. In that event, the sending State shall either recall the person concerned or terminate his or her functions with the consular post. If the sending State fails within a reasonable time to carry out its obligation, the receiving State may, as the case may be, either withdraw the exequatur from the person concerned or cease to consider the person as a member of the consular staff.

*Article 5*

1. If the head of a consular post is unable to carry out his or her functions for any reason or the position of head of consular post is vacant, the sending State may appoint as acting head of the consular post a consular officer of one of the consular posts in the receiving State or a member of the diplomatic staff of the diplomatic mission in that State; the Ministry of Foreign Affairs of the receiving State shall be informed of the name of that person in advance.

2. The provisions of this Agreement shall apply to the acting head of the consular post, who shall enjoy the same facilities, privileges and immunities as the head of the consular post.

3. A member of the diplomatic staff of the diplomatic mission of the sending State who is entrusted with consular functions in accordance with paragraph 1 of this article shall enjoy full diplomatic privileges and immunities.

*Article 6*

As soon as a head of a consular post is admitted even provisionally to the exercise of his or her functions, the receiving State shall immediately notify the competent authorities of the consular district and shall take the appropriate measures to enable that person to exercise his or her official functions and to have the benefit of the provisions of this Agreement.

*Article 7*

1. Consular officers shall have solely the nationality of the sending State and shall not be permanent residents in the receiving State.

2. Consular officers shall not engage in any gainful professional or commercial activity in the receiving State other than their official functions.

*Article 8*

1. The sending State shall notify the Ministry of Foreign Affairs of the receiving State of:



- (a) The appointment of members of a consular post, their arrival at the consular post after appointment, their final departure or the termination of their functions and any other changes affecting their status that may occur in the course of their service with the consular post;
- (b) The arrival and final departure of a family member of a member of the consular post and, where appropriate, the fact that a person becomes or ceases to be a family member;
- (c) The arrival and final departure of members of the private staff and the termination of their service as such;
- (d) The engagement and discharge of persons resident in the receiving State as members of a consular post or as members of the private staff.

*Article 9*

1. The competent authorities of the receiving State shall issue to each consular officer, free of charge, a document confirming his or her identity and indicating the functions that he or she carries out.

2. The provisions of paragraph 1 of this article shall apply also to consular employees and members of the private staff, provided that those persons are not nationals of the receiving State and are not permanent residents in that State.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 of this article shall apply to family members.

CHAPTER III. FACILITIES, PRIVILEGES AND IMMUNITIES

*Article 10*

1. The receiving State shall accord the consular post full facilities for the performance of its consular functions and shall take the measures necessary to ensure that members of the consular post are able to perform their official duties and enjoy the privileges and immunities provided for in this Agreement.

2. The receiving State shall treat consular officers with due respect and take all appropriate measures to prevent any attack on their person, freedom or dignity.

*Article 11*

1. The national emblem of the sending State, together with an appropriate inscription with the name of the consular post in the language of the sending State and the language of the receiving State, may be affixed to the building occupied by the consular post and to the residence of the head of the consular post.

2. The national flag of the sending State may be displayed on the building occupied by the consular post, on the residence of the head of the consular post and on his or her means of transport when used on official business.

*Article 12*

The receiving State shall facilitate, in accordance with its laws and regulations, the acquisition by the sending State of the premises necessary for the consular post and, where necessary, of suitable accommodation for members of the consular post.

*Article 13*

1. The sending State shall have the right, in accordance with the laws and regulations of the receiving State, to:

- (a) Acquire, own or use plots of land, buildings or parts of buildings as the offices of a consular post, the residence of the head of the consular post or accommodation for other members of the consular post;
- (b) Construct or adapt buildings for such purposes on purchased plots of land;
- (c) Transfer ownership rights of the plots of land, buildings or parts of buildings acquired or constructed in that way.

2. The provisions of paragraph 1 of this article shall not absolve the sending State of the obligation to comply with regulations and restrictions governing real estate, urban planning and the protection of monuments in the area in which those plots of land, buildings or parts of buildings are or will be situated.

*Article 14*

1. The consular premises and the accommodation of consular officers shall be inviolable. The authorities of the receiving State shall not enter them without the consent of the head of the consular post, the head of the diplomatic mission of the sending State in the receiving State or a person designated by one of them.

2. The receiving State is under a special duty to take all appropriate steps to protect the consular premises against any intrusion or damage and to prevent any disturbance of the peace of the consular post or impairment of its dignity.

*Article 15*

The consular premises, their furnishings, the property of the consular post and its means of transport shall be immune from any form of requisition for the purposes of national defence or public utility.

*Article 16*

1. The consular premises and the accommodation of members of the consular post, of which the sending State is the owner or lessee, shall be exempt from all national, regional or municipal dues and taxes, other than charges levied for services rendered.

2. The exemption from taxation referred to in paragraph 1 of this article shall not apply to taxes and dues if, under the laws and regulations of the receiving State, they are payable by the person who contracted with the sending State.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 of this article shall apply also to means of transport owned by the sending State and used solely for the needs of the consular post.

*Article 17*

The consular archives shall be inviolable at all times and wherever they may be.

*Article 18*

1. The receiving State shall permit and protect freedom of communication on the part of the consular post for all official purposes. In communicating with the Government, the diplomatic missions and other consular posts of the sending State, wherever situated, the consular post may employ all appropriate means of communication, including diplomatic or consular couriers, diplomatic or consular bags, and messages in code or cipher. The consular post may install and use a wireless transmitter only with the consent of the receiving State.

2. The official correspondence of the consular post shall be inviolable.

3. The consular bag shall bear visible external marks indicating its status and may contain only official correspondence and documents or articles intended for official use.

4. The consular bag shall be neither opened nor detained.

5. The consular courier shall be provided with an official document indicating his or her status and the number of packages constituting the consular bag. The consular courier shall be a national of the sending State who is not a permanent resident in the receiving State. In the performance of his or her functions, the consular courier shall be protected by the receiving State, shall enjoy personal inviolability and shall not be liable to arrest, detention or any other form of restriction of personal freedom.

6. A consular bag may be entrusted to the captain of a vessel or of an aircraft. The captain shall be provided with an official document indicating the number of packages constituting the consular bag, but shall not be considered to be a consular courier. A member of the consular post may freely take possession of the consular bag directly from the captain of the vessel or of the aircraft and may transfer the bag to such a person in the same way.

*Article 19*

1. Consular officers shall be immune from the criminal, civil and administrative jurisdiction of the receiving State. They shall enjoy personal inviolability and shall therefore not be arrested, detained or subject to any other form of restriction of their personal freedom.

2. Consular employees shall be immune from the criminal, civil and administrative jurisdiction of the receiving State in respect of acts performed in the exercise of their official duties. They shall not be arrested, detained or subject to any form of restriction of their personal freedom, except in the event of the commission of a serious offence punishable under the laws of the receiving State by a custodial sentence of at least three years or by a more serious penalty and

on the basis of the execution of a judgment having the force of *res judicata* for that kind of offence.

3. If criminal proceedings are instituted against consular employees or if they are arrested, detained or subjected to any other form of restriction of their personal freedom, the competent authorities of the receiving State shall so notify the head of the consular post without delay.

4. If criminal proceedings are instituted against a consular employee, the proceedings shall be conducted swiftly and in a manner that will hamper the exercise of his or her duties in the consular post as little as possible.

5. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply in respect of a civil action:

- (a) Arising from the obligations of a contract concluded by a member of the consular post in which that member did not contract expressly or impliedly as an agent of the sending State;
- (b) Brought by a third party regarding damage caused in the receiving State by a vehicle, vessel or aircraft;
- (c) Regarding a succession in which a member of the consular post acts as the successor, legatee, executor of a will, administrator or trustee of the estate in a private capacity and not as a representative of the sending State.

#### *Article 20*

1. Members of the consular post may be called upon to give evidence as witnesses before the judicial authorities or other competent authorities of the receiving State. If a consular officer should decline to give evidence as a witness, no coercive measure or penalty may be applied to him or her. Consular employees shall not, except in the cases mentioned in paragraph 3, decline to give evidence.

2. An authority of the receiving State requiring a member of the consular post to give evidence shall not interfere with the performance of that person's duties. The authority may take such evidence from a member of the consular post at the consular post, at the residence or at the person's place of accommodation.

3. Members of a consular post are under no obligation to give evidence concerning matters connected with the exercise of their functions or to produce official correspondence or other documents from the consular archives. This provision shall apply also to members of the family of members of a consular post in respect of matters related to the activities of the consular post.

4. Members of a consular post are under no obligation to give an opinion as experts on the national laws of the sending State.

#### *Article 21*

1. The sending State may waive the privileges and immunities provided for in articles 19 and 20. The waiver shall in all cases be express and shall be communicated to the receiving State.

2. The initiation of proceedings by a member of the consular post in a matter where the member would enjoy immunity from jurisdiction shall preclude the member from invoking immunity from jurisdiction in respect of any counterclaim directly connected with the principal claim.

3. The waiver of immunity from jurisdiction for the purposes of judicial or administrative proceedings shall not be deemed to imply the waiver of immunity from the measures of execution resulting from the judicial decision. In respect of such measures, a separate waiver shall be necessary.

*Article 22*

The receiving State shall exempt members of the consular post and members of their families from all personal services, from all public service of any kind whatsoever and from military obligations, such as those connected with requisitioning, military contributions and billeting.

*Article 23*

Members of the consular post shall be exempt from all obligations under the laws and regulations of the receiving State with regard to the registration of aliens, residence permits, work permits and other formalities that apply to aliens.

*Article 24*

1. Members of the consular post and members of their families shall be exempt from all national, regional and municipal dues and taxes, except:

- (a) Indirect taxes that are normally incorporated into the price of goods and services;
- (b) Dues and taxes on private immovable property situated in the territory of the receiving State;
- (c) Estate taxes and dues on the transfer of ownership rights levied by the receiving State, subject to the provisions of article 26;
- (d) Dues and taxes on any kind of private income having its source in the receiving State;
- (e) Charges levied for services rendered;
- (f) Registration and court fees, and mortgage dues and stamp duties, subject to the provisions of article 16.

2. Members of the consular post employing persons whose wages and salaries are not exempt from income tax in the receiving State shall observe the obligations imposed under the regulations of that State concerning the levying of income tax.

*Article 25*

1. The receiving State, in accordance with its laws and regulations, shall permit the entry and exit of and shall grant exemptions from all customs duties, taxes and other related charges, other than charges for storage, cartage and similar services, on:

- (a) Articles for the official use of the consular post;
- (b) Articles for the personal use of a consular officer or members of his or her family, including articles intended for his or her installation.

2. The word “articles” refers also to means of transport.

3. The articles referred to in paragraph 1 shall be exempt from customs inspection to the same extent as articles that are intended for the official use of a diplomatic mission or for the personal use of members of the diplomatic staff of the sending State.

4. Consular employees shall enjoy the exemptions specified in subparagraph 1 (b) of this article in respect of articles imported at the time of first installation.

#### *Article 26*

In the event of the death of a member of the consular post or of a member of his or her family, the receiving State shall:

- (a) Permit the export of the movable property of the deceased, with the exception of property acquired in the receiving State the export of which is prohibited at the time of the person’s death;
- (b) Not levy estate taxes or dues on the transfer of ownership rights on movable property whose presence in the receiving State was due solely to the presence in that State of the deceased as a member of the consular post or as a member of the family of a member of the consular post.

#### *Article 27*

Subject to its laws and regulations concerning zones entry into which is prohibited or regulated for reasons of national security, the receiving State shall ensure freedom of movement and travel in its territory to all members of the consular post and members of their families.

#### *Article 28*

Means of transport owned by the sending State and intended for the use of the consular post, or owned by members of the consular post, shall be subject to compulsory insurance.

#### *Article 29*

Members of the family of a member of the consular post shall enjoy the privileges and immunities provided for in this Agreement, on the condition that they are not nationals of the receiving State, are not permanent residents in that State and do not carry out gainful activities there.

#### *Article 30*

Consular employees who are nationals of the receiving State or are permanent residents in that State shall not enjoy the privileges and immunities provided for in this Agreement, except for those deriving from article 20, paragraph 3.

CHAPTER IV. CONSULAR FUNCTIONS

*Article 31*

A consular officer is authorized to further the development between the sending State and the receiving State of all forms of economic, commercial, cultural and scientific relations and tourism, to promote in any other way friendly relations between the sending State and the receiving State, and to protect the rights and interests of the sending State and its nationals.

*Article 32*

1. Consular officers shall exercise consular functions in their consular district. However, with the consent of the receiving State, they may exercise their functions outside that district.
2. In the exercise of their functions, consular officers may address:
  - (a) The competent local authorities of their consular district;
  - (b) The competent central authorities of the receiving State, provided that this is allowed by the laws, regulations and usages of that State, and by international agreements.

*Article 33*

1. A consular officer shall have the right to represent nationals of the sending State before the courts and other authorities of the receiving State if the nationals are unable to protect their own rights and interests at the appropriate time owing to their absence or for any other reason.
2. The representation referred to in paragraph 1 of this article shall cease from the time that such a person being represented appoints his or her own representative or ensures the protection of his or her own rights and interests.

*Article 34*

Consular officers shall have the right to:

- (a) Maintain a register of nationals of the sending State;
- (b) Issue, renew, make changes to and cancel passports or other travel documents for nationals of the sending State;
- (c) Issue visas.

*Article 35*

1. The head of the consular post shall have the right to solemnize marriages, provided that both persons entering into the marriage are nationals of the sending State. The consular post shall notify the competent authorities of the receiving State of marriages that have been concluded, if that is required under the laws of the receiving State.

2. The competent authorities of the receiving State shall, without delay, notify a consular officer of the sending State of the marriage of a national of the sending State, transmitting to the consular officer *ex officio* and free of charge a copy of the marriage certificate.

3. The consular officer shall have the right to maintain a register of the births, marriages and deaths of nationals of the sending State and to issue the relevant documents. However, nationals of the sending State shall not be exempt under this provision from the obligation to register births, marriages and deaths.

4. If requested, the competent authorities of the receiving State shall immediately send the consular post, without charge and for official purposes, copies and excerpts of documents of civil status concerning nationals of the sending State.

#### *Article 36*

1. Consular officers shall have the right to:
  - (a) Receive, draw up and certify statements by nationals of the sending State;
  - (b) Receive, draw up and certify instructions in wills and other documents attesting to unilateral legal acts of nationals of the sending State established in accordance with the laws of that State;
  - (c) Certify documents, signatures and seals on documents of nationals of the sending State;
  - (d) Certify all documents issued by the authorities of the sending State or the receiving State, and notarize copies and extracts of those documents;
  - (e) Translate documents and certify translations as accurate;
  - (f) Draw up and certify contracts concluded between nationals of the sending State, provided that they do not concern the establishment, transfer or revocation of real rights to immovable property situated in the receiving State;
  - (g) Draw up and certify contracts, irrespective of the nationality of the parties thereto, provided that the contracts relate to movable property or to rights in the sending State and have legal effect only in that State;
  - (h) Issue certificates of origin for goods;
  - (i) Publicize notices in the consular premises concerning any matters relating to the rights, obligations or interests of nationals of the sending State.

2. The documents referred to in paragraph 1 of this article that have been drawn up, legalized, certified or notarized by an officer of the consular post of the sending State shall be recognized as official and duly certified documents and shall have the same evidential value and the same legal effect as documents legalized or certified by the competent authorities of the receiving State, provided that they are not contrary to the laws of that State.

#### *Article 37*

1. Consular officers shall have the right to receive for safekeeping from nationals of the sending State documents, money and valuables, unless that is contrary to the laws of the receiving State.



2. Consular officers shall also have the right to receive articles lost by nationals of the sending State during their stay in the receiving State for the purpose of sending them to their owners.

*Article 38*

A consular officer shall have the right, at the request of the competent authorities of the sending State, to receive voluntary testimonies from nationals of the sending State as parties, witnesses or experts, and to serve them judicial and extrajudicial documents. It shall not be permitted to apply or threaten to apply coercive measures during the performance of these activities.

*Article 39*

1. The competent authorities of the receiving State shall inform a consular officer of the need to establish guardianship or trusteeship arrangements for nationals of the sending State who are permanent residents in the territory of the receiving State.

2. In the circumstances referred to in paragraph 1 of this article, consular officers may communicate with the competent authorities of the receiving State and, in particular, propose individuals as guardians or trustees.

*Article 40*

Consular officers shall have the right to communicate with, assist and advise any national of the sending State, and, if necessary, to provide legal aid for that person. The receiving State shall in no way restrict the freedom of nationals of the sending State to communicate with the consular post or to have access to the consular post.

*Article 41*

1. The competent authorities of the receiving State shall, without delay, notify the consular post of the sending State of any detention, arrest or any other form of deprivation of personal freedom of a national of the sending State. The information shall be transmitted no later than on the fifth day after the day on which the measures are carried out. The competent authorities of the receiving State shall, without delay, transmit messages from that person to the consular post.

2. A consular officer shall have the right to visit nationals of the sending State detained, arrested or subjected to any other form of deprivation of their personal freedom, and also to talk or correspond with them and provide them with assistance to organize their defence.

He or she shall also have the right to visit a national of the sending State serving a term of imprisonment. The competent authorities of the receiving State shall grant the consular officer the right to visit such nationals no later than on the eighth day after the day on which the detention, arrest or any other form of deprivation of personal freedom occurred, and subsequently at reasonable time intervals.

3. The competent authorities of the receiving State shall inform the persons subject to the provisions of this article about all rights afforded to them under these provisions.

4. The rights referred to in this article shall be exercised in conformity with the laws and regulations of the receiving State, subject to the proviso that the latter do not nullify those rights.

*Article 42*

The competent authorities of the receiving State shall, without delay, notify a consular officer of all accidents that result in the death or serious injury of nationals of the sending State.

*Article 43*

The competent authorities of the receiving State shall notify the consular post without delay of the death of a national of the sending State and provide the consular post with a copy of the death certificate free of charge.

*Article 44*

1. The competent authorities of the receiving State shall, without delay, inform the consular officer of the initiation in that State of succession proceedings following the death of a national of the sending State and of the initiation of succession proceedings if a national of the sending State is designated as successor, entitled person or legatee, irrespective of the nationality of the deceased.

2. The competent authorities of the receiving State shall take appropriate measures under the laws and regulations of that State to protect an estate and to transfer to a consular officer a copy of the will, if one had been drawn up by the deceased, and any available information concerning the estate, the entitled persons, their residence and place of stay, and the value and assets of the estate, including amounts deriving from social security, salary and insurance policies. They shall also provide notification of the date on which succession proceedings were initiated or of their current status.

3. A consular officer shall be authorized, without needing to present a power of attorney, to represent, directly or through a representative, before the courts or other competent authorities of the receiving State, a national of the sending State entitled to inherit or having a claim to an inheritance in the receiving State, if the national in question is absent or has not appointed a representative.

4. The consular officer shall have the right to request:

- (a) The protection of the estate, the imposition and removal of a seal, the adoption of measures to protect the estate, including the appointment of a guardian of the estate, and participation in those actions;
- (b) The sale of property included in the estate, as well as notification of the scheduled date of the sale so that he or she can be present.

5. Upon completion of the succession proceedings or other official actions, the competent authorities of the receiving State shall promptly notify the consular officer thereof and, after settling debts, fees and taxes, shall transfer to the officer, within three months, the estate or portions of the estate of the persons whom the officer represents.

6. If the value of the estate is negligible, the consular officer may request that the inherited property be transferred to him or her. The officer shall then have the right to send the property to the entitled persons.

7. The consular officer shall have the right to receive, for distribution to the entitled persons, the portions of the estate and bequests that are owed to nationals of the sending State who are not resident in the receiving State, and also to receive the sums that are owed to the entitled persons from compensation claims, pensions and insurance policies.

8. The transfer of property and dues to the sending State in accordance with the provisions of paragraphs 5–7 of this article shall be carried out solely in accordance with the laws of the receiving State.

#### *Article 45*

1. If a national of the sending State who is not resident in the receiving State dies while travelling in that State, the articles belonging to that national shall be safeguarded and then transferred by the competent authorities of the receiving State, without special proceedings, to a consular officer of the sending State. The consular officer shall ensure that debts previously incurred by the deceased while the deceased was staying in the receiving State are paid up to the value of the articles transferred.

2. The provisions of article 44, paragraph 8, shall apply also to the property referred to in paragraph 1 of this article.

#### *Article 46*

1. Consular officers shall have the right to render any form of assistance to vessels of the sending State and the crews of those vessels while they are in the territorial or internal waters of the receiving State, including ports, as soon as the vessels have been granted permission to enter the port. The officers may exercise the right to supervise and inspect vessels of that State and their crews. To that end, they may also visit vessels of the sending State and receive visits from the captains and crew members of those vessels.

2. The competent authorities of the receiving State shall recognize all measures taken by the consular officer in accordance with the laws and regulations of the sending State with regard to the vessels of that State and their crews. In the performance of such functions, the consular officer may request assistance from the competent authorities of the receiving State.

#### *Article 47*

Consular officers shall have the right, in respect of vessels of the sending State, to:

- (a) Question the captain of the vessel or any other crew member; examine, receive and notarize documents relating to the vessel; take testimonies concerning the vessel, cargo and journey; and issue the documents necessary for facilitating the vessel's entry, stay and exit;
- (b) Mediate to resolve or to facilitate the resolution of any kind of disagreement between the captain and other crew members, including in disputes about labour contracts and work conditions, in accordance with the laws of the sending State;

- (c) Take actions related to the recruitment or dismissal of the captain and other crew members;
- (d) Take the measures necessary to arrange for the hospitalization and repatriation of the captain or any other crew members to their country;
- (e) Receive, draw up or sign any attestations and other documents concerning nationality, ownership and other property rights, as well as the condition and operation of a vessel;
- (f) Provide aid and assistance to the captain or any other crew member in their relations with the courts and other authorities of the receiving State, including, to that end, to provide them with legal aid and the assistance of an interpreter or of any other person;
- (g) Take any appropriate measures to maintain discipline and order on board the vessel;
- (h) Carry out any actions provided for by the laws of the sending State with regard to shipping matters, on the condition that they are not contrary to the laws and regulations of the receiving State.

*Article 48*

1. The courts and other competent authorities of the receiving State shall not exercise their jurisdiction in respect of offences committed on board a vessel of the sending State, except in the following cases:

- (a) Offences committed by or against a national of the receiving State, or by or against any person other than a member of the crew;
- (b) Offences of disturbing the peace or security of the port or of the territorial or internal waters of the receiving State;
- (c) Offences committed in violation of the laws and regulations of the receiving State relating to public health, the safety of life at sea, immigration, customs requirements, marine pollution or drug trafficking;
- (d) Offences punishable under the laws of the receiving State by a custodial sentence of at least five years or by a more serious penalty.

2. The courts and other competent authorities of the receiving State may exert their jurisdiction on board a vessel of the sending State if the consular officer expresses consent to this or requests it.

*Article 49*

1. In the event that a court or any other authority of the receiving State intends to arrest or detain, on board a vessel of the sending State, the captain, any other crew member, a passenger of the vessel or any other person who is not a national of the receiving State, or to seize property situated on board or conduct official investigations on board, the competent authorities of the receiving State shall notify the consular officer of this sufficiently in advance to enable the officer to be present on the vessel before the action is taken. If it is not possible to give the consular officer prior notification, the competent authorities of the receiving State shall notify the officer as soon as possible, but no later than at the time when the actions in question are to begin. The

competent authorities of the receiving State shall facilitate the visit of the consular officer to an arrested or detained person and communication with that person, and shall also take appropriate steps to protect the interests of the person or vessel concerned.

2. The provisions under paragraph 1 of this article shall not apply to regular controls carried out by the authorities of the receiving State relating to passports, customs, public health, marine pollution or the safety of life at sea, or to any other action carried out at the request of, or with the consent of, the vessel's captain.

#### *Article 50*

If a member of the crew who is not a national of the receiving State, while in that State, leaves the vessel of the sending State without the permission of the captain, the competent authorities of the receiving State shall, at the request of the consular officer, help to search for that person.

#### *Article 51*

A consular officer shall have the right to board any vessel bound for the ports of the sending State in order to obtain information that will enable the officer to issue and sign the documents required under the laws and regulations of the sending State for the entry of the vessel into the ports of that State, and also with the aim of transferring to the competent authorities of the sending State information requested by them.

#### *Article 52*

1. If a vessel of the sending State has suffered shipwreck or damage, run aground, been stranded or suffered any other accident in the territorial or internal waters of the receiving State, the competent authorities of that State shall so notify a consular officer of the sending State without delay.

2. In the circumstances referred to in paragraph 1 of this article, the competent authorities of the receiving State shall take all necessary measures to organize the salvage and protection of the vessel and its passengers, crew, furnishings, cargo, provisions and other articles on board, and also to prevent any damage to the property or any disruption on board and to suppress such activity. Such measures shall also be taken in respect of articles that are part of the vessel or its cargo and that are found separated from the vessel. The authorities of the receiving State shall notify the consular officer of the measures taken. Those authorities shall provide the consular officer with assistance so that he or she can take any necessary measures after an accident, running aground or sinking. A consular officer shall have the right to request that the authorities of the receiving State take and continue measures to salvage and protect a vessel and its crew, passengers, furnishings, cargo, provisions and other articles on board. The measures shall be taken in cooperation with the captain of the vessel.

3. If a shipwrecked vessel of the sending State or its furnishings, cargo, provisions or other articles that were on board have been found on or near the shore of the receiving State, or have been brought to a port of that State, and neither the captain of the vessel nor the captain's representative or representatives of insurance institutions are present or able to take steps to safeguard or manage the articles, the consular officer shall be authorized, as the shipowner's

representative, to take such measures as the owner would have taken for the same purposes, had he or she been present.

4. A consular officer may also take the measures provided for in paragraph 3 of this article with respect to any article belonging to a national of the sending State that was on board or part of the cargo of a vessel, irrespective of its nationality, that has been brought to a port or found on or near the shore or on the damaged, grounded or shipwrecked vessel. The competent authorities of the receiving State shall inform the consular officer without delay of the existence of such an article.

5. The consular officer shall have the right to take part in proceedings instituted to establish the causes when a vessel has had an accident, run aground or sunk.

6. At the request of the consular officer, the competent authorities of the receiving State shall provide the assistance necessary for the officer to take the measures required following the accident to the vessel.

7. Customs charges or other similar dues shall not be imposed in the territory of the receiving State on a vessel that has suffered an accident, or with respect to its cargo or provisions, provided that they are not to be made available for usage or consumption in that State.

#### *Article 53*

If a crew member of a vessel of the sending State dies or goes missing in the receiving State on board the vessel or onshore, the captain or the deputy of the captain and a consular officer of the sending State shall be exclusively authorized to take an inventory of the articles, valuables and other property left by the deceased or missing person and to carry out other actions necessary to safeguard the property and ensure its transfer in order to settle the estate. However, if the deceased or missing person is a national of the receiving State, the captain or the deputy of the captain shall prepare an inventory at the time that the death or disappearance is recorded. One copy of the inventory shall be provided to the authorities of the receiving State that are responsible for carrying out all the actions necessary for safeguarding the property and, if necessary, settling the estate. Those authorities shall notify the consular post of the sending State of their actions.

#### *Article 54*

The provisions of articles 46–53 of this Agreement shall apply, as appropriate, to aircraft of the sending State, unless otherwise stipulated in international aviation agreements to which Poland and Laos are signatories.

#### *Article 55*

1. The consular post may levy in the territory of the receiving State fees and charges for the performance of consular activities, in accordance with the laws and regulations of the sending State.

2. The sums levied for the consular actions referred to in paragraph 1 of this article shall be exempt from all dues and taxes of the receiving State.

CHAPTER V. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

*Article 56*

A consular officer may perform any other functions entrusted to him or her by the sending State that are not prohibited by the laws of the receiving State, or to which no objection is taken by that State, or which are referred to in the international agreements in force between the two States.

*Article 57*

1. Without prejudice to their privileges and immunities under this Agreement, it is the duty of all persons enjoying such privileges and immunities to respect the laws and regulations of the receiving State.

2. The consular premises shall not be used in any manner incompatible with the exercise of consular functions.

*Article 58*

1. The provisions of this Agreement shall apply also to the exercise of consular functions by a diplomatic mission.

2. The Ministry of Foreign Affairs of the receiving State or the authority designated by that Ministry shall be notified of the names of the members of the diplomatic mission who have been assigned to the consular section of the diplomatic mission or otherwise appointed to perform consular functions in the mission.

3. The members of the diplomatic mission referred to in paragraph 2 of this article shall continue to enjoy the privileges and immunities to which they are entitled on the basis of their diplomatic status.

*Article 59*

1. This Agreement is subject to ratification and shall enter into force 30 days after the date on which the instruments of ratification are exchanged, which shall be done in Warsaw.

2. This Agreement is concluded for an indefinite period. It may be terminated by means of a notification sent by either Contracting Party. In that event, it shall cease to have effect six months after the date of termination.

DONE at Vientiane on 23 November 1983 in two copies, each in the Polish, Lao and French languages, the three texts being equally authentic. In case of divergence, the French text shall prevail.

IN WITNESS WHEREOF the plenipotentiaries of the High Contracting Parties have signed this Agreement and affixed thereto their seals.

For the Council of State of the Polish People's Republic:

[SIGNED]

For the President of the Lao People's Democratic Republic:

[SIGNED]